L'unité

N° 181 - 4 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 28 novembre 1975

Portugal : Esc. 37,50

PORTUGAL: LES APPRENTIS SORCIERS

Les drapeaux de Giscard

Il y a des faits et des gestes infiniment plus éloquents que tous les discours. Valéry Giscard d'Estaing a beau être intarissable sur la « société libérale avancée », chacun de ses actes souligne qu'il est profondément marqué par le conservatisme le plus étroit. A ceux qui en douteraient encore, trois exemples, parmi d'autres, viennent de le rappeler de façon spectaculaire.

L'Espagne d'abord. Déjà, à la fin de septembre, Giscard d'Estaing avait dévoilé ses véritables sentiments à l'égard du franquisme en demeurant silencieux — la France était ainsi seule parmi les nations européennes — devant les exécutions décidées par le dictateur finissant. C'est dans la suite logique de ce silence qu'il a, samedi dernier, en faisant mettre les drapeaux en berne pour les obsèques du Caudillo, insulté tous les Espagnols qui depuis près de 40 ans — au prix de combien de morts et de souffrances — luttent pour le rétablissement des libertés dans leur pays. Et s'il n'a pas osé assister personnellement aux funé-

(suite page 2)



LES COTES-DU-NORD : UN DEPARTEMENT DEFAVORISE DANS UNE REGION SOUS-DEVELOPPEE

Sécurité sociale : Ceux qui profitent et ceux qui paient

Sommaire

3 LA GAUCHE ET JUAN CARLOS : QUI T'A FAIT ROI, PAR ANTOINE VIOLET

4 LES QUATRE DROITES, PAR BENOIT COLOMBIER

5 REPORTAGE A BARCELONE : « NOUS APPRENIONS A LUTTER, MAINTENANT NOUS APPRENONS A GAGNER », PAR FRANCIS PISANI

8 PORTUGAL : LES APPRENTIS-SORCIERS, PAR DANIELLE ET MICHEL GERVAIS

10 CHANGER LA VIE POLITIQUE

11 SIDERURGIE : LA « DANSEUSE » DE L'ETAT, PAR GUY PERRIMOND

15 CHANGER LA VIE DANS L'ENSEIGNEMENT

16 COTES-DU-NORD : UN DEPARTEMENT DEFAVORISE DANS UNE REGION SOUS-DEVELOPPEE, PAR CHRISTINE COTTIN

20 RETRAITE A 60 ANS : UNE ESCROQUERIE ! PAR MICHELE BACKMANN
SECURITE SOCIALE : CEUX QUI PROFITENT ET CEUX QUI PAIENT, PAR JACQUES-ANTOINE GAU

22 JUSTICE : ATTENTION... SECURITE, PAR JEAN-LOUP REVERIER

23 C.I.C. OU C.I.A. ?

24 CHANGER LA VIE CULTURELLE

25 HELVIO SOTO : « FAIRE PRENDRE LE FASCISME EN HORREUR EST LE SEUL OBJECTIF DE MON FILM »

26 ACTION CULTURELLE : ALERTE NATIONALE, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

28 LIVRES : LES SANS-ESPOIRS, PAR GEORGES FRAMERIES

29 NOS ANCETRES LES GAULOIS...

30 AU RISQUE DE VOUS PLAIRE

32 L'EUROPE DES TRAVAILLEURS, PAR NICOLE QUESTIAUX

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (pages 5, 9, 10), Barrigue (pages 21, 29), Coureuil (pages 1, 3), Hin (page 23), Pascal Lebrun (pages 16, 17, 18, 19, 25), M.p.b. (page 19), Montellier (page 6), Norma (page 9), Sipa (pages 4, 6, 9), Viva (pages 7, 11, 12, 13).

→

railles — y déléguant, aux côtes de Pinochet, le quatrième ministre de son gouvernement — il s'est précipité cette semaine à Madrid pour patronner l'intronisation de Juan Carlos, dont la fragile couronne vient directement de Franco. Instinctivement, Giscard a choisi son camp, non pas celui du peuple, mais celui d'une continuité qui n'est ni libérale ni avancée. La droite espagnole peut compter sur lui !

Second exemple : la régionalisation. Lorsqu'il n'était pas encore Président de la République, Giscard d'Estaing avait dit un jour — Gaston Defferre le lui a rappelé lundi à Dijon — que les « régions devraient être administrées par des élus », l'exécutif régional « ne pouvant pas être un représentant nommé par le pouvoir central ». Mais Giscard à l'Elysée à changé d'avis et revient à sa vraie nature : pas question d'un pouvoir politique régional qui serait issu du suffrage universel et qui pourrait amener la gauche à gouverner un certain nombre de régions comme c'est le cas, par exemple, en Italie. Jamais, en cette matière, les choses n'avaient été dites aussi clairement : le « libéralisme avancé » de Giscard ne saurait admettre les conséquences les plus élémentaires de la démocratie. Ceux qui avaient cru pouvoir lui faire confiance pour la mise en œuvre d'une réforme considérée par eux comme essentielle savent au moins désormais à quoi s'en tenir. On attend qu'ils parlent !

Le troisième exemple du « giscardisme avancé » se situe au plan social et il est peut-être encore plus scandaleux que les autres. Alors que l'Etat, le patronat, les laboratoires pharmaceutiques, sont les premiers responsables du déficit de la Sécurité sociale, c'est évidemment aux travailleurs et à eux seuls que l'on songe à faire payer ce déficit en relevant leurs cotisations (voir en page 20 l'article de Jacques-Antoine Gau). Et c'est des travailleurs encore que l'on se moque, et de quelle manière, quand on annonce à son de trompe une série de mesures pour l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans, ce dont, dans le meilleur des cas, ne bénéficieront guère plus de 40 000 personnes (voir en page 20 l'article de Michèle Backmann).

Voilà une semaine de Giscard d'Estaing. Oui au continuateur de Franco, non à la démocratie régionale, oui aux patrons et non aux travailleurs, ce sont là, sur des terrains divers, les illustrations d'une seule et même politique. Elle est depuis toujours celle de la la droite la plus réactionnaire, la plus autoritaire, la plus enracinée dans la conservation des privilèges. Au fil des jours l'image « réformiste » que voulait se donner Giscard d'Estaing s'évanouit devant la réalité de ses actes. Ceux qui, de bonne foi, y avaient cru, n'ont plus qu'à mettre en berne les drapeaux de leurs illusions.

Claude ESTIER

Cop. Fondation Jean Jaurès

QUI T'A FAIT ROI ?

La gauche et Juan Carlos

Tandis que Valéry Giscard d'Estaing patronne à Madrid le couronnement de son ami Juan Carlos en qui il voit l'homme capable d'amener l'Espagne sur la voie d'une « démocratie raisonnable », la gauche espagnole, toujours illégale, s'apprête à sortir au grand jour pour faire entendre sa voix. Il y a quelques jours, le Parti communiste a diffusé dans les rues de Madrid plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires de son journal clandestin « Mundo Obrero » et le secrétaire général du P.s.o.e., Felipe Gonzalez participera ouvertement ce samedi à l'émission « 12-14 » de France-Inter réalisée en direct de la capitale espagnole.

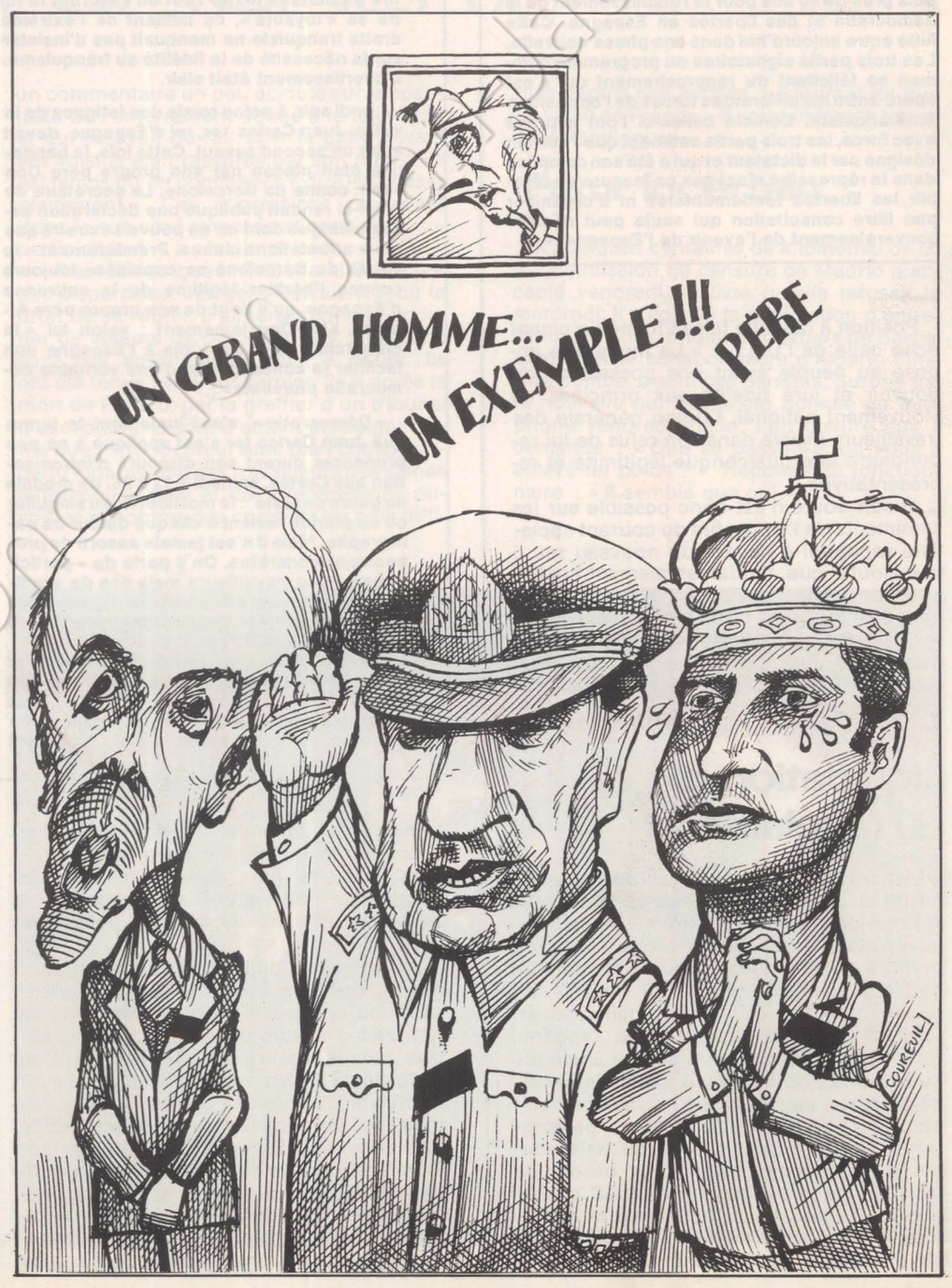
Cette volonté de ne pas attendre une problématique légalisation des partis politiques par le successeur de Franco est partagée par l'ensemble des forces regroupées dans la Junte démocratique et dans la Plate-forme de convergence qui viennent à nouveau d'exprimer ensemble leur conviction qu'il n'y a rien de sérieux à attendre de Juan Carlos dans le sens d'une démocratisation véritable du pays.

Sur ce point l'accord a été total entre Félipe Gonzalez et Santiago Carrillo lors du long entretien qu'ils ont eu à Paris quelques jours avant la mort de Franco. A partir d'une analyse commune de la situation, l'un et l'autre ont d'ailleurs souhaité que dans la période qui s'ouvre et qui peut exiger des initiatives rapides on évite les difficultés qui sont souvent nées dans le passé du fait de l'existence de deux superstructures différentes regroupant l'opposition.

Un vide politique

Dès le lendemain de la mort de Franco, tandis que Santiago Carrillo, dans une interview au quotidien communiste italien « l'Unita », se félicitait du rapprochement entre les différents courants de cette opposition qui s'est effectué pendant la longue agonie du dictateur, la Commission exécutive du P.s.o.e. publiait à Madrid un communiqué affirmant que celui-ci « conformément à sa position politique maintenue tout au long de tant d'années de lutte contre la dictature, participera de toutes ses forces à la construction de l'alternative démocratique, rejetant toute formule continuiste. » Et le communiqué ajoutait : « Le P.s.o.e., en ces moments historiques où se mêlent incertitudes et espoirs, en appelle à tous les peuples d'Espagne, à toutes les organisations politiques et syndicales démocratiques, pour qu'elles réalisent un effort commun, permanent et efficace qui permette la nécessaire et rapide liquidation de tout ce qui s'oppose au plein exercice des libertés individuelles et collectives, et pour la construction d'une société démocratique. »

Le lendemain, qualifiant de « discours vide », la première intervention publique de Juan Carlos, le P.s.o.e. précisait encore plus nettement sa position : « Des secteurs favorables à Juan Carlos avaient essayé de créer une certaine ambiance d'attente avant le discours qu'il devait prononcer lors de la cérémonie du couronnement. La prestation de Juan Carlos devant les Cortes a fourni une nouvelle preuve du vide politique qui entoure ce roi imposé. Ce fut un discours peu structuré, fait de brefs paragraphes destinés à tranquilliser les divers secteurs du régime, sans la moindre référence à une intention de démocratisation des institutions politiques. Juan Carlos n'a surpris personne. Il a honoré son contrat avec le régime franquiste. Il a prononcé un discours continuiste sans contenu politique concret. Il a promis fermeté et prudence. Mais le peuple, lui, a besoin de liberté et de démocratie. »



LES QUATRE DROITES



Juan Carlos Ier, roi d'Espagne — cela étonne mais il fraudra s'habituer à ce titre anachronique — n'aura même pas eu droit à la trêve traditionnelle. Celle qui s'écoule généralement de l'enterrement d'un prédécesseur à la proclamation de son successeur.

Dimanche, à peine rentré de « la Vallée de los Caidos » où reposait enfin Franco, il a dû subir le premier assaut public des ultras. José Antonio Giron, une de leurs têtes politiques, se rendait au palais de la Zarzuela, la résidence du nouveau roi d'Espagne pour lui lire un curieux texte. Tout en assurant le roi de sa « loyauté », ce militant de l'extrême droite franquiste ne manquait pas d'insister sur la nécessité de la fidélité au franquisme. L'avertissement était clair.

Lundi soir, à peine remis des fatigues de la veille, Juan Carlos 1er, roi d'Espagne, devait subir un second assaut. Cette fois, la banderille était placée par son propre père Don Juan, comte de Barcelone. Le secrétaire de celui-ci rendait publique une déclaration assez ambiguë dont on ne pouvait extraire que deux affirmations claires. Premièrement : le comte de Barcelone se considère toujours comme l'héritier légitime de la couronne d'Espagne, qu'il tient de son propre père Alfonso XIII. Deuxièmement : selon lui « la monarchie, pour être utile à l'Espagne doit faciliter la consolidation d'une véritable démocratie pluraliste» .

« Démocratie », c'est justement le terme que Juan Carlos Ier s'est appliqué à ne pas prononcer durant son discours d'intronisation aux Cortès, samedi à 12 h 35. Un modèle du genre ce texte : le mot liberté, au singulier ou au pluriel, revient à chaque détour de paragraphe. Mais il n'est jamais assorti de propositions concrètes. On y parle de « participation » des travailleurs mais pas de syndicats, de « respect des particularismes » mais pas d'autonomie régionale, de « société libre et moderne », mais pas d'élections.

Curieux pathos en vérité que ce premier discours du nouveau souverain. Il est vrai que sa tâche n'est pas aisée, bloqué qu'il est de toutes parts. Les ultras du régime, bien installés dans l'appareil d'Etat, attendent simplement de lui qu'il soit le continuateur du franquisme sans Franco et ils prennent leurs dispositions pour qu'il en soit ainsi de gré ou de force. La « droite civilisée » comme on dit à Madrid attend de lui qu'il ouvre peu à peu le régime, tout en maintenant les communistes dans l'illégalité. La droite technocratique, symbolisée par l'Opus Dei, attend de lui qu'il fasse rentrer l'Espagne dans l'Europe ce qui supposerait d'abord qu'elle devienne une démocratie. La droite des propriétaires fonciers n'attend de lui que la protection de ses privilèges. Bref, chaque droite a ses propres desseins. Et personne ne sait comment Juan Carlos les satisfera tous.

Maniant tout à la fois la trique et la prébende, faisant preuve d'un pragmatisme sans limites, Franco était parvenu à domestiquer les droites espagnoles. Sa mort a réveillé leurs aspirations contradictoires. Et Juan Carlos se retrouve face à elles sans véritable appui populaire.

B. C.

La solidarité de la gauche française

Lors de la réunion du Comité de liaison, jeudi dernier, les trois partis signataires du programme commun ont adopté le texte suivant sur l'Espagne :

« Au lendemain de la mort de Franco, le P.c.f., le P.s. et le M.r.g. réaffirment leur solidarité avec le peuple espagnol dans la lutte qu'il mène depuis près de 40 ans pour le rétablissement de la démocratie et des libertés en Espagne. Cette lutte entre aujourd'hui dans une phase nouvelle. Les trois partis signataires du programme commun se félicitent du rapprochement qui s'est opéré entre les différentes forces de l'opposition antifranquiste. Comme celles-ci l'ont exprimé avec force, les trois partis estiment que l'héritier désigné par le dictateur et qui a été son complice dans la répression n'est pas en mesure de rétablir les libertés fondamentales ni d'organiser une libre consultation qui seule peut décider souverainement de l'avenir de l'Espagne. »

→

Position à laquelle faisait immédiatement écho celle de l'U.g.t. : « Le monarque imposé au peuple ayant pris possession du pouvoir et juré fidélité aux principes du Mouvement national, l'Union générale des travailleurs insiste dans son refus de lui reconnaître une quelconque légitimité et représentativité. »

Aucun doute n'est donc possible sur les sentiments de l'ensemble du courant socialiste espagnol à l'égard du nouveau roi. Il faut ajouter que, fondamentalement hostile à la monarchie, le P.s.o.e., à la différence peut-être du P.c.e., considère comme stérile le débat sur le point de savoir si le véritable héritier est Juan Carlos ou son père Don Juan dont les déclarations ambiguës laissent penser qu'il irait un peu plus loin dans le sens de la démocratisation.

Liquidation totale du fascisme

Mettant l'accent sur les contradictions internes du pouvoir actuel et en particulier sur la pression qu'exerce l'extrême droite franquiste sur Juan Carlos, le P.s.o.e. refuse de prendre en considération toute formule de gouvernement provisoire qui mettrait en œuvre quelques réformes subalternes en laissant subsister l'essentiel de l'appareil franquiste. C'est un point de vue analogue qu'exprime Carrillo quand, dans l'interview déjà citée, il met en garde les nations occidentales contre une tentation « paternaliste » à l'égard de l'Espagne qui se fonderait sur l'idée que celle-ci « a besoin de Juan Carlos parce qu'elle ne peut passer trop rapidement de la dictature à la démocratie ». Ce raisonnement aboutirait en fait à soutenir les forces qui, à travers le nouveau roi, entendent surtout préserver la continuité du régime au prix de quelques mesures inévitables telles que la grâce — et non l'amnistie — accordée à un certain nombre de détenus politiques.

Les dirigeants du P.s.o.e. admettent pour leur part que Juan Carlos ne peut se contenter d'une continuité pure et simple qui se traduirait d'ailleurs par une répression accrue dans la mesure où il ne dispose ni de l'autorité de Franco ni de la base sociale du franquisme. La droite « civilisée », celle des affaires et de la finance, dont l'objectif est de faire admettre l'Espagne dans la Communauté économique européenne, le poussera vraisemblablement vers une « démocratie contrôlée » qui pourrait aller jusqu'à la reconnaissance légale de certaines formations politiques à l'exclusion en tout cas du Parti communiste. Décidé quant à lui à refuser tout compromis qui exclurait l'une des composantes de l'opposition démocratique, le P.s.o.e. pense qu'il appartient dès aujourd'hui aux socialistes, aux communistes et aux démocrates-chrétiens, entre autres, de proposer ensemble un authentique programme de rupture comportant la liquidation totale du fascisme et la construction d'une réelle alternative démocratique.

Ni dans l'esprit des socialistes ni dans celui des communistes il ne s'agit du « grand soir ». Les uns et les autres sont conscients de la nécessité d'être prudents et de procéder par étapes pour aboutir à une situation nouvelle. Mais à condition de ne pas entretenir au départ l'illusion que cette situation nouvelle pourrait être le fait de l'homme que Franco a fait roi.

A. V

«NOUS APPRENIONS A LUTTER, MAINTENANT NOUS APPRENONS A GAGNER»

Barcelone, de notre envoyé spécial

Lundi 24 novembre « Ça y est ! Il est dedans ! » dit une femme dans un soupir trop longtemps soutenu. Sans faire de commentaires, les passants avec lesquels je regardais hier l'enterrement de Franco à la devanture d'un magasin avaient l'air soulagés. J'ai beaucoup apprécié le soin avec lequel l'énorme dalle était rivée au-dessus du cercueil. Un quart d'heure après, les rues de Barcelone étaient pleines, la vie reprenait de plus belle, c'était dimanche, mais derrière la fête se cachaient l'inquiétude et l'espoir.

Les Espagnols n'ont jamais été aussi unis que pendant ces 48 heures devant leur poste de télévision. Les uns pour se rappeler les privilèges accordés, les bénéfices réalisés ou la croisade menée pour sauver dans le sang « l'Occident chrétien ». Les autres pour se rappeler les horreurs de la guerre civile ou l'injustice maintenue si durement. Tous pour penser à cette Espagne quotidienne qu'on leur laisse ; les exécutions du mois dernier, les emprisonnements de la nuit. L'Espagne du développement et de la crise. L'Espagne des luttes et celle de la répression. Ce n'est pas un grand homme qu'ils ont enterré avec tant de soin, mais une époque.

Depuis un mois, de Séville à Bilbao on a exorcisé la malédiction « Franco ». L'explosion de joie s'est bue à petite gorgée, jour après jour avec une pointe de miséricorde pour ce cadavre tenu artificiellement en vie pendant que se réglait la succession. Cette mort, cet enterrement étaient importants. Ils concernaient d'autant plus les Espagnols qu'après plus rien ne peut être exactement pareil. Mais la joie était réelle pour des millions d'entre eux ; beaucoup les ont fêtés au champagne « Sept à huit bouteilles dans le mois, m'a dit une avocate, une à chaque fausse alerte. Jeudi, vendredi on n'a guère travaillé, mais nous n'étions pas ivres que d'alcool ».

« J'en ai assez de supporter vos caprices, maintenant on peut parler, alors je vous le dis, j'en ai marre. » C'est en ces termes qu'une cliente exigeante s'est entendu répondre par un garçon à bout de nerfs dans une patisserie dimanche matin. Un peu plus tard, dans un café, une femme qui avait fait un commentaire un peu acidulé sur le spectacle de l'enterrement donné à la télévision et qui essayait de rattraper la gaffe devant ses voisins était rassurée par son mari : « Il est temps qu'on commence à dire les choses clairement ». Ces impressions recueillies dans la rue sont symptomatiques mais superficielles. Il y a plus important.

« Il est temps que le Tribunal d'Ordre public disparaisse. Les gens devraient avoir le droit de se réunir. J'aimerais enfin m'occuper de voleurs de poules. » Ces propos ne sont pas aussi bénins qu'il y paraît. Ils ont été tenus vendredi dernier, 24 h après la mort de Franco, par le greffier d'un tribunal d'exception. Ils sont d'autant plus significatifs que l'interlocuteur était bien choisi : Alberto Fina, avocat des travailleurs des usines automobiles Seat et des Commissions ouvrières et homme des combats les plus difficiles depuis des années. Le journal dit que s'il vivait en France « il voterait Marchais, en Italie, Berlinguer ».

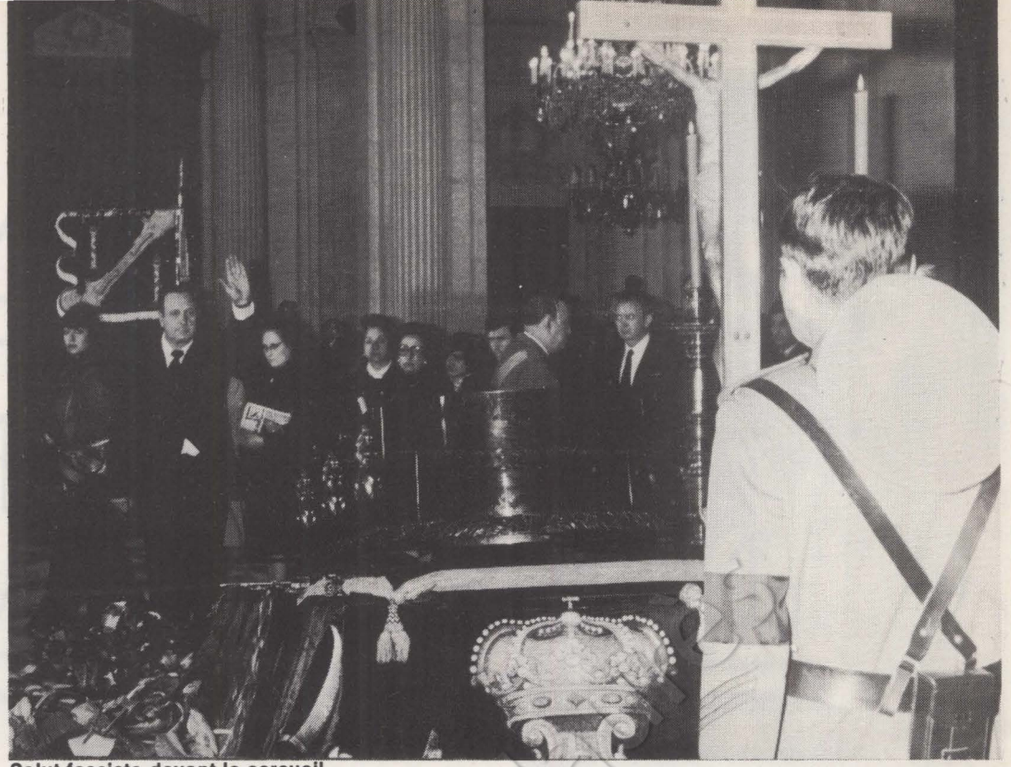
Futur incertain

A quelques centaines de kilomètres de là, la Commission de censure de Madrid a accepté vendredi un livre qu'elle refusait le mercredi. Il s'agit de la publication d'entretiens entre des dirigeants ouvriers de Barcelone et deux collaborateurs d'Alberto Fina. Une bombe, disent ces derniers. Surpris par la nouvelle qui leur a été donnée au téléphone vendredi matin, l'un d'entre eux a demandé : « Que se passe-t-il, on vous a enlevé un poids ? » Réponse du fonctionnaire : « Il semble que oui ».

→



Juan Carlos 1er accueillant le général Pinochet.



Salut fasciste devant le cercueil.

Un million et demi de quotidiens ont été vendus samedi à Barcelone. 1 pour 3 habitants. On se les arrache pour y chercher quelques indications sur l'incertain futur. « Pas de changement », titre l'un de ces journaux. Il ne s'agit que d'un championnat de football, mais les lecteurs s'arrêtent et sourient. Ils sont habitués à lire entre les lignes, entre les pages, mais il semble que de moins en moins ils en auront besoin. En trois jours la presse s'est installée dans le post-franquisme. Le ton des journaux, de la radio, de la télévision a changé. C'est perceptible même pour le non habitué. Certaines subtilités restent difficiles à déchiffrer, mais d'ici 8 ou 15 jours, tout pourra être beaucoup plus clair. Seuls les fascistes s'agrippent encore : leur revue titre sans complexe « Franco est mort, vive Franco ».

La caution de Giscard

« Je n'aurais jamais cru que le président élu des Français pourrait en arriver là », m'a dit un Catalan pour qui la France était jusqu'à ces derniers jours un hâvre de vraie démocratie. Beaucoup ont été choqués par les réactions de la France abondamment mises en valeur à la télévision et dans les journaux. Les guérilleros du Christ-Roi ont dû fêter Giscard et la caution publique qu'il leur donne. Les gardes civils et les tortionnaires, les exécuteurs d'il y a un mois, les soldats de la police armée installés dans une ancienne maison de la culture d'un faubourg ouvrier de Barcelone n'avaient jamais rêvé d'une telle caution. Les anciens combattants de la division « Azul » n'en sont pas revenus. Le président élu de la France démocratique a passé l'éponge. Il sera venu, après Pinochet, aider Juan Carlos à affirmer son pouvoir. Pour qui a pu voir avec quelle chaleur le nouveau roi a salué à l'aéroport le bourreau de Santiago, c'est difficile à supporter.

« Le roi a dit, le roi n'a pas dit. Juan Carlos a fait, Juan Carlos n'a pas fait ». La pantomime est dramatique. Eplucher le moindre battement de sourcil de cet apprenti sorcier sorti tout ligoté de la cuisse d'un boucher — comme on sort du Moyen Age — tout vêtu de général, quel ridicule ! Aujourd'hui une chose est sûre, une seule, Juan Carlos est roi d'Espagne par la grâce de Franco. « L'enterrement m'a fait sourire, mais le sacre m'a fait pleurer », m'a dit une jeune professeur, samedi, quelques minutes après la cérémonie.

La première déclaration de Juan Carlos a pourtant été épluchée avec minutie. On ne se disait pas bonjour à Barcelone dimanche, mais : « Que penses-tu du discours ? » Un journaliste à qui je disais : « Chercher des signes de changements, n'est-ce pas tomber dans le piège ? », m'a répondu en haussant les épaules : « Je sais, je sais, mais j'ai tellement besoin d'espoir. »

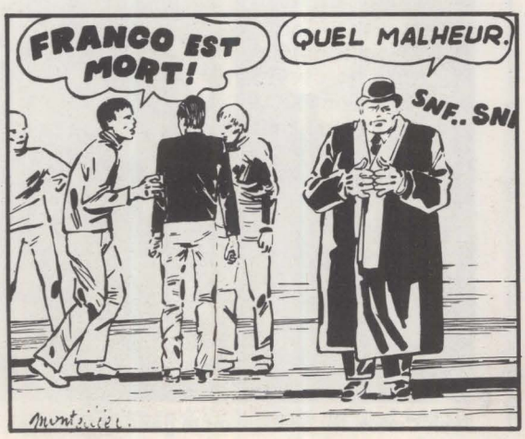
Depuis deux jours, les Espagnols ont sauté dans l'inconnu. Après 40 ans d'un régime sans aucune surprise, c'est difficile. Ils n'ont que peu de certitudes auxquelles se raccrocher. La première, c'est, bien sûr, la mort de Franco. Avec lui disparaît non le franquisme, mais sa clé de voûte, le garant de son unité. De ce fait, et c'est la deuxième certitude, rien ne peut plus être comme avant. La droite pour rester au pouvoir devra inévitablement trouver de nouvelles méthodes. Troisième certitude : les changements au fond ne peuvent être que limités et progressifs. Monsieur de Bourbon a sans doute des vélléités de changement mais sont-elles substantielles ? En tout état de cause elles seront violemment combattues par le « Bunker » (le reduit de l'extrême droite franquiste). la quatrième certitude est peut-être la plus importante : tout changement est bon à prendre, la moindre liberté est appréciable après 40 ans de pouvoir d'un homme qui a finit comme il avait commencé : par des exécutions et des emprisonnements. La porte qui s'entrebâille aujourd'hui s'ouvre en fait sur un peuple en lutte, prêt à forcer des décisions que beaucoup ne voudraient pas prendre.

« Nous n'avons rien contre la personne de Juan Carlos et rien d'irrémédiable contre l'institution monarchique. Nous sommes pour la République, mais si le peuple vote pour la monarchie, nous l'accepterons », a dit devant moi un responsable du P.s.u.c. (Parti socialiste unifié catalan - le Parti communiste catalan, affilié au P.c.e.) dans une réunion de formation à laquelle j'avais été convié. Il ajoutait : « Nous n'avons rien à dire à l'héritier de Franco, mais s'il joue le jeu de la démocratie, nous pouvons discuter. » A Convergence socialiste — regroupement de socialistes catalans — les positions sont différentes : « Sous aucun prétexte nous n'accepterons la monarchie », mais Juan Carlos est aujourd'hui roi, c'est sur ses propos et sur ses actes qu'on peut le juger.

Le premier test sérieux est l'amnistie. Le débat commence au fond. La presse ne parle que de grâce. Mais la grâce n'efface pas la prétendue « faute » En se contentant de pardonner, le roi reconnaîtrait la validité de l'accusation faite par le franquisme, la validité des jugements expéditifs et des tribunaux d'exception. C'est à son tour qu'il légitime Franco.

Politique du salami

Seule l'amnistie serait significative. Les prisonniers politiques — près de 5 000 — en sont conscients. Certains parlent de refuser la grâce. Ils finiront bien sûr par sortir, ne serait-ce que par la force. Malgré le temps qui leur manque, les forces de l'opposition pourraient tenter de faire de l'amnistie un test à double sens. Si elles obtiennent une certaine mobilisation populaire et forcent la décision, leur futur sera plus clair que si elles doivent se contenter des décisions du roi, filtrées par le « Bunker ». On m'a parlé plusieurs fois des combats menés dans les premiers jours en Argentine et au Portugal pour imposer l'amnistie.







Plaza Real à Barcelone.

Si l'amnistie est le premier problème, le problème de fond est de savoir quelle ouverture, quelle démocratie Juan Carlos de Bourbon acceptera-t-il. La lente agonie du Caudillo a permis l'unification des forces de l'opposition, à savoir la Junte et la Convergence démocratique. Les Fraga Iribarne ou Comte de Montrico le savent et leur premier objectif est de la casser. En appliquant s'il le faut la politique du salami : proposer une ouverture allant jusqu'à certains courants socialistes, mais excluant le Parti communiste et ceux qui se solidariseront avec lui. De cela les communistes font semblant de ne pas être inquiets. « La démocratie ne peut pas s'appliquer seulement à un nombre réduit d'Espagnols, disent-ils. Le roi a besoin de trouver de nouvelles forces d'appui, il doit leur permettre de convaincre de leur existence et s'il leur donne la parole il lui sera difficile de nous empêcher de parler ».

Les socialistes que j'ai rencontrés sont, pour leur part, très clairs : ils n'envisagent pas d'accepter une ouverture qui exclurait les communistes. A terme cette ouverture semble difficile à éviter, mais tout le jeu de la droite non fasciste consiste à la distiller au compte-gouttes pour se donner le temps de s'organiser face à une gauche déjà présente et fort bien implantée dans tout le pays pour ce qui concerne le parti communiste.

La réponse se trouve peut-être dans une sorte de plan par étapes qui circule à l'état-major. Refusant — il en va de sa survie politique — de s'appuyer sur le « Bunker », incapable de jouer la droite non fasciste pour la simple raison qu'elle n'est pas encore organisée, Juan Carlos de Bourbon n'a d'autres solutions que de s'appuyer sur l'armée, dont il est issu. Une armée divisée, mais qui peut trouver son unité autour « d'une ouverture contrôlée ». D'où ce plan en trois étapes évoqué dans certains journaux. Dans un premier temps la presse retrouverait une « assez large liberté », puis « les forces du socialisme traditionnel » seraient tolérées, enfin l'ouverture serait faite jusqu'aux « autres socialistes ». Jusqu'où cela va-t-il ? Personne n'est aujourd'hui capable de le dire.

« La seule chose que nous ne pouvons pas faire, c'est descendre dans la rue, et dire : tout ça c'est à nous. Pas encore. » Les membres de la Commission ouvrière des autobus essaient de me faire comprendre ce que la mort de Franco veut dire pour eux. A 25 dans une pièce sombre, ils étaient réunis pour préparer un procès qui devait avoir lieu le lendemain pour régler un conflit sur les horaires de travail. L'un d'entre eux m'explique : « On est en train de discuter sur les problèmes des jours de repos, mais ce qu'on veut c'est mettre la direction tête en bas. » Cette réunion était impressionnante à force d'être concrète. Les travailleurs ont commencé par faire le bilan des forces de police envoyées devant chaque dépôt. Les instructions à la direction étaient de « s'accrocher à la table quoi qu'il arrive ». « Ils ont peur », dit l'un. « Bien sûr, on est libre », lui répond-on. Mais tous éclatent de rire car ils savent que leurs luttes viennent de loin et qu'elles ne s'arrêtent pas avec la mort de Franco. Pendant deux heures ils ont préparé les différentes attitudes possibles pour le jour suivant : un schéma optimum, comment menacer de la grève, sans employer le mot puisqu'il est interdit dans les services publics. Mais jamais ils n'ont eu l'air de penser que tout allait changer ; en tout cas pas au niveau des conditions de travail. A la fin, pendant 10 minutes à peine, ils ont réfléchi aux perspectives de la nouvelle situation.

« Nous apprenions à lutter, maintenant nous apprenons à gagner. Le ton est combatif, mais il a changé depuis l'an dernier. » Pedro Lopez Provencia attend de réintégrer les usines Seat dont il a été chassé. Il m'explique que si l'année dernière les ouvriers avaient trois ennemis, la dictature, les patrons et les organismes syndicaux ou de jurés d'entreprise, ils n'en ont plus maintenant que « deux et demi ». En plein régime fasciste, malgré la crise économique et les deux lois répressives de cette année, (anti-terroriste et anti-grève) les ouvriers sont arrivés à imposer une certaine loi dans l'entreprise. Ces forces leur donnent des responsabilités, estiment-ils : « Nous ne pouvons plus nous contenter d'être contre, nous devons proposer, apprendre le sens de ce qui est négociable ».

Cette force réelle est importante. Elle a suscité de nombreux mouvements, dans les quartiers, à l'Université, dans les professions libérales, un peu partout. Elle est la vraie raison du changement de demain. Mais en même temps qu'ils souhaitent un changement, les Espagnols en ont tous, au fond, un peu peur. C'est le fruit d'un travail méthodique, sicentifique, de 40 années de franquisme. « La peur m'a-t-on dit peut se perdre, mais elle peut se retrouver ». Un autre syndicaliste de Barcelone, essayant de m'expliquer la situation, me disait : « Nous avons tellement mangé de maïs que nous sommes devenus des poules. » Son voisin l'a alors interrompu : « Non, ils nous ont coupé les ailes à coups d'épée, mais ils ne nous ont pas enlevé notre dignité ».

FRANCIS PISANI







Portugal

LES APPRENTIS SORCIERS

De nos envoyés spéciaux

A Rio Maior, à 80 km au nord de Lisbonne, des agriculteurs barrent les routes. Depuis cet été, Rio Maior a acquis une certaine notoriété : c'est là qu'a été brûlé le premier siège du P.c.p. Pourtant Rio Maior, ce n'est pas le Nord. Ce n'est pas une zone de gros propriétaires. Là vivent et travaillent des petits et moyens paysans et quelques gros. Et leurs cris de colère résument une bataille politique qui se déroule depuis des mois au Portugal et dont personne ne parle.

Et ils ne sont pas seuls à crier. Fin octobre, en plein sud, à Béjà, dans cet Alentejo où bouillonne le révolution agraire, des paysans, des petits cette fois ont attaqué le siège de la « Ligue des petits et moyens agriculteurs », accusée de servir d'autres intérêts que les leurs. Non seulement ils n'étaient pas bénéficiaires de la Réforme agraire, mais les mouvements d'occupation animés par le syndicat des ouvriers agricoles, dirigé par le P.c.p. aboutissaient à les déposséder de leur instrument de travail. La « coupure », au Portugal, ne passe pas contrairement à ce qui est trop souvent affirmé entre le Nord et le Sud du pays. Dans l'agriculture et dans l'industrie, dans les campagnes et dans les villes, du Nord au Sud, elle passe entre les tenants de deux systèmes économiques, de deux modèles sociaux, qui s'avèrent, lorsqu'on en arrive à leur réalisation concrète, totalement inconciliables.

Premier modèle, celui qu'a défendu, dès le début de la « révolution des œillets », le P.c.p. appuyé par (ou s'appuyant sur) une partie de l'extrême gauche : celui d'un capitalisme d'Etat énergiquement encadré, copie la plus conforme possible du modèle soviétique, même s'il s'agit du modèle aux couleurs un peu passées de la Russie de 1930. Les tenants de ce modèle ont gouverné le pays sans interruption du 11 mars 1975 au 12 septembre dernier. Une presse totalement acquise à cette ligne n'a cessé de chanter et d'amplifier les mérites des nationalisations dans l'industrie, de la collectivisation dans l'agriculture.

Il était évidemment urgent de nationaliser les grands groupes financiers portugais, qui contrôlaient la partie la plus dynamique de l'industrie du pays. Ce pas franchi, des entreprises de plus en plus petites (l'essentiel de l'industrie portugaise, extraordinairement atomisée) commencèrent à tomber dans l'escarcelle de l'Etat. Celui-ci devait légalement reprendre toute firme en faillite afin d'éviter le chômage. Et les faillites devenaient parfois un moyen : en mai 1975, le responsable d'une revue de Lisbonne fidèle à la ligne communiste, nous confiait que sa rédaction lui reprochait de publier des articles « qui font trop bien vendre le journal, empêchant ainsi sa nationalisation »

Dans l'agriculture, la pratique du P.c.p. a abouti à faire passer la lutte de classes entre les petits paysans et les ouvriers des grands domaines au lieu de rassembler l'ensemble de la paysannerie contre les gros propriétaires. Cette erreur que les Hongrois par exemple n'ont pas faite aboutit fatalement à couper l'avant-garde désignée — les ouvriers agricoles — de la masse du peuple pouvant se placer du côté de la révolution. Or les ouvriers agricoles — sans aucun doute les plus exploités jusque-là des travailleurs de l'agriculture — représentent cependant à peine la moitié de la population agricole active portugaise. Et les petits et moyens paysans — dont beaucoup cultivent moins de 3 ha — ne sont guère mieux lotis que les ouvriers et ont eu à choisir comme eux depuis dix ans entre la misère au Portugal ou l'exil dans les usines d'Europe de l'Ouest. Ils fournissent pourtant la majeure partie de l'approvisionnement alimentaire du pays. A la différence des ouvriers agricoles, les petits paysans, au Portugal pas plus qu'ailleurs, apprécient peu la perspective de devenir salariés d'une grande exploitation collective, ou d'une grande coopérative. Pour eux, bénéficier de la réforme agraire aurait signifié pouvoir agrandir un peu le lopin de terre qu'ils exploitent et qui ne saurait en rien être considéré comme un capital, puisqu'il est la condition même de leur propre travail.

La révolte du Sud

Même en Alentejo, les petits fermiers coexistent avec les ouvriers sur les grands domaines, où leur étaient souvent concédées de petites parcelles qu'ils exploitaient directement. L'aventure qui vient d'arriver à quelques-uns d'entre eux, à Alvalade do Sal, illustre les erreurs faites à leur égard. L'été dernier, emportés par le souffle révolutionnaire, 18 petits fermiers décident de se grouper dans une coopérative et ils commandent des bêtes, du matériel. Ils voient alors venir les représentants des syndicats locaux d'ouvriers agricoles, qui, poussés par le P.c.p., leur expliquent qu'ils doivent faire figurer dans l'acte constitutif de la coopérative leur intégration à l'usine proche de concentré de tomates. Celle-ci est quasiment en faillite et les ouvriers de l'usine eux-mêmes ne sont pas très favorables à cette intégration. Elle fut cependant votée au cours d'une de ces assemblées générales où la motion finale est adoptée au petit jour par les militants les plus durs. Refus des fermiers, menaces des syndicalistes : « C'est l'intégration, ou bien on occupe les terres que vous cultivez... » Six d'entre eux baissent les bras, les autres résistent. Mais c'en est fini de la petite coopérative librement choisie ; aujourd'hui, l'étable décommandée, on se prépare à se défendre, dans l'amertume du premier pas manqué vers la révolution, qui leur fait dire au visiteur : « Ce n'est pas du Nord que la réaction viendra, détrompez-vous, c'est du Sud... »

Le refus du P.c.p., au lendemain des élections d'avril 1975, de reconnaître la voie démocratique ; la prise de contrôle par les votes à main levée et les intimidations des formes les plus originales de pouvoir populaire direct (et là, le P.c.p. n'est certes pas seul en cause) ; une vision déformée de la réalité, érigée en règle de la « communication sociale », et enfin, les contraintes jugées de plus en plus insupportables, dont s'accompagne la marche forcée vers la collectivisation, autant de facteurs qui aboutirent au renversement du Ve gouvernement provisoire et de Vasco Gonçalves, en septembre dernier. Dans la coalition hétérogène responsable de ce rejet se sont retrouvés ceux qui n'acceptaient pas les règles du jeu imposé, comme les petits paysans du Sud et du Nord, ceux qui voulaient un socialisme véritable, modifiant — et pas seulement en apparence — les rapports de production et les rapports sociaux, ceux pour qui la Révolution se limitait au respect des règles démocratiques, ceux qui pensaient qu'il était difficile de construire le socialisme dans un pays profondément intégré au système économique occidental, qui fournit au Portugal, malgré les efforts des gouvernements successifs pour diminuer la dépendance, la moitié de ses besoins en produits alimentaires et la totalité de ses besoins en énergie. Et la droite la plus classique, trop heureuse de l'aubaine : enfoncer un coin entre les d. ers courants révolutionnaires, c'était déjà faire avancer la contre-révolution.

Il semble difficile d'espérer aujourd'hui qu'un rapprochement P.c. - P.s. puisse se faire aisément au Portugal, alors que le P.c. n'a cessé depuis août 1974, d'accuser de « social-démocratie » le P.s. portugais qu'il voyait sans plaisir s'affirmer à ses côtés dans la classe ouvrière et la paysannerie portugaises. Car les clivages, mesurés à la campagne existent dans les villes et les usines. L'histoire syndicale en est le reflet : battu dans certaines élections syndicales, dès l'été 1975, le P.c.p. était cependant assez puissant pour empêcher l'action de la nouvelle direction du syndicat. Par le biais d'assemblées générales interminables, où ses militants, effectivement les plus mobilisés, provoquaient de nouvelles élections, il avait réussi à renverser la vapeur. Coincé entre une extrême-gauche offensive et réellement implantée et un Parti socialiste constamment présent, le P.c.p. allait affirmer plus fortement encore la spécificité de son « socialisme ». Mais c'est l'arrivée au pouvoir du VIe gouvernement qui allait donner à la lutte entre les tenants d'un capitalisme d'Etat et ceux proposant un socialisme plus libertaire, une nouvelle dimension. D'autant que

Lisbonne a vécu à nouveau depuis mardi des heures de tension et de confusion. Promptes à dramatiser tout ce qui vient du Portugal, la presse et les radios françaises ont laissé croire pendant plusieurs heures que l'on était au bord de la guerre civile. L'épreuve de force qui s'est déroulée le 25 novembre, dix neuf mois jour pour jour après la révolution du 25 avril 1974, semble avoir eu heureusement des dimensions plus limitées. Mais elle est significative de l'état de décomposition politique dans lequel est en train de sombrer le Portugal.

Qu'il s'agisse d'un nouveau coup d'état manqué, du soulèvement irréfléchi d'un régiment de parachutistes, d'une manipulation derrière laquelle se dissimuleraient des forces réactionnaires toujours aux aguets — aucune de ces trois hypothèses n'excluant d'ailleurs les deux autres — il reste que ceux qui, au nom de telle ou telle idéologie dite de gauche, ne songent qu'a bafouer le pouvoir légal, font objectivement le jeu de la droite.

Le Parti communiste portugais n'est sans doute pas intervenu directement dans les événements de mardi. Mais en attaquant jour après jour le gouvernement au sein duquel il est pourtant représenté, ou n'hésitant pas, pour cela, à faire alliance avec les groupes gauchistes les plus irresponsables, le P.c.p. a largement contribué à laisser se développer cette situation d'anarchie qui compromet gravement l'avenir du pays. Il est temps que les apprentis sorciers cessent de se tromper de révolution et que les forces populaires retrouvent un minimum d'unité sans lequel la révolution portugaise sera irrémédiablement vouée à l'échec. Puisse le nouvel avertissement de mardi être enfin compris !

C.E.



Les parachutistes de Tancos pendant l'occupation des installations de la 1re région aérienne.



Manifestation de « l'ultra-gauche », à Lisbonne.

les clivages idéologiques prenaient le pas, dans l'armée, sur l'esprit de corps, la discipline, le sens de la hiérarchie. Pour le P.c.p. il fallait tout d'abord empêcher la mise en œuvre d'une politique qu'il ne contrôlait pas. « Dès mon arrivée au ministère de l'Agriculture », raconte le socialiste Lopez Cardoso, j'ai nationalisé l'énorme complexe agro-alimentaire de Lezirias (24 000 ha dans la vallée du Tage). Cette mesure était réclamée depus de longs mois par le P.c.p. lui-même ; du jour où je l'ai prise, elle a été dénoncée par le P.c.p. comme « contre-révolutionnaire » et n'ayant d'autre objectif que « la volonté d'indemniser les propriétaires ! » Tous les coups sont bons.

Cette attitude se retrouve partout. Une tentative est faite pour desserrer l'étau sur l'information : le journaliste désigné, dont la morale professionnelle et la compétence sont depuis longtemps éprouvées, se voit décrit dans la presse comme un opposant assez mou au fascisme, « rentré dans le pays après un court exil en France ». Son « court exil », avait duré dix années !

Les chances d'entente, pourtant, n'étaient pas nulles. On oublie un peu vite qu'à l'Assemblée constituante, par exemple, le P.c.p. et le P.s. ont toujours fait front pour voter des articles beaucoup plus révolutionnaires qu'aucun de ceux contenus dans le texte constitutionnel déjà existant. Mais au niveau de l'exercice du pouvoir, la meilleure chance a été perdue dans l'été 75 : le P.c.p. ne supportant pas un gouvernement révolutionnaire dont il n'était pas la pièce maîtresse, l'accord réel, profond devenait impossible.

Cette volonté d'encadrement autoritaire correspond incontestablement à la sensibilité d'une partie de la classe ouvrière portugaise. Un vieux militant communiste m'a dit, il n'y a pas très longtemps : « Ou nous réussirons à bâtir ici une démocratie populaire, ou nous retournerons tous en prison ».

Mais en face, avec la même vigueur, s'affirme l'opposition de ceux qui, après un premier moment d'enthousiasme sincère, ont trouvé des relents totalitaires dans les méthodes d'application du modèle préconisé de capitalisme d'Etat.

Le blocage du fonctionnement économique, aujourd'hui, est peut-être voulu : il reposerait alors sur l'idée qu'avec l'approfondissement de la crise économique, le P.c.p. apparaîtrait à nouveau comme le seul défenseur possible des intérêts des travailleurs. Malheureusement, la désorganisation de la vie quotidienne, ajoutée à l'activisme de certains groupes d'extrême gauche, à l'inquiétude face au chômage et à la crise économique qu'on sent monter, repousse à droite une fraction toujours plus grande des Portugais. Certes, il y a encore sur les murs, dans les usines et les bureaux, les multiples images que l'espoir a pu prendre au Portugal, de Staline à Mao et de Lénine au Che... Mais la lassitude s'exprime, et beaucoup, après l'avoir accueilli avec tant de ferveur, en oublient même la profondeur de leur libération.

Faute d'union — en supposant, en espérant qu'elle soit encore possible — on peut craindre que l'espoir commence à mourir au Portugal. On peut avoir peur que certains décident un jour de s'en remettre à quelque chef du soin de résoudre leurs problèmes les plus immédiats. L'Histoire n'a jamais laissé les guerres civiles déboucher sur le socialisme : on peut avoir peur qu'un affrontement, même gagné, soit de toute façon perdu à terme et ouvre la porte à une intervention armée de l'extrême droite. On peut craindre tout simplement que cette révolution commencée dans les fleurs débouche sur un retour d'une droite qui saura être dure.

Le 1er mai 1974, dans un village au nord de Lisbonne, le peuple libéré défilait derrière une pancarte qui disait « Portugal, compte sur nous, non avec une arme, mais avec une rose ». Le temps des roses est peut-être fini. On aimerait espérer que ne vienne pas le temps des armes.

MICHEL ET DANIELLE GERVAIS

changer la vie politique

MITTERRAND A ROME

Participant vendredi dernier à Rome à un débat sur l'avenir du capitalisme, François Mitterrand a profité de son séjour dans la capitale italienne pour rencontrer Francesco de Martino, secrétaire du P.s.i. avec lequel il s'est entretenu de la situation politique et économique en France et en Italie et des prochaines perspectives de la gauche dans les pays de l'Europe du Sud.

LE CHER CANAL

Le Rhône et le Rhin réunis. Enfin, réunis un jour, à la fin du 8e plan. C'est ce que vient de promettre — à qui au fait — Valéry Giscard d'Estaing, en ressortant un vieux projet dont la rentabilité n'est pas certaine.

Car à bouleverser un pays, et creuser un tel canal bouleversera une région, il faut être sûr que les retombées seront positives. Et il ne semble pas que ce soit le cas. On prévoit un trafic de 10 millions de tonnes par an alors qu'à moins de 30 millions de tonnes l'opération n'est pas acceptable et à moins de 50 pas rentable. Ce n'est pas grave, « on » aura toujours le canal! Comme l'opération coûtera au bas mot six milliards — c'est du moins ce qui est prévu, certains se sont amusés à calculer ce qu'avec le coût réel on aurait pu faire à la place. Impressionnant !



Francesco de Martino et François Mitterrand, à Rome.

LA VICTOIRE D'ARRAS

La liste d'Union de la gauche l'a facilement emporté à Arras, dimanche dernier, contre l'union de la droite à l'élection municipale partielle pour désigner les successeurs de Guy Mollet, ancien député-maire et de deux autres conseillers, Michel Darras, sénateur socialiste, Pierre Fontaine, démocrate de progrès et Jocelyne Dellis-Vasseur, communiste, ont porté le score de la gauche à 58,11 % des suffrages contre 52,49 % lors des municipales de 1971. Léon Fatous, premier adjoint socialiste, qui sera probablement élu maire le 29 novembre, s'est réjoui du résultat : « Il est excellent. Il marque que la cohésion de la gauche résiste fort bien, même lorsqu'elle est éprouvée par la disparition d'un grand maire comme le fut Guy Mollet. Ce test est pour nous très encourageant à 16 mois des élections municipales ».

UN ESCROC BAVARD

La justice paraît procéder à pas de loup dans l'affaire de l'Habitat coopératif, à Marseille. « L'Unité » démêlait dans son numéro 133 du 22 novembre 74, l'écheveau complexe de cette escroquerie de plus de 5 millions de francs où se trouvent étroitement mêlés le monde des affaires et celui de la politique. Après l'inculpation désormais acquise, pour complicité, de Maurice Pierre Mathieu, P.d.g. de la S.a.e. qui, avec 7000 salariés, est la première entreprise française de construction, Jacques Nahmens, principal inculpé comme patron de l'Habitat coopératif, vient de mettre le Crédit Foncier en cause. Pour l'avocat de Nahmens, « le Crédit Foncier, qui était à la fois juge et partie dans les contrats de prêts, est le premier responsable de la situation qu'il a créée avec l'accord conscient du secrétaire d'Etat aux Finances et de son chef direct ». Ce rebondissement est de taille. Nahmens irait-il jusqu'à mettre nommément en cause ses anciens appuis politiques ? Plus d'un membre de l'U.d.r. ne doit pas être tranquille dans cette incertitude.

VIVE LE ROI !

Le député U.d.r. de Paris, Pierre Bas s'est déjà signalé à maintes reprises par ses positions « moralistes » et « intégristes » dans de nombreux domaines. Voici sa dernière trouvaille : dans une proposition au Conseil de Paris il demande que soit donné à une place ou à une avenue de la capitale le nom de Louis XIII « qui fut l'un des créateurs de la France moderne ». Il était temps !

LES TROIS HEURES DU COMITE DE LIAISON

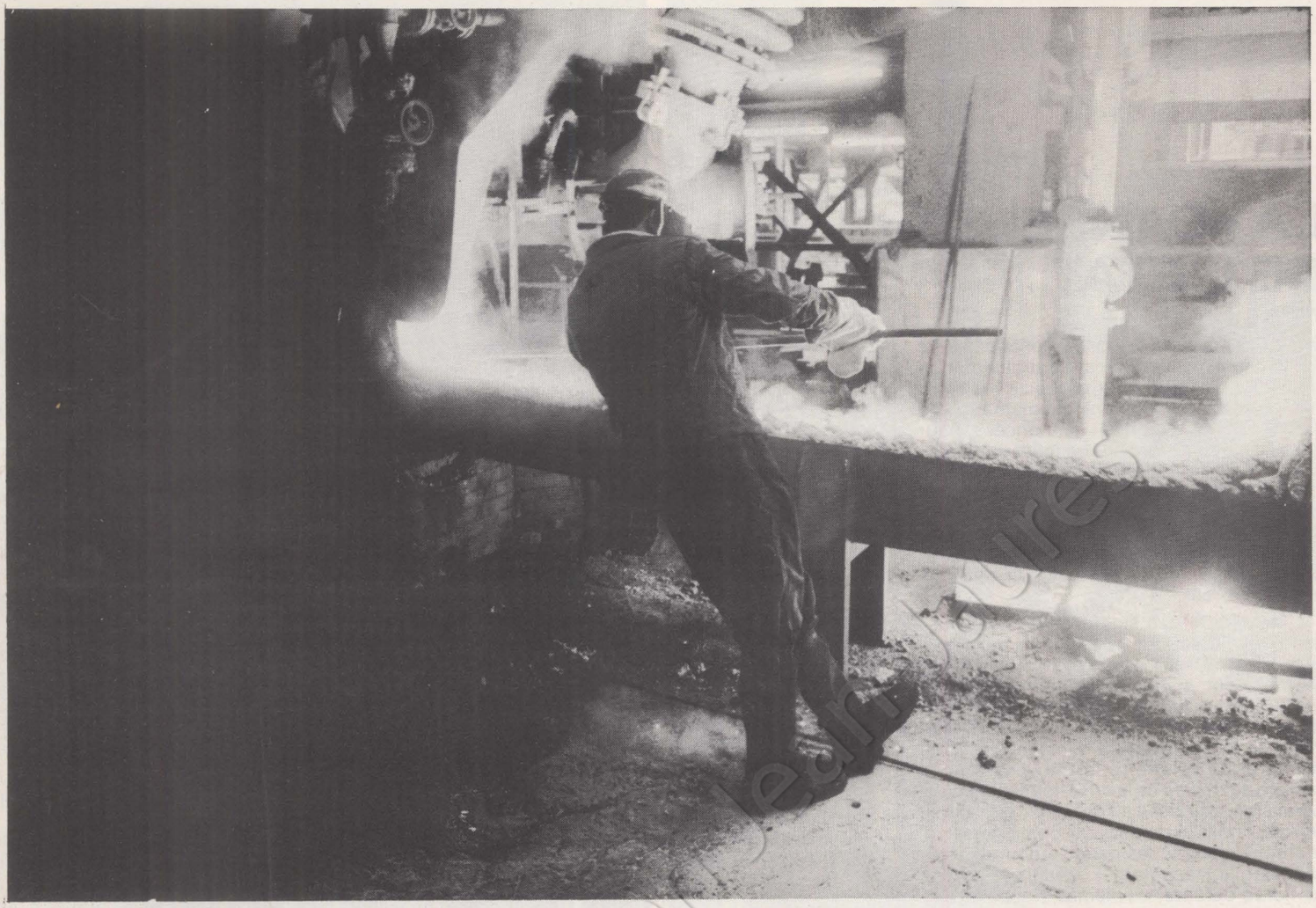
Trois heures de discussion la semaine dernière au Comité de liaison des trois partis signataires du programme commun ont permis d'aboutir à deux séries d'actions communes pour les prochaines semaines.

La première, pour le respect du suffrage universel et la dénonciation du charcutage électoral et des autres manipulations envisagées par le ministre de l'Intérieur Michel Poniatowski aura lieu sous la forme d'une grande manifestation, samedi 6 décembre à 14 h 30 à Paris, de la gare Saint-Lazare au ministère de l'Intérieur avec, en tête du cortège Robert Fabre, Georges Marchais et François Mitterrand.

La seconde action commune pour la défense de l'emploi et la lutte contre le chômage aura lieu dans la première quinzaine du mois de janvier, sur la base d'une série de revendications précises : interdiction de tout licenciement sans reclassement préalable, garantie du maintien des ressources, interdiction des expulsions frappant les chômeurs et les familles en difficulté, création immédiate d'emplois nouveaux dans les services publics et les entreprises nationales, etc...

Pour exiger des Pouvoirs publics, la satisfaction de ces revendications, les trois partis appellent leurs fédérations départementales à décider ensemble l'organisation d'actions diversifiées les plus efficaces, réunions, manifestations, marches vers les préfectures. La délégation du P.S., conduite par Pierre Beregovoy, a longuement insisté pour que ces actions communes aient lieu également dans un certain nombre d'entreprises. Les représentants du P.c.f. s'y sont opposés en affirmant que le terrain des entreprises était celui de leur parti et qu'il serait « artificiel » de s'y présenter en commun. Ce qui revient, en particulier, à nier, contre toute évidence, la présence du P.S. dans plusieurs centaines d'entreprises. La campagne développée depuis la fin du mois d'octobre, à travers toute la France, a pourtant donné des résultats particulièrement intéressants qui montrent que la défense des travailleurs n'est pas l'exclusivité d'un seul parti. Ce sera une raison de plus pour les militants socialistes de participer massivement aux actions prévues pour le 6 décembre et pour le mois de janvier.

Collection Jean-Jaurès



LA «DANSEUSE» DE L'ETAT

La sidérurgie, «danseuse» de l'Etat, mangeuse de milliards, mais employeur de 157 000 personnes est en crise. Pour l'immédiat, les syndicats proposent des solutions. Pour l'avenir quelle nationalisation ?

«La sidérurgie française a lancé un nouveau produit sur le marché : le chômeur partiel. Et bientôt elle produira des chômeurs complets ». Cette boutade d'un technicien d'Usinor-Dunkerque résume bien la situation actuelle de la sidérurgie française. Hauts fourneaux éteints, horaires réduits, la crise de la sidérurgie se mesure à tous les indices : les clignotants les plus classiques — prix, quantités fabriquées — et ceux dédaignés par les patrons — accidents du travail, rémunération du personnel, etc — sont tous au rouge. Et pas seulement en France. C'est l'ensemble de la production mondiale qui vient de chuter, suivant bien évidemment la chute de la production industrielle. Et les prix ont suivi.

« Attention, ont dit les patrons, la crise est grave. Aussi grave, si ce n'est plus que celle de 1929 ». Et s'adressant à l'Etat, ils ont ajouté : « Aidez-nous ».

La crise de la sidérurgie peut se résumer en quelques chiffres. Le marché s'est effondré, les carnets de commande se sont dégarnis : la baisse sur un an, allant de 20 % à 45 % selon les productions. Au total, le tonnage élaboré dans le « monde capitaliste » a diminué pour les neuf premiers mois de 1975 de 21 % par rapport à celui produit en 1974. Les prix de revient ont suivi la tendance générale des prix : ils ont augmenté. Pour « faire » de l'acier, il faut du minerai de fer, des ferrailles et de l'énergie.

Or, le minerai de fer n'a pas sensiblement baissé. Après avoir doublé en deux ans, il a connu ces derniers mois un tassement léger, mais trop léger aux yeux des patrons. C'est qu'un certain nombre de pays du Tiers-Monde — Mauritanie, Venezuela — ont nationalisé leurs mines, qu'une association des pays exportateurs de fer — l'Opep du fer — a été créée. L'Algérie, la Mauritanie, l'Australie, le Chili, le Pérou, le Venezuela et l'Inde en font partie. Et s'ils ne sont pas encore capables d'imposer « leurs » prix, ils peuvent déjà éviter les jeux classiques à la baisse.

Côté énergie, la chanson est connue. En même temps que le pétrole, les prix du charbon ont retrouvé une belle jeunesse. Le coke américain a augmenté en deux ans de 150 %. Les prix de certains charbons utilisés par la sidérurgie européenne ont triplé en 18 mois. Puis il y a les ferrailles. Si ces dernières, indispensables dans la sidérurgie moderne ont vu leur prix baisser ces derniers mois, cette baisse n'est que relative. Or, même chères, elles sont utiles : une tonne d'acier produite à partir de ferrailles consomme sept fois moins d'énergie qu'une tonne élaborée à partir de minerai de fer. On comprend que leur utilisation ne diminue pas.

Face à une crise de même ampleur, les maîtres de forges de 1929 avaient trouvé des solutions : baisses des salaires et des coûts. Choses aujourd'hui impossibles. 1929 c'était encore la « belle époque ». Pour retrouver des bases financières stables, c'est-à-dire des profits conséquents, il suffisait alors de peu de choses...

Il ne faudrait pas croire pour autant que les P.d.g. d'Usinor ou de Sidelor vont se retrouver, très vite, sur la paille. Si l'année 1975 est « mauvaise », 1974 par contre fut excel-

→

LA «DANSEUSE» DE L'ETAT

lente. Les profits d'Usinor se montaient alors à 2 250 millions de francs, en augmentation de 67 % sur 1973, ceux de Sacilor à 1 460 millions de francs soit une augmentation de 170 %. Et les « pertes » annoncées pour l'année n'atteindront pas de telles sommes : Usinor annonce une perte de 370 millions pour le premier semestre 1975 et Sacilor, 320 millions. Or chacun sait que les méthodes de calculs ne sont pas les mêmes, selon que l'on calcule un profit ou une perte. Les premiers sont toujours minorés, les seconds toujours forcés...

L'inquiétude des sidérurgistes est pourtant réelle. C'est que la structure même de leur industrie, leur rapport avec le tissu industriel vont multiplier les difficultés. En 1974, réunis à Vienne, lors du 9e congrès de l'I.i.s. (International Iron and Steel), les patrons de la sidérurgie affichaient un optimisme béat. « Notre industrie, y disait-on, passera au travers de la crise, les secteurs en expansion, ceux liés à l'énergie : nucléaire, pétrole, construction navale, compensant la chute des débouchés dans l'automobile, le bâtiment, la mécanique ». Réunis à Mexico au mois d'octobre, les mêmes dirigeants ont tenus un autre discours : « La crise de la sidérurgie fera sentir ses effets pendant encore un ou deux ans ». C'est que les débouchés escomptés n'ont pas pris la relève des débouchés traditionnels. Pour la C.e.e. par exemple la production d'acier de 1975 ne sera qu'au niveau de 1968. L'expansion rapide n'est plus qu'un souvenir. Et de surcroît les prix de vente ont chuté. Le retournement de conjoncture n'a pas seulement pesé sur la production. Sur le marché européen la baisse des prix est de l'ordre de 20 %. Pour la « grande » exportation de 50 %.

Cette chute a des raisons précises : l'acier est un produit homogène. La différence de qualité entre producteurs est insignifiante. Et seule la différence de prix est un argument de vente. Il suffit que quelques producteurs, japonais par exemple, proposent des prix en baisse, pour que l'ensemble du marché suive. Car pour le producteur il est difficile de stocker l'acier... On comprend que la plupart des patrons souhaitent arriver à des accords — officiels ou non — sur les prix et la répartition des marchés. Et si un accord officiel n'est pas pour demain, certains murmurent qu'un accord « privé » serait intervenu entre les grands. Pour une seule et unique raison : il ne faut pas casser la baraque.

C'est sur cette toile de fond que le patronat de la sidérurgie française vient de lancer une opération « aidez-nous » de grand style. Cela a commencé avec les réductions d'horaire et le chômage partiel. Il fallait préparer l'opinion. Selon les secteurs — car certains tournent à plein régime — les réductions d'horaires ont été de 5 à 8 heures par semaine. Des dizaines de milliers de salariés ont subi de telles réductions. Puis est venu le chantage au chômage. En septembre, la C.g.t. révélait que les sidérurgistes avaient l'intention de licencier 30 000 salariés ! A moins que les syndicats n'acceptent une semaine de chômage technique par mois. Reçu fin septembre par Jacques Chirac, Jacques Ferry, l'expression des patrons de la sidérurgie et un homme qui compte au C.n.p.f. « démentait » cette information. Il indiquait qu'à condition que l'Etat prenne en charge 90 % des frais résultant des réductions d'horaire, les licenciements seraient évités... jusqu'à la fin de l'année. Et en 1976, il en serait de même si une reprise de l'activité intervenait. Sinon...

Littéralement... des cadeaux

Sinon il faudrait que l'Etat aide un peu la sidérurgie. L'aide à investir, l'aide à conserver des marchés, en un mot l'aide à consolider ses profits. Ce qui ne serait pas une nouveauté. Car depuis une dizaine d'années les sidérurgistes ont appris à utiliser les fonds d'Etat. L'emprunt acier qui régulièrement est proposé aux épargnants, n'est que la partie visible de l'iceberg. L'Etat se contente, en effet, par l'intermédiaire du Trésor public de garantir un emprunt émis pour l'industrie privée. Ce n'est déjà pas mal, mais comme le dit un haut fonctionnaire du Trésor : « Nous avons quelques garanties. Il est difficile d'emporter, un haut fourneau ou un laminoir. L'ennui c'est que grâce à cet emprunt, les industriels peuvent réserver leur autofinancement pour leurs opérations à l'étranger. Mais ce n'est rien à côté des crédits obtenus par ailleurs ».

Ce « par ailleurs » ce sont les cadeaux que l'Etat a fait aux trusts de la sidérurgie. Car il s'agit littéralement de cadeaux. « Rien qu'en crédits à long terme, 5,7 milliards de francs ont été donnés, explique un syndicaliste. Il faut dire « données » tellement l'échéance est lointaine ». Mais il n'y a pas eu que les crédits. Il y a eu les commandes publiques, les travaux d'infrastructure, tout ce qui a permis à la sidérurgie française d'aller de l'Est jusqu'au « bord de l'eau ».

Car ces dernières années, grâce aux fonds publics, la sidérurgie a connu une mutation importante. Et c'est la Convention signée en 1966 entre l'Etat et les patrons qui a permis à ces derniers de redresser une situation difficile. Fabriquer de l'acier n'est pas toujours rentable. Au sens capitaliste du terme bien évidemment. Si l'acier a devant lui un avenir certain, s'il est un facteur de développement, une industrie créatrice d'emplois, c'est également ce que les économistes appellent une production « sous-efficace ». C'est-à-dire un secteur où les revenus distribués sont plus faibles qu'ailleurs. En effet la sidérurgie impose des investissements de plus en plus lourds, et le volume d'investissement par travailleur étant supérieur à l'accroissement de productivité, la rentabilité du capital diminue. Pourtant les patrons n'ont reculé devant aucune économie. Contraints par la concurrence à construire des unités de plus en plus importantes, ils ont « oublié » au passage la sécurité. Au point que l'unité la plus moderne de la profession, Usinor-Dunkerque, est champion toutes catégories pour les accidents du travail.

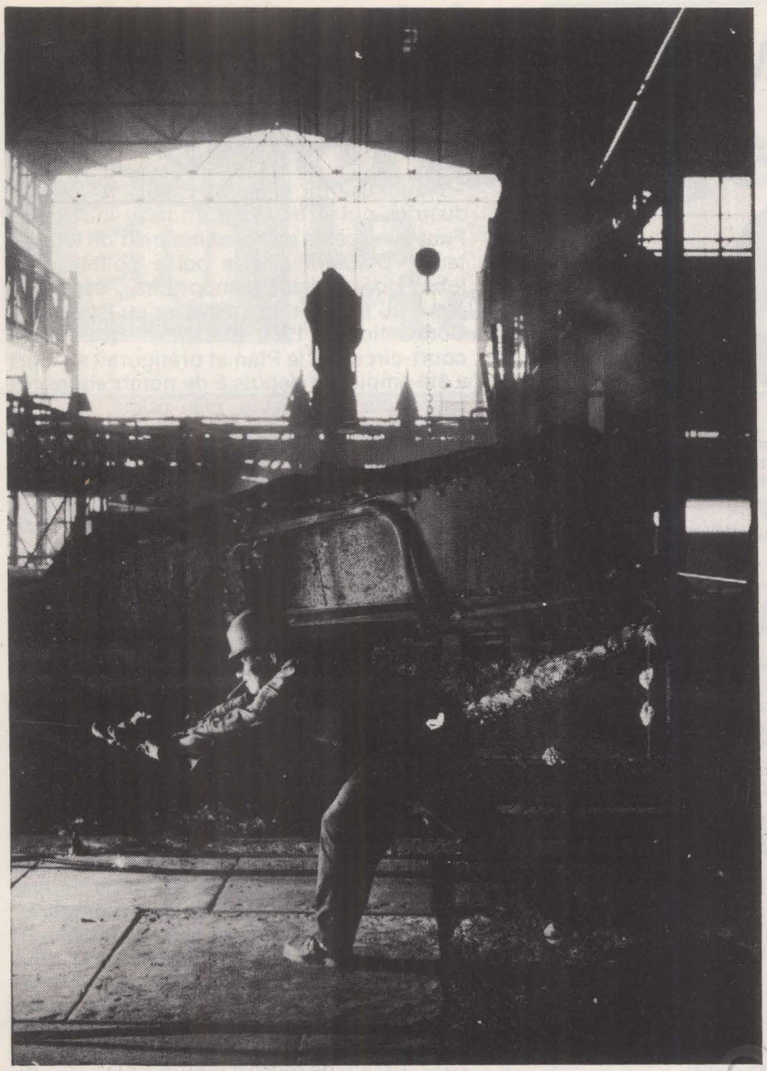
En même temps qu'il lui fallait moderniser ses installations, le patronat, soucieux de gagner le plus d'argent possible, décida de quitter la Lorraine. Aux trois problèmes auxquels était confrontée la profession — détérioration des profits, stagnation de la production, endettement — s'en ajoutait un nouveau : la qualité et le prix du minerai de fer lorrain. La « minette » ne contient que 33 % de fer, exige la mise en œuvre de procédés spéciaux comme le four Thomas et utilise plus de coke que les minerais plus riches. Des gisements découverts dans certains pays du Tiers-Monde ont alors donné à certains l'idée de construire une « sidérurgie au bord de l'eau ».

Les usines, installées en bord de la mer étant alimentées avec un minerai plus riche et moins cher, utilisent du coke américain et

L'AVENIR EST AUX NATIONALISES

La prise en main par l'Etat d'une richesse nationale est plus fréquente qu'on ne le pense. Au total, 43,31 % de la production mondiale de fer sort d'usines « étatisées ». Outre l'U.r.s.s. et les pays du camp socialiste un certain nombre d'Etats ont une mainmise totale sur leur industrie sidérurgique. Il s'agit de l'Autriche, l'Inde, le Pérou, la Rhodésie, l'Egypte, l'Iran, Formose, du Chili, etc. Au total l'industrie sidérurgique nationalisée à 100 % fournit 262,4 millions de tonnes par an, soit 33,8 % de la production mondiale. Il y a ensuite les pays où la sidérurgie est partiellement nationalisée : Grande-Bretagne et Turquie (90 %) ; Afrique du Sud et Venezuela (plus de 85 %) ; Norvège et Argentine (plus de 70 %) ; Brésil et Finlande (plus de 60 %) ; Nouvelle-Zélande et Italie (plus de 50 %). Le Mexique, l'Espagne, la Suède, le Canada, la R.f.a. et la Grèce ont nationalisé à moins de 50 %. Au total 73,8 millions de tonnes sont produites ainsi.

Côté privé, il y a quelques grands : les U.s.a. (145,5 millions de tonnes), le Japon (129,1 millions de tonnes), la France (29,8 millions). Si pour l'instant le privé, avec 59,69 % de la production mondiale est encore en tête, il a son avenir derrière lui : l'essentiel des capacités de production en construction seront contrôlées par des gouvernements. Mais la prise en main par l'Etat n'est, malheureusement pas, toujours synonyme de socialisme. Loin de là.





du pétrole exclusivement transportés par bateaux, moyen de transport économique. Et pour exporter leur production — 20 % en moyenne — on utilise encore le transport maritime. En somme des économies tous azimuts. Bien sûr, cela signifiait le chômage pour les Lorrains, l'exil pour d'autres et surtout nécessitait de l'argent. Beaucoup d'argent. Et c'est l'Etat qui le fournit. C'est-à-dire nous. Ainsi gagnant sur les coûts, améliorant la productivité par des techniques neuves, le gigantisme et une exploitation un peu plus féroce, les sidérurgistes pouvaient maintenir un taux de profit acceptable. La Convention de 1966 est d'ailleurs claire : il fallait « obtenir dans le temps le plus court et au moindre coût, le gain maximum de productivité ». C'est ce qu'en termes polis, Lionel Stoleru, conseiller de Valéry Giscard d'Estaing appelait « l'impératif industriel ». Les résultats ne se sont pas faits attendre. Pour la seule Lorraine 15 000 emplois ont été supprimés. Sans pour autant être créés à Fos ou à Dunkerque. Au total, grâce à l'injection d'une bonne dizaine de milliards l'opération « restauration du profit » avait réussi. Pour un temps tout au moins.

Car, aux difficultés structurelles de la sidérurgie française, se sont ajoutés les effets de la concurrence internationale. Et les Japonais ne sont pas les seuls sur les rangs. Un certain nombre de pays bénéficiant de rentes de situation — minerais à haute teneur, ou main-d'œuvre bon marché, ou équipement ultra-moderne, ou marché protégé — ont donné un coup d'accélérateur brutal à la production mondiale. Au point qu'avant la « crise », les capacités de production excédaient les capacités d'absorption du marché. Ce qui va, demain, compliquer la « relance ». Car après avoir fermé des hauts fourneaux — le n° 4 d'Usinor à Dunkerque, un des deux plus gros d'Europe qui fournissait à lui seul 45 % de la production du complexe, ou le deuxième de Fos — il faudra les rallumer. Or les délais sont longs : de 3 à 6 mois. Et pendant ce temps, le marché français sera ouvert à la concurrence étrangère. Cela, les patrons le savent. Et ils ont mis au point un plan dont l'élégance n'est pas la vertu cardinale.

Les défauts de la «minette»

Pour eux, quel est le problème ? Produire de l'acier, faire travailler le personnel ? Cela est secondaire. Le problème est de faire des profits. Pour cela il leur faut économiser davantage de main-d'œuvre.C'est-à-dire investir, rénover le matériel, accroître la productivité des salaires. Et se faire offrir ces investissements par l'Etat. Ainsi d'ici à 1980, 12 milliards doivent être investis. Au passage, on reviendra pour quelque temps en Lorraine. Usinor et Sacilor s'y préparent. La hausse du prix des minerais importés a fait oublier tous les défauts de la « minette ». Ce n'est peut-être pas la fin de Fos et de Dunkerque, mais c'est l'illustration d'une politique industrielle criminelle. Non seulement les sidérurgistes ont fait payer à la collectivité une bonne part de leurs usines au bord de l'eau, mais également les routes, les voies ferrées, l'urbanisation. Pendant ce temps la Lorraine dépérissait. Demain, après avoir arrêté quatre de ses 11 hauts fourneaux lorrains Sacilor doit en construire (en Lorraine !) un 12e, géant, celui-là. Fera-t-on le total des vies brisées, des familles séparées, des maisons abandonnées pour que les sidérurgistes restaurent leur taux de profit ? Fera-t-on le total des investissements inutiles, abandonnés sitôt après avoir été rentables ?

En attendant que l'Etat débloque de nouveaux crédits, ce qui ne saurait tarder, on prépare psychologiquement les foules à cet effort. Tout d'abord en mettant l'accent sur la guerre commerciale qui ferait rage. Dans les journaux économiques, on peut apprendre que rien ne va plus. Que les Allemands de l'Est, ou les Japonais, ces méchants, font du dumping. Les premiers pour accroître les difficultés du monde libre — normal — les seconds pour conquérir, comme à leur habitude, les marchés. Le patronat français, pris dans la tourmente serait allé à la limite du possible. Malgré des réductions de production importante, il s'est refusé à licencier. Que ces gens sont bons ! Contraint à mettre au chômage partiel une partie de son personnel, il ne l'a fait, qu'après s'être assuré que l'Etat prendrait en charge les chômeurs. Merci patron ! Et aujourd'hui les yeux fixés sur le bout du tunnel, il guette le moindre signe de relance. Pour être prêt le jour venu ! On croirait lire « Le maître de forge ». A croire que les grandes banques d'affaires qui contrôlent la sidérurgie — Financière de Suez et Paribas en France — ont décidé de faire pleurer dans les chaumières.

Pourtant le problème est de taille. Intervenant pour 2,87 % dans le P.n.b., employant 157 000 personnes — Usinor et Sacilor en emploient 50 000 chacune — la sidérurgie

→

AVEZ VOUS LU LE DEUXIEME NUMERO DE

faire

QUI REPOND A PLUSIEURS QUESTIONS QUE VOUS VOUS POSEZ

Fallait-il être solidaires des socialistes portugais?
(Dominique Taddei et Roger Dosse)
Où en est la gauche italienne?
(Claude Estier)
Et nous en France que ferions-nous?
(Gilles Martinet)
Que devient le syndicat de la magistrature?
(Roland Kessous)
Qu'est-ce que les "technologies douces"?
(Jean-Pierre Worms)

ET PUBLIE

une interview de **Santiago Carrillo** sur l'avenir espagnol et une étude de **Daniel Mothé** sur "emploi et nouvelle croissance".

Pour être sûr de recevoir "Faire", remplissez dès aujourd'hui ce bulletin d'abonnement

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner à "Faire" au prix de 100 F pour une année,

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

A remplir et à envoyer accompagné de votre règlement :

☐ chèque bancaire ☐ mandat lettre ☐ virement postal

à FAIRE, 48 rue Sainte-Anne, 75002 Paris R.C. 73 B 1669

LA «DANSEUSE» DE L'ETAT

→

« mangeuse de milliards », est une des industries qui structurent un tissu industriel. Faut-il laisser le patronat maître d'un tel secteur ? D'autant que le poids politique du lobby sidérurgiste est important. C'est lui qui a mis au point et fait accepter au Pouvoir la Convention de 1966. Et cette procédure qui court-circuitait le Plan et préfigurait sa mort a été employée depuis à de nombreuses reprises: plan chaussure, plan calcul, etc. Une nationalisation de la sidérurgie pose cependant quelques problèmes : faut-il nationaliser seulement les producteurs d'acier ? Insuffisant, répondent certains économistes. Il faut tenir un autre créneau, ou tout au moins le rajouter, celui de la première transformation par exemple. D'autres s'interrogent sur l'efficacité supplémentaire de cette mesure par rapport aux prises de contrôle prévues par le programme commun. A la dimension à donner à une nationalisation, François Mitterrand, en réponse à Georges Marchais, a rajouté un autre élément : la démocratisation de sa gestion. Question de taille.

En attendant les syndicats proposent des solutions immédiatement applicables. La C.g.t. et la C.f.d.t. ont établi un contre-plan : semaine de 40 heures, retraite à 60 ans — la moyenne de vie des salariés de la sidérurgie est de 63 ans — création d'une 5e équipe pour les travaux postés. Ce plan permettrait non seulement d'éviter tout licenciement mais créerait plus de 17 000 emplois.

Au silence ou au refus du patronat les syndicats opposent des arguments de poids. Tout d'abord, expliquent-ils, ce n'est pas l'argent qui manque, mais la mauvaise utilisation des investissements est évidente. Et ajoutent-ils, si la production française d'acier est relativement faible, 515 kg par an par habitant pour 858 kg en R.f.a, la transformation sur place est dérisoire. 10 % seulement de la production française est transformée en Lorraine contre 60 % de la production allemande dans la Ruhr. Ce qui prouve que dans des régions où le chômage est important le tissu industriel français est mal adapté. « Transformer » 40 % supplémentaire de notre production c'est fournir du travail à des milliers d'ouvriers. Enfin, sur le plan humain les syndicats ont montré à quoi aboutit une modernisation « sauvage » : la fréquence des accidents du travail a doublé par rapport à 1968. Sans parler des postes de travail disparus : 35 000 depuis 1968.

On le voit, au-delà des problèmes de concurrence internationale, de marchés protégés, des solutions « locales » existent. L'acier n'a pas fini son épopée. Si les « maîtres de forges » ne sont plus ce qu'ils étaient, si la sidérurgie n'est plus l'atout numéro 1 d'une industrie, il serait possible de concevoir un développement de ce secteur plus économique pour la société, plus rationnel. A condition que les ressources de la collectivité ne soient pas mises à la disposition de quelques-uns et que les profits de la sidérurgie ne soient pas réinvestis ailleurs, à l'étranger. Si le quart des installations de production sont arrêtées, si sur les bulletins de salaires la « perte » monte à 300 F par mois, si les menaces de licenciement marquent le proche avenir des employés du secteur, ce n'est pas par hasard. La crise, la tourmente a été créée par le système lui-même. Elle marque sa faillite.

GUY PERRIMOND

changer la vie dans l'enseignement

UN SYNDICAT UNITAIRE : LE COSEF

Apparus dans certaines universités dès la rentrée, les Comités pour un syndicat des étudiants de France (Cosef) ont eu leur première manifestation publique au plan national vendredi 21 novembre à l'occasion d'une conférence de presse.

Pourquoi le Cosef (1) ? C'est assez simple : le mouvement étudiant, actuellement, est dispersé entre plusieurs organisations (les deux Unef, le Marc et sa nouvelle mouture le Cnil) dont chacune est étroitement apparentée, dans la pratique, à une organisation politique ou syndicale déterminée. De la sorte, l'attrait que pourrait offrir à l'étudiant ordinaire, frais émoulu du lycée, un grand syndicat étudiant comme l'Unef des années soixante, ne joue absolument pas. Soisson en profite, qui a essayé de lancer sur le marché un machin de sa création, le Clef — un mélange de groupuscules conservateurs, corporatistes ou réactionnaires.

Dans ces conditions, une organisation de plus a sa place si elle se donne pour but de réunifier le mouvement étudiant, sur la base de sa claire insertion dans l'union de la gauche. C'est justement ce qu'ont voulu faire les animateurs du Cosef, dont plusieurs sont de jeunes socialistes.

Donc une base claire. Pour un programme qui entend l'être aussi. Un programme d'abord unitaire — c'est pourquoi le Cosef s'efforcera de présenter des listes d'union aux élections universitaires, de façon à faire échec aux manœuvres du secrétaire d'Etat Soisson. Au-delà, assumer la défense des intérêts immédiats des étudiants, notamment face aux projets de suppression de l'aide « indirecte » (résidences et restaurants universitaires) mijotés par Soisson. Enfin, promouvoir un statut nouveau de l'étudiant, conçu désormais comme travailleur. Encore, cela suppose-t-il une substantielle modification de la structure et du rôle des enseignements supérieurs, leur renouveau démocratique. Dans l'immédiat, contribuer, par l'animation culturelle des résidences universitaires, à la formation d'un « noyau dur » du milieu étudiant, qui fait, pour l'instant, cruellement défaut.

(1) Cosef, 50, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. 278.74.73.

Tiers-temps

DES CHATS PAR MILLIERS

« Les élèves du C.e.s. Jean Lurçat de Ris-Orangis vous invitent à la fête qu'ils donneront les 20 et 21 décembre prochains en compagnie du Chat Guerillero ». Des sérigraphies exécutées par les enfants illustrent cette proclamation à grand renfort de chats de tout acabit. Bien sûr, Armand Gatti et sa Tribu (c'est le nom de sa troupe) sont là pour veiller sur cette faune. Dans le cadre des activités du tiers temps pédagogique du C.e.s., ils ont proposé aux enfants de parler, de dessiner et de rêver autour du thème du chat. Pour Gatti, il s'agit du chat de Patricia Hearst, capturé par les policiers américains comme le plus dangereux des repris de justice. Pour les enfants, c'est à chacun son chat. Dans l'espace même du C.e.s. se dresseront 7 énormes chats. Deux sont déjà construits : des tourelles de 18 mètres, entourées d'un grillage tapissé de chiffons multicolores. Quand il y a un peu de vent, les poils se hérissent, un bruit s'élève : « Tu écoutes, me dit Gatti, le chat miaule ». La nuit les yeux des chats sont allumés. Cinq chats restent à construire ; deux vont l'être dans les ateliers de soudure et de mécanique par les enfants de la S.e.s. (Section d'enseignement spécialisé) où sont regroupés quelques débiles légers ; la moitié de leur programme scolaire est désormais axée sur le chat, pour qu'ils puissent exécuter les deux chats-statues de 10 à 12 mètres qui resteront définitivement dans la cour du C.e.s. Les chats sont partout. Depuis deux mois, 400 enfants par jour se succèdent dans les différents ateliers. A l'atelier de sérigraphie, on effectue un tirage quotidien. A l'atelier des masques naissent des chats à cornes, des chats juifs, des chats cyclopes, etc... Les enfants ont écrit 20 spectacles autour du chat qui seront tous représentés les 20 et 21 décembre : chaque chat-spectacle va être installé dans une camionnette Mercédès et ira jouer aux quatre coins de la ville. Un langage est né peu à peu ; les enfants ont d'abord conçu leur chat sous la forme d'une bande dessiné sérigraphique puis ils ont inventé le masque et le costume de ce chat ; autour de ces éléments ils ont construit le scénario de leur chat-spectacle. Avec Areski et Brigitte Fontaine, à partir d'éléments hétéroclites, mais sonores, ils ont élaboré des musiques. Les professeurs du C.e.s. ne sont pas restés en rade : ils ont réalisé la 21e version du « Chat Guerillero » : « La solitude d'un professeur de fond » se jouera sous la forme d'une grande course à travers le C.e.s. Quant à Gatti et sa Tribu, ils ont transformé une salle de classe en première page de journal : chaque rangée de tables constitue un article-colonne où évoluent les personnages qui étaient à la une de « France-Soir » au lendemain de l'arrestation de Patricia Hearst et de son chat. La municipalité d'Union de la gauche de Ris-Orangis ne peut que se féliciter qu'une expérience ait lieu sur son territoire. Nous attendons avec impatience les 20 et 21 décembre. Pour l'instant, pour les 1 000 élèves du C.e.s. pour les 100 professeurs et les membres de la Tribu, comme le proclame une inscription dans l'atelier des masques, « Chat-avance ».

J.-P.L.

CORBEIL : VOUS L'OUVREZ, ON FERME

Vous avez certainement déjà entendu parler de déclarations lyriques sur la « communauté scolaire » Mais si ! C'était il y a neuf mois, quand Haby publia ses mirifiques et soporifiques « propositions »...

En voici une illustration concrète : le 20 novembre, dans un climat déjà passablement détérioré par l'attitude anti-syndicale du proviseur, les enseignants S.g.e.n. (C.f.d.t.) et S.n.e.s. (Fen) de la cité scolaire (lycée et C.e.s.) de Corbeil lancent une opération dite « grève du 26ème élève ». Le 20 et le 21, ils n'accueilleront, dans leur classe, que 25 élèves. Les autres (entre cinq et quinze selon les classes) seront répartis en permanence et gardés en toute sécurité. Le 22, samedi, les parents seront accueillis dans le cadre de l'opération « portes ouvertes » organisée par la Fen et la fédération des parents Cornec. Il s'agit, pour les organisateurs, de montrer aux familles que seul un allègement des effectifs permettrait, outre la résorption du chômage des auxiliaires, une amélioration réelle, sérieuse, de l'enseignement.

Immédiatement, c'est le branle-bas de combat dans les sphères hiérarchiques. Vous l'ouvrez, donc : on ferme ! A 13 heures, les policiers aidant, le collège et le lycée sont évacués, la cité scolaire fermée. Il paraît que la sécurité des élèves était menacée par l'action des enseignants. C'est sans doute pour la garantir qu'on jette en pleine rue, à 13 heures, des gosses qui doivent attendre jusqu'à 16 ou 17 heures le car de ramassage scolaire !

En réalité, la mesure est si grave qu'elle provoque une prise de conscience fondamentale : même si la grève du 26ème élève ne recueille point, par exemple, l'approbation du S.n.e.s. national, elle revêt, à Corbeil, un fort impact du fait de l'adhésion de la majorité des enseignants et des parents. La mesure du recteur, pour la première fois, frappe une action syndicale (et non un mouvement lycéen), elle s'inscrit dans un cadre d'« ordre moral » illustré par une récente circulaire de Chirac visant « les réunions apparemment syndicales, et en réalité politiques » (on voit où cela peut mener).

C'est bien pourquoi la riposte unie des enseignants, des parents et des élèves soutenue par le groupe socialiste de la cité scolaire, a été si massive que le recteur de Versailles a dû, lundi, rouvrir l'établissement sans condition. Haby a reculé. Mieux : l'opération « portes ouvertes » aura lieu le samedi 29, la « sécurité des élèves n'étant plus menacée ».



LES COTES-DU-NOR
DEFAVORISE DANS
SOUS-D

De notre envoyée spéciale

« Les Côtes-du-Nord ? Un département défavorisé dans une région sous-développée ». Ce raccourci saisissant d'un syndicaliste de Saint-Brieuc n'est pas fait pour plaire à tous.

Surtout pas à ceux, du côté de la majorité, qui, « en 30 années de progrés et d'efficacité »... ont précipité le département des Côtes-du-Nord dans une crise si profonde que nul ne voit, dans le contexte actuel, comment l'en sortir. Cette faillite organisée de longue date, la majorité, Pleven et autres Sabouret, l'ont voulue pour maintenir en l'état un électorat qui votait « bien ». Créer des emplois, ils ont bien dû s'y résoudre, mais le moins possible, et en les dosant assez subtilement pour éviter tout risque de prolétarisation. On les connait, les ouvriers : à peine ont-ils un travail qu'ils sont tentés de voter à gauche. Le dosage était trop subtil : Pleven en est mort politiquement le 11 mars 1973. Mais les effets du conservatisme dont il s'était fait le champion pèsent encore très lourd sur la vie du département.

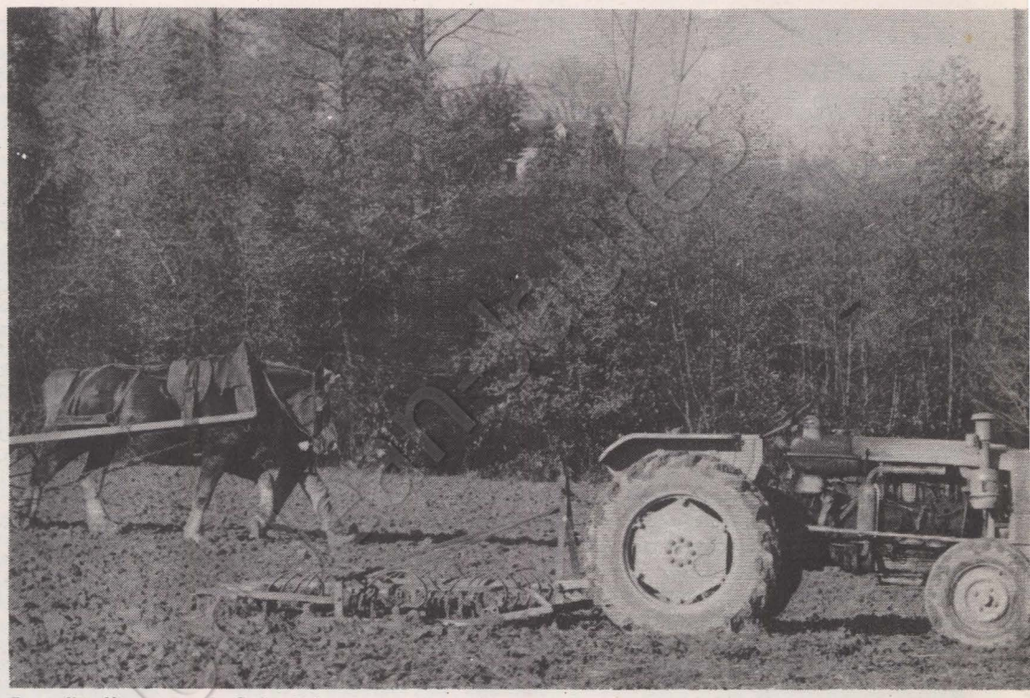
Tout a commencé vers les années 60, quand la Bretagne a annoncé son « décollage » économique déjà effectué depuis un demi-siècle par la plupart des régions françaises. A l'époque, les Bretons avaient à leur actif quelques sérieux mouvements de mauvaise humeur qui avaient incité le Pouvoir à prendre en considération la nécessité de développer les réseaux ferré et routier de la région. Depuis le début de la révolution industrielle, la grande bourgeoisie du département avait trahi. Grâce au mariage judicieux de ses filles, elle avait expatrié dans le Nord ses capitaux pour les faire fructifier au contact du charbon. Exaspérés, les habitants du département avaient de quoi l'être. Entre la fin du 19è et le début du 20è siècle, ils avaient vu mourir la presque totalité des activités traditionnelles du département. Et rien ne venait prendre la relève.

Ainsi, l'apparition de la marine à vapeur avait sonné le glas de toute la pêche au long cours qui faisait la réputation de Paimpol ou Binic. En 1825 encore, 40 à 50 navires emmenaient, toutes voiles dehors, quelques 3 000 marins pêcher la morue en Islande ou au large de Saint-Pierre-et-Miquelon. Les armateurs du département, loin de se formaliser de l'arrivée des bâteaux à moteur, s'étaient tranquillement retirés des affaires et avaient joui de leur fortune jusqu'à ce que mort s'en suive. Ce qui n'avait pas traîné. En 1929, Saint-Brieuc ne comptait plus qu'une flotille de 219 petits bateaux.

L'agriculture, activité première des Côtes-du-Nord, connaissait, elle aussi, un cap difficile. En 1923, 89 000 exploitations survivaient mal, à essayer de produire sur leurs hectares moyens, blé, avoine, sarrasin, rutabagas et lin. Surface trop petite, rendement trop faible, les paysans survivaient plus qu'ils ne vivaient.

Une seule industrie : la brosse

De son côté, l'industrie n'était guère plus brillante. Sans richesse naturelle en dehors du granit et de l'ardoise, sans fer, ni houille, ni grand port maritime, le département, selon un rapport de 1924, n'avait donc pas d'industrie à proprement parler, mais seulement des industries toutes locales. A l'exception de quelques scieries pour les bois du Nord, de carrières de granit, de quelques ardoisières, d'un gisement de kaolin, de fabriques de machines agricoles, de bicyclettes et de boulons, d'une briquetterie, d'une maroquinerie et de cartonneries, il ne fallait pas espérer davantage.



Dans l'arrière-pays de Saint-Brieuc.

Une seule activité attirait davantage l'attention, peut-être par sa spécificité : la brosserie. Brosses en tous genres et pinceaux d'artiste de toutes sortes avaient fait sa renommée dans toute l'Europe. A la Libération, les brosseries de Saint-Brieuc n'étaient pas loin d'employer 1 000 personnes. Mais très vite, elles devaient disparaître les unes après les autres, à cause d'erreurs de gestion, la plupart du temps. Saint-Brieuc reste à l'heure actuelle le deuxième centre mondial de brosserie après Nuremberg, mais il n'emploie pas plus de 300 personnes.

Manque d'emplois, chômage, exode, les Bretons connaissent déjà bien tout cela dans les années 50. Il faut la colère de tout le peuple breton pour que Paris tende l'oreille. L'alerte est sévère. En 1963, un décret de Michel Debré instaure les primes à la décentralisation. Les années qui suivent voient, en effet, s'implanter plusieurs grandes usines en Bretagne : c'est Citroën à Rennes, Michelin à Vanves.

Dans les Côtes-du-Nord, l'essor est indéniable. Le Joint français s'installe à Saint-Brieuc, avec la promesse de créer 1 700 emplois, après un cadeau de 10 millions offert pour son installation, en grande partie par la municipalité. Chaffoteaux et Maury, la plus grosse entreprise du département spécialisée dans la construction de chauffe-eau à gaz se développe pour atteindre 1 875 salariés en 1974. Le canton de Loudéac, au sud du département accueille de son côté Olida qui va créer 1 000 emplois. C'est aussi à cette époque que remonte l'apparition du complexe électronique de Lannion : l.t.t., Cnet, S.a.t., autant de sigles générateurs d'emplois, dans les Côtes-du-Nord. « En 10 ans, recense Robert Daniel, secrétaire de l'Union départementale C.g.t. de Saint-Brieuc, 8 000 emplois nouveaux ont été créés dans l'électronique et les secteurs qui gravitent autour. Cela apportait un peu d'oxygène au département. Il était temps ». A l'Union départementale C.f.d.t., on fait aussi les comptes : « Entre 1954 et 1968, explique Jean-Pierre Leconte, secrétaire de l'U.d. à Saint-Brieuc, les effectifs du bâtiment ont connu une augmentation de 80 %. » Cette activité devient la première du département, employant 33 000 travailleurs, soit plus du quart de la population active. La métallurgie, l'industrie du caoutchouc et du plastique offrent 8 800 places. L'industrie extractive concerne 1 800 salariés et le textile 1 800 également. Enfin, divers secteurs comme ceux du bois, de la maroquinerie, des meubles emploient jusqu'à 2 000 personnes. « Personne ne peut nier le développement des Côtes-du-Nord, qui paraît même important par rapport à ce qu'était le département auparavant », commente Jean Lefaucheur, secrétaire de l'Union départementale C.f.d.t., même si les 44 300 emplois industriels ne sont pas suffisants pour le tirer de son sous-développement ».

Un gisement de coquilles Saint-Jacques

Deux autres secteurs d'activité ont subi de profondes transformations : la pêche et l'agriculture. Abandonnant définitivement le grand large, les pêcheurs des Côtes-du-Nord se sont spécialisés dans la pêche côtière et y ont acquis leur titre de noblesse. En effet, la baie de Saint-Brieuc détient le gisement de coquilles Saint-jacques le plus important d'Europe avec ceux de Normandie. C'est donc une flotille de 460 bateaux pour le quartier maritime de Saint-Brieuc qui part trois fois par semaine — pas davantage pour préserver les fonds — à la pêche aux coquilles. Les bancs sont si prolixes qu'en une heure, un bateau de 10 mètres ramène facilement plus d'une tonne. Passé ce délai, il doit relever ses dragues. Le règlement est

D: UN DEPARTEMENT UNE REGION DEVELOPPEE



Au Légué, l'arrivée des pêcheurs de coquilles Saint-Jacques.

A l'appel de la C.g.t., la C.f.d.t. et la Fen, la Bretagne a fait grève le 27 novembre. L'enquête que nous publions sur la situation économique et l'emploi dans les Côtes-du-Nord explique les raisons de la colère des Bretons.

strict. Seules peuvent être commercialisées les coquilles de deux ans, faisant au moins 10 cm de diamètre. La Normandie, pour ne pas avoir réglementé cette pêche voit ses fonds se dépeupler. Ayant le droit de draguer 24 heures d'affilée si bon lui semble, un bateau n'en ramène pas moins le même tonnage qu'en baie de Saint-Brieuc pour une heure de pêche.

Au Légué (port de Saint-Brieuc), avant le retour des bateaux, règne déjà une intense activité, au pied de la tour en ruine de Cesson. L'éclusier est à son poste, prêt à faire passer les bâteaux jusque dans le chenal du port. Dans le fond, sur le quai, les peseurs du marché au cadran sont prêts. A peine débarqués, les sacs de coquilles de 30 à 60 kg seront pesés et rangés par lots sur des plateaux de bois portant un numéro pour chaque patron pêcheur. La pêche de chacun sera alors immédiatement vendue aux marayeurs, suivant des cours désormais établis, non plus par des palabres entre offreurs et demandeurs, mais par un système électronique. Les pêcheurs fixent un prix au-dessous duquel ils ne vendent plus. Le cadran annonce donc un prix de 20 ou 25 centimes au-dessus de ce minimum. Et la vente commence ; quand le prix lui convient, le marayeur appuie sur un bouton et le lot mis à prix devient sa propriété. Il a toujours la possibilité d'attendre que les prix descendent sur le cadran avant d'acheter. Mais en même temps, à trop attendre, il risque de voir tous les lots achetés par ses concurrents. Tous les marins le reconnaissent : il faut une grande dextérité pour acheter au cadran. Pour eux, la sécurité est considérable. Ils n'ont plus à se heurter maintenant au front uni des acheteurs qui s'étaient mis d'accord sur un prix dérisoire et n'en démordaient pas. « Aujourd'hui, elles ont fait 2,50 F le kilo », explique un jeune matelot à bord d'un 12 mètres rouge et blanc. Il n'a pas 18 ans et l'autre matelot qui travaille avec lui a juste 16 ans. « C'est important pour nous, poursuit-il. Nous touchons un neuvième de la pêche. Alors autant que ça se vende bien. ». Il fait ce travail depuis deux ans. « Un mois honnête, je gagne autour de 2 000 F. La plupart de mes copains trouvent que c'est trop dur pour ce que c'est payé... » Du bâteau au quai, il a du décharger à lui seul une dizaine de sacs de 60 Kg et plus. Ses poignets saignent, coupés par le bord des coquilles quand il tenait le sac ouvert pendant que son copain le remplissait à grandes pelletées. Mais ça lui va : son patron est sympa. Il en avait marre des études. Cette place il l'a attendue pendant plus de deux mois, alors maintenant, il ne la lâche plus.

La saison de la coquille dure six mois, de novembre à fin avril. L'année dernière, avec 8 211 tonnes de coquilles Saint-Jacques pêchées, elle a représenté un rapport de 248 millions de francs pour la vente au débarquement. Les six mois restants de l'année, sont occupés par la pêche au chalut. Pour les 1 200 pêcheurs, c'est une moins bonne période, plus fatigante, moins rémunératrice. « Nos bénéfices expliquent-ils, ils nous viennent de la coquille. Le chalut, c'est juste pour couvrir nos frais ».

Mais le secteur d'activité qui s'est le plus fondamentalement modifié dans les Côtes-du-Nord reste l'agriculture. Par manque de surface au sol, les exploitants se sont reconvertis dans les productions « hors-sol » : principalement l'aviculture et l'élevage de porcs, qui ne nécessitent pas de grandes superficies de terrain. De ce fait, la physionomie agricole du département s'en est trouvé totalement bouleversée. Ainsi, des 110 000 hectares consacrés au blé en 1924, il ne reste plus que 41 000 hectares. Avec — il est vrai — un rendement à l'hectare passé de 12,8 quintaux à 35. De même, la surface consacrée à l'avoine est passée de 83 000 hectares à 20 000. Les cultures traditionnelles des pays pauvres, quant à elles, ont presque complètement disparues.

Maintenant, les Côtes-du-Nord se retrouvent en deuxième position derrière la Moselle pour la production de viande porcine. Avec 1,3 millions de porcs, elle a en 50 ans multiplié son cheptel par 80. L'aviculture, elle aussi, a fait un bond spectaculaire. Elle représente à elle seule 21 % de la valeur totale des ressources agricoles du département, produisant 1 026 millions d'œufs de consommation en 1973, et 14 956 tonnes de viande de poulet. Pour mieux comprendre ces chiffres, il faut avoir entrevu ce monde des poulaillers industriels, où des rangées de petites cages qui ne semblent pas finir, hébergent 4 ou 5 poules dont les seules activités sont de pondre et de manger. Les œufs pon-

→



LES COTES-DU-NORD: UN DEPARTEMENT DEFAVORISE DANS UNE REGION SOUS-DEVELOPPEE

dus sont automatiquement recueillis par une petite clayette en pente qui les amènent dans une rigole où il ne reste plus qu'à les ramasser. « Reste » est bien le mot : il faut compter 20 heures par jour pour ramasser 24 000 œufs, qui représentent la ponte quotidienne de 36 000 poules. Ne pas oublier les caquettements étourdissants, ni l'odeur fétile du lisier pour compléter le tableau.

Groupés en « Gaëc »

Une autre transformation, qualitative, cette fois, plus que quantitative, marque une évolution profonde du secteur agricole. Maintenant, les exploitants sont de plus en plus nombreux à se grouper en association dans le but d'améliorer leurs conditions de vie. Lassés de mener une vie sans loisirs, sans vacances, sans temps libre pour se cultiver, bon nombre de paysans se sont groupés en « Gaec » pour tout partager. Ils sont plus d'une centaine sur le département. Dans l'un d'eux, près de Trégueux (proche de Saint-Brieuc) l'un des sociétaires explique « à trois, nous partageons les responsabilités : l'un pour le cheptel porcin — notre Gaec en compte 1 000 — l'autre pour l'entretien du matériel d'exploitation et le travail des champs. Et moi, je suis responsable du cheptel bovin, c'est-à-dire de 60 vaches laitières ». Pour ces trois exploitants, le solde des avantages de cette association est largement positif. « Nous encaissons mieux les frais d'exploitation. En plus, affiliés à une coopérative d'utilisation de matériel agricole (C.u.m.a.) qui rassemble 27 exploitants, nous bénéficions d'un matériel ultra-moderne sans en supporter, seuls, l'investissement. Grâce au Gaec, nous échappons aux risques de la monoculture. Et surtout, nous perdons l'angoisse de tomber malade et de voir tout le travail retomber sur l'épouse. Le Gaëc, c'est la possibilité de se soigner en sachant que le travail indispensable se fait malgré tout. Je suis chargé de la traite des vaches : cela signifie une présence quotidienne, 365 jours par an sur l'exploitation. Il n'empêche que je prends un week-end toutes les trois semaines et 15 jours de vacances l'été. Et cela, pour un paysan, ça n'a pas de prix ».

Développement donc, de l'agriculture et de l'industrie durant ces vingt dernières années : « Tout cela est bel et bon commente un syndicaliste, même si, effectivement, on ne voit pas comment, partant de si bas, on aurait pu faire autre chose que monter ». Mais est-ce à dire que tout le monde vit heureux dans les Côtes-du-Nord ? Question perfide qui appelle des réponses plus désenchantées les unes que les autres.

D'abord un bilan régional : le décollage économique de la Bretagne se traduit de 1954 à 1967 par une augmentation du nombre d'emplois. Si au cours de cette période, le Finistère a vu ses emplois progresser de 15,3 %, de 17,7 % pour le Morbihan et de 54,3 % pour l'Ille-et-Vilaine, les Côtes-du-Nord arrivent dernier avec tout juste 12,7 % de progression. Et parmi ces 12,7 % de nouveaux emplois, 34 % ont été absorbés par la seule région de Lannion. Autre témoin de son retard sur les autres départements bretons : la démographie urbaine — les Côtes-du-Nord, face à Rennes (plus de 200 000 ha), Brest (près de 200 000 ha) et Lorient (100 000 ha) n'ont qu'une ville susceptible de ne pas trop souffrir de la comparaison : Saint-Brieuc qui, d'après les chiffres du dernier recensement, n'atteint pas 60 000 ha.

Et de tous les sujets de satisfactions énumérés précédemment, que reste-t-il ? Hélas, peu de chose. De tous côtés, l'économie de ce département se disloque. Le bâtiment, activité prédominante des Côtes-du-Nord, est en pleine récession. Après une période d'euphorie où la multiplication des constructions de logements s'est harmonieusement mêlée à la rénovation de l'habitat traditionnel et à l'essor des résidences secondaires sur le littoral, le blocage des crédits et le renchérissement de la vie ont apporté un coup de frein fatal à bien des petites et moyennes entreprises. Ainsi, la société Laïta, qui employait 220 personnes sur les quatre départements bretons, disparaissait à la fin de l'année passée. A l'Union locale C.g.t. de Saint-Brieuc, Gabriel Rio, secrétaire général, essaie de dresser les listes les plus complètes possibles des fermetures d'entreprises, des licenciements et des réductions d'horaire sur le département. Déjà, la liste s'allonge sur plusieurs pages. On peut y lire : « Construction rapide de l'Ouest » : sur 40 ouvriers, il n'en reste que cinq. Ardoisière de Kervoizé : 10 licenciés sur 50 salariés. Entreprise Ducassou : 40 licenciements en janvier. Sur 2 200 personnes il y a deux ans, ne restent que 1 200 ». On peut y lire aussi, toujours pour le bâtiment : « Entreprise Loyer à Maël-Carhaix : 20 employés sont passés de 52 heures hebdomadaires à 40 heures. La même chose pour l'entreprise Pavisi à Tréguier, qui, avec une réduction d'horaires de 48 à 44 heures, impose une perte de salaire pouvant aller jusqu'à 200 F par mois ».

Les autres industries ne sont pas davantage épargnées. Chaffoteaux, entreprise numéro un des Côtes-du-Nord, traverse une crise que l'ardeur des syndicats a pu endiguer momentanément. Mais rien n'est réglé pour autant. La direction hollandaise de ce holding multinational a, en effet, décidé de ne laisser à Saint-Brieuc que la fabrication des chauffe-eaux à gaz. Les chauffe-eaux électriques seraient pour leur part construits à Chartres. Certains voient dans cette manœuvre une astuce de la droite pour créer des problèmes à une municipalité socialiste, dont le maire n'est autre que le député Yves Le Foll. L'explication est tentante : Chaffoteaux offre les meilleurs salaires départementaux de la métallurgie. Mais le député-maire ne retient pas cette hypothèse. Pour lui, le problème est changé depuis la crise de l'énergie : accentuer la fabrication des chauffe-eaux électriques au détriment des chauffe-eaux à gaz ne tient pas, face aux dépenses énergétiques nécessaires pour produire l'électricité : le gaz, lui est directement utilisable.

Grâce à la combativité des travailleurs, l'entreprise a pour le moment reculé devant les 600 licenciements prévus. Il n'en reste pas moins que des diminutions d'horaires affectent l'ensemble des catégories et qu'en un an, les effectifs sont passés de 1 875 à 1 625 salariés. Par le seul jeu du non renouvellement des départs. Une méthode qui a permis au Joint Français de réduire lui aussi ses effectifs de 100 personnes tandis qu'il était annoncé que la troisième tranche d'investissement n'aurait pas lieu.

L'agriculture, de son côté, traverse une crise sérieuse. Ainsi, la réduction du nombre d'exploitations était prévisible pour ne pas dire programmée par le gouvernement. De 89 000 exploitations en 1924, le département est passé à 38 770 en 1974. Et les prévisions fondées sur cette progression annoncent que d'ici à 1985, la population active de l'agriculture dans le département doit passer de 80 000 à 30 000 personnes répartis sur 17 000 exploitations.

Autre aspect de cette concentration : des 14 000 exploitations produisants des œufs, vers les années 50, on ne trouve plus maintenant que 250 propriétaires de poulaillers pouvant aller jusqu'à 60 000 pondeuses.

Le développement anarchique de ce secteur ne pouvait conduire qu'au désastre : depuis avril 1974, à la suite d'une surproduction, les cours se sont effondrés. Et cette gabegie est valable non seulement pour la France entière mais aussi pour tous les pays du Marché Commun.

« On nous achète les œufs 19 centimes pièce, affirme une productrice de la région de Dinan, alors qu'ils nous reviennent à 22 centimes. Et dans un super-marché parisien, je les ai vus, à 4,58 F la boîte de 6 ! Une crise aussi sévère, qui dure aussi longtemps, nous n'avions jamais vu ça. Pourtant, nous faisons de l'aviculture depuis 1964 ».

« En France, rappelle un syndicaliste paysan, il y a en ce moment 15 % de déficit global sur les revenus agricoles et 30 % sur les revenus issus de la production animale : autant dire que les Côtes-du-Nord occupent une place de choix : la crise frappe le département de plein fouet ».

Seul secteur relativement épargné pour le moment : l'élevage porcin. Encore entend-on dire ici et là que la crise approche. Comment s'en étonner ? Là aussi, la concentration intensive amène 85 % de la production porcine à être produite par... 7 % des exploitants.

En fait, à la faveur de la crise économique, c'est la fragilité de toute l'économie d'un département qui se fait jour. Premier élément décisif : la taille des entreprises. Dans le département, 87,4 % des entreprises emploient moins de 50 salariés. La zone urbaine de Saint-Brieuc et ses huit communes avoisinantes comptaient 1 256 entreprises : 972 d'entre elles employaient moins de 10 personnes.

Une autre caractéristique s'applique à l'ensemble des entreprises des Côtes-du-Nord : les salaires y sont très bas. Comme le constate Robert Daniel, secrétaire de l'U.d.-C.g.t. : « la moyenne des salaires sur le département et la Bretagne sont encore en retard par rapport à la moyenne nationale, ce qui classe la Bretagne dans les cinq dernières régions françaises. Dans les Côtes-du-Nord, la moyenne salariale se situe 20 % en-dessous de la moyenne nationale. »

Pour en arriver là, il faut que la moitié des salariés soient payés au Smic. Et on parle peu de ceux qui sont payés en dessous : les recenser est impossible, justement parce qu'ils sont isolés dans des petites entreprises détenant un quasi-monopole sur le marché local du travail. Dans ces régions, entre un salaire misérable et un chômage à peine indemnisé (selon les syndicats, il n'y a pas plus de 80 personnes indemnisées à 90 % dans le département !), les possibilités de choix sont réduites.

Mais la fragilité fondamentale réside dans la conception même des activités du département : toutes, quelles qu'elles soient, sont tributaires de l'extérieur. Ainsi, la sous-traitance constitue la base d'une grande partie des emplois industriels (Etablissements Pyckhoff à Dinan, par exemple qui fabrique des caisses pour les automobiles Citroën et Renault). En cas de récession, c'est bien connu, les sous-traitants payent d'abord leurs commanditaires cessant de passer des marchés avec eux jusqu'à l'approche de jours meilleurs.

Tout premier secteur à enregistrer les variations du baromètre économique, le bâtiment peut prospérer aussi vite qu'il retombe dans une inactivité profonde. Qu'il soit la première activité des Côtes-du-Nord, employant 45 % de la population active, révèle sans doute, plus que tout le reste, la fragilité de l'assise économique de ce département.

« Depuis un an, résume Jean Lefaucheur, les conséquences de la crise sur un département comme le nôtre se sont faites sentir immédiatement et à plusieurs niveaux. Les mesures de blocage des crédits ont des répercussions directes sur la consommation. Beaucoup de petites entreprises sont tombées, surtout dans le bâtiment ». « D'après nos investigations, précise un cégétiste, il y a en gros trois fermetures d'entreprises par jour ».

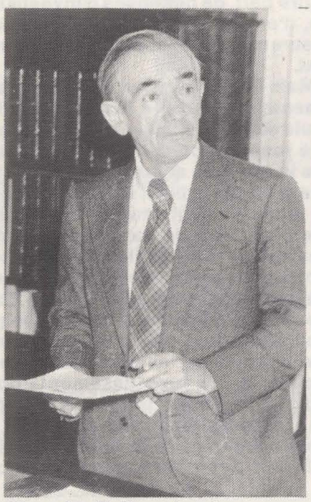
Les chiffres du chômage, à ce titre, sont explicites. D'octobre 1973 à octobre dernier, le nombre des demandeurs d'emploi sur Saint-Brieuc a plus que doublé. Le département dans l'ensemble compte plus de 12 000 chômeurs.

Les jeunes se trouvent particulièrement concernés par cette situation. 66 % à 70 % des chômeurs de la ville sont des femmes de moins de



Un poulailler industriel.





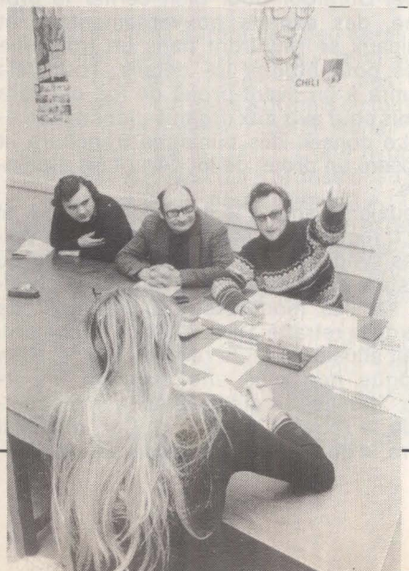


Yves Le Foll, maire de Saint-Brieuc.





Charles Josselin, député socialiste de Dinan et son suppléant René Régnault.





Christine Cottin avec les membres des Unions locales de la C.g.t. et de la C.f.d.t.

25 ans. Dans ce domaine, chacun est bien obligé d'en convenir : les emplois créés dans le département, sont pour une majorité écrasante, des emplois non qualifiés d'O.s. ou de manœuvre. « Et pour cause ! constate Charles Josselin, député socialiste de Dinan. Tous les centres de décisions et de conception sont à Paris. Voyez, pour Chaffoteaux : leurs laboratoires sont dans la région parisienne. En dehors du Cnet qui offre des emplois hautement qualifiés, les Côtes-du-Nord présentent une physionomie de département d'O.s. et d'employés du tertiaire. A Lannion, cette situation est particulièrement aiguë. L.t.t. par exemple recrute de préférence des jeunes filles avec un C.a.p. de couturière, pour l'habileté que cette formation leur confère. Mais elles sont bien sûr rémunérées en tant qu'O.s. »

Pour les jeunes qualifiés qui tiennent à exercer un métier en rapport avec leur formation, une seule solution : partir. « Sur l'ensemble des jeunes qui réussissent un C.a.p. ou un B.e.p. au lycée polyvalent de La Fontaine-des-Eaux (Dinan) constate René Regnault, professeur de dessin industriel et suppléant de Charles Josselin, 80 % d'entre eux quittent la ville et 60 % quittent la Bretagne ».

Le centre Bretagne se meurt, victime de 30 années d'une politique centralisatrice et rétrograde. Ici, les élus locaux, même quand ils y consacrent toute leur énergie, n'ont pas les moyens nécessaires pour faire marche arrière. « C'est d'ailleurs un de nos problèmes, constate Josselin. Beaucoup de mes électeurs ont pris le risque de m'élire pour voir si ça va changer. Ils gardent plus ou moins dans un coin de leur tête que le député est un homme au bras long qui joue de ses relations pour favoriser ses électeurs. Sur ce plan, le parti a un gros travail d'information et de sensibilisation à effectuer ». « Dans le système actuel, poursuit Yves Le Foll, il n'y a pas lieu d'être optimiste pour l'avenir des Côtes-du-Nord et de la Bretagne. En effet, rien ne changera vraiment sans un plan national très volontariste ».

Une réalité sans doute difficile à admettre pour un électorat qui a manifesté si fort sa volonté de changement. Pour la première fois dans son histoire, en mai 1974, ce département a donné, lors des élections présidentielles, la majorité au candidat de la gauche François Mitterrand.

Une surprise, certes, puisqu'en 1968, les cinq députés du département appartenaient encore tous à la majorité. Mais rien d'impensable, somme toute.

Et c'est sans doute là que se tient l'originalité d'un électorat coincé entre des traditions facilement contradictoires pour un observateur non averti. Ici, il ne faut pas oublier la révolte des bonnets rouges qui ensanglanta en 1675 tout l'Ouest bretonnant du département tant la répression fut féroce (il existe encore un lieu dit « le pré des pendus »). Mais il faut aussi compter avec le poids toujours réel dont l'église pèse sur la vie sociale et morale d'une majorité de cantons. Enfin, il faut savoir que le sentiment breton est ici partout présent, même si l'action des autonomistes n'est pas toujours approuvée dans ses formes : on discute mais on comprend. De toute façon, on s'exaspère de la répression qui s'abat sur les militants bretons. Un électorat stable, peut-être pas, mais un électorat breton, têtu et décidé.

Quelques chiffres révèlent une direction vers laquelle les Côtes-du-Nord n'ont cessé de tendre depuis 1965. En 10 ans, le Parti socialiste a multiplié ses voix par sept. En quatre ans, de 1972 à 1974, il a décuplé le nombre de ses adhérents, passant de 150 à 1 500. Maintenant avec ses 49 sections (sur 52 cantons), il se manifeste aux côtés des travailleurs, des paysans, étudiant à un niveau politique les problèmes soulevés par les syndicats : l'emploi, le pouvoir d'achat, les libertés politiques et syndicales, la répression patronale.

Et surtout, il comprend ce sentiment d'abandon qu'éprouvent les Bretons. Un sentiment qui pourrait bien finir par déboucher sur une explosion. Et, ce jour-là, la Bretagne deviendrait une seconde Corse.

CHRISTINE COTTIN

Coll. Fondation Jaurès

Sécurité sociale : ceux qui profitent et ceux qui paient

PAR JACQUES-ANTOINE GAU

Les travailleurs paieront. Cette phrase résume clairement la politique du Pouvoir. Depuis un an les travailleurs paient les conséquences de la crise économique et sociale, avec la montée du chômage et la baisse du pouvoir d'achat. Demain, ils paieront le déséquilibre de la Sécurité sociale dû à l'incurie gouvernementale. Du moins si l'on en croit la récente déclaration de Jean-Pierre Fourcade — faite « à titre personnel » a-t-il précisé — qui a suscité une véhémente protestation des organisations syndicales et la colère de millions d'assurés sociaux.

A vrai dire les propos du ministre des Finances ne sauraient surprendre. De façon constante depuis l'arrivée de Giscard d'Estaing à l'Elysée — pour ne pas remonter plus avant — le gouvernement a reporté sur les ménages la charge des sacrifices qu'il impose au pays pour tenter d'enrayer la crise, cependant qu'il réserve ses largesses aux entreprises et particulièrement aux plus grandes d'entre elles.

Cette politique de classe le conduit donc, tout naturellement, en matière de sécurité sociale, à envisager une double mesure : l'augmentation des cotisations payées par les salariés et la réduction des prestations sociales. Une telle solution doit être combattue avec vigueur par l'ensemble des forces de progrès, syndicats et partis de gauche, parce que venant après le mauvais coup déjà porté il y a huit ans à la Sécurité sociale, elle finirait de détourner celle-ci de l'objectif que lui avaient assigné ses promoteurs : réduire les inégalités par une redistribution des revenus.

Mais quel est le problème qui est aujourd'hui posé et quelles sont les solutions que nous, socialistes, pouvons proposer ?

La situation du régime général de Sécurité sociale fera apparaître, en 1976, un excédent de dépenses de 10 milliards de francs sur les recettes. Peut-on parler de déficit ? Oui si l'on s'en tient à un point de vue purement comptable. Non, si l'on considère les causes de ce déséquilibre.

Certes, la Sécurité sociale est malade de la crise : l'extension du chômage a pour effet, dans un système de financement qui se fonde exclusivement sur un prélèvement sur la masse salariale, une diminution des ressources. Mais, au-delà de cet « incident de parcours », il faut voir que le déséquilibre a un caractère structurel et que la solution au problème financier actuel doit être recherchée, non pas à travers des mesures ponctuelles procurant un supplément de ressources passager, mais dans une réforme profonde dont les effets durables permettent de faire face aux besoins sociaux dont tout laisse prévoir qu'ils iront croissant à court et moyen terme.

La première mesure à prendre, qui suffirait, dans l'immédiat, à rétablir l'équilibre du régime est de mettre un terme au scandale des charges indues. Quelle que soit la définition qu'on en retient, leur montant qui est de l'ordre de 15 milliards, excède celui du « déficit ». Il s'agit, pour l'essentiel, d'une part de la prise en charge, par le régime général, des déséquilibres démographiques de certains groupes sociaux qui relèvent de la solidarité nationale, d'autre part, de dépenses d'investissements sanitaires et sociaux, de formation, d'enseignement et de recherche qui grèvent aujourd'hui lourdement l'assurance-maladie et qui devraient être prises en charge par le budget de l'Etat.

Mais la suppression des charges indues, qui est une revendication fondamentale de toutes les organisations syndicales que le Parti socialiste appuie sans réserves, n'est pas la seule réponse au problème posé. Il est de notre responsabilité de dégager des solutions à partir des critiques qu'appelle le système actuel de financement de la Sécurité sociale. Ces critiques portent en particulier sur les points suivants :

▶ le recours quasi exclusif aux cotisations assises sur les salaires bloque toute possibilité de transfert vertical de revenus ;

▶ l'existence d'un plafond pour le calcul des cotisations dites ouvrières introduit même un effet de redistribution inverse ;

▶ l'accroissement progressif des cotisations qui constituent une véritable taxe sur les salaires a des conséquences économiques peu favorables : l'alourdissement des prix de revient dans les secteurs des industries de main-d'œuvre où les employeurs sont dissuadés d'embaucher et tentés de procéder à des investissements dont l'un des buts est de supprimer des emplois, ce qui est particulièrement grave en période de chômage. A l'inverse, cette situation accroît le taux de profit des secteurs économiques de pointe comme par exemple la chimie, le pétrole...

Il faut donc envisager une refonte des modes de financement de la

Retraite à 60 ans

UNE ESCROQUERIE...

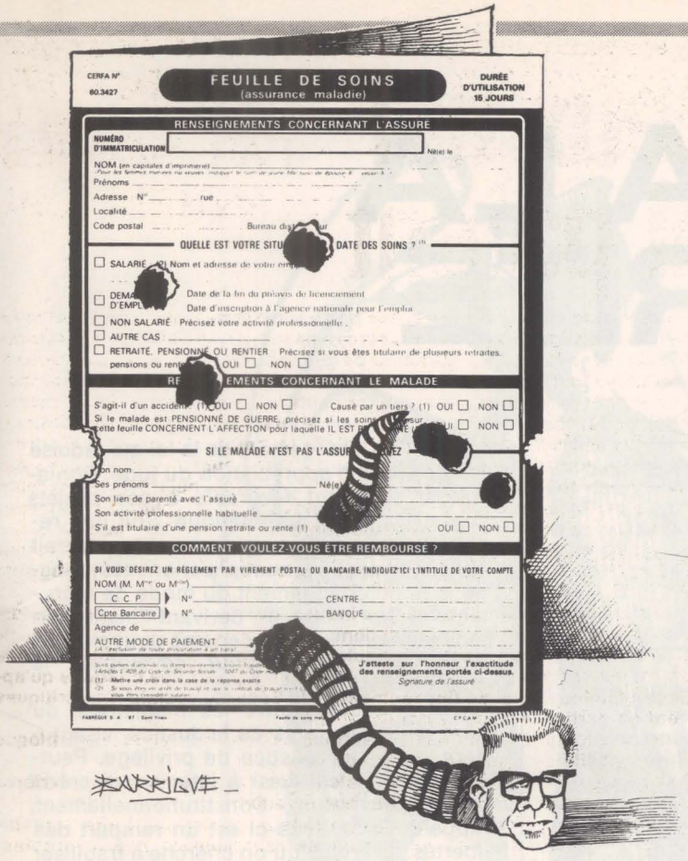
Pour pouvoir partir à 60 ans à la retraite, il faut avoir cotisé pendant 43 ans, soit depuis 1932 pour un travailleur âgé alors de 17 ans...

La retraite à 60 ans renvoyée aux calendes, la réduction de la durée du temps de travail réduite à l'état de nébuleuse : en adoptant, ce mercredi, les avant-projets de loi présentés sur ces thèmes par le ministère du Travail, le conseil des ministres n'a sûrement pas apaisé la colère de tous ceux qui se préparent à descendre dans la rue le 2 décembre. C'est ce jour-là, en effet, qu'à l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t., une journée nationale d'action amplifiée par la grève décidée chez les cheminots réunira les travailleurs de différents secteurs que l'on a bercés de faux espoirs durant deux mois.

Tout commence début octobre. Le gouvernement décide à cette époque de lancer une grande campagne : les Français vont pouvoir partir à la retraite plus tôt. Et, évidemment, on va décider de tout cela dans le cadre de la concertation, les syndicats seront « consultés », des solutions seront trouvées. Il est important de connaître l'histoire de ces consultations pour pouvoir mieux saisir tout le côté poudre aux yeux de l'opération.

6 octobre : annoncé à grand fracas, un « tour de table » réunit le Premier ministre Jacques Chirac, et les représentants des principales centrales syndicales, la C.g.t. et la C.f.d.t. Au cours de cette réunion, chacun rappelle ses positions. Les syndicats redemandent des négociations tripartites sur le problème de la retraite ; le gouvernement refuse. Ils précisent également leurs revendications : l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour tout le monde, avec un minimum de 1 400 F de ressources. Chirac, pour sa part, laisse supposer que des modifications importantes vont avoir lieu : socialement et économiquement, dit-il en substance, l'abaissement de l'âge de la retraite se justifie. Evidemment, cela soulève d'importants problèmes financiers (17 milliards à son avis ; une semaine plus tard, le chiffre officiel, on ne sait pourquoi, montera brusquement à 34 milliards), et les organisations syndicales doivent chiffrer leurs revendications. D'ailleurs, précise le Premier ministre, une seconde rencontre va avoir lieu avec Michel Durafour pour bien cerner le problème, des experts gouvernementaux et syndicaux se réuniront dans un troisième temps pour étudier les détails. Tout cela aboutira à un avant-projet de loi, qui sera soumis pour avis aux organisations syndicales. Le conseil des ministres tranchera et déposera un projet de loi devant les assemblées.

Deuxième acte : le 16 octobre. C.g.t. et C.f.d.t. rencontrent Michel Durafour. La veille, les syndicats ont reçu un document du ministère comportant 12 hypothèses possibles sur les modalités d'abaissement de l'âge de la retraite. Rien, dans ce document, ne fait allusion à leurs revendications. Rien n'évoque non plus une question importante : quelles seraient les économies réelles de la retraite à 60 ans ? Car, quand il chiffre, le gouvernement se contente d'addi-



Sécurité sociale, avec le double souci de préserver la dynamique économique et d'assurer la justice sociale. Une telle refonte suppose, comme l'a prévu le programme commun de gouvernement de la gauche, un certain recours à la fiscalité.

A priori, c'est l'impôt sur le revenu qui correspondrait le mieux à cette orientation. Cependant, aussi longtemps que des mesures propres à assurer la justice de l'impôt et à mettre un terme à la fraude fiscale, notamment par la connaissance exacte des revenus de tous les contribuables, ne seront pas intervenues, il ne paraît pas souhaitable de s'orienter dans cette voie. De même, l'importance excessive des taxes ou impôts indirects et leurs incidences anti-redistributives en raison de leur structure actuelle, doivent conduire à écarter ce type de fiscalité.

C'est en fin de compte à l'impôt sur les sociétés, dont le rendement ne correspond nullement aujourd'hui à la capacité contributive réelle des entreprises qu'il frappe, et à l'impôt sur le capital dont le Parti socialiste réclame la création, qu'il convient de recourir pour dégager des ressources nouvelles pour la Sécurité sociale. Le produit de ces « taxes », créées par le Parlement, alimenterait, conjointement avec les cotisations, le fonds général de la Sécurité sociale qui resterait indépendant du budget de l'Etat afin d'éviter tout détournement dans l'affectation des ressources.

Le problème du financement de la Sécurité sociale est étroitement dépendant de l'évolution des dépenses sociales et particulièrement des dépenses de santé. Maîtriser cette évolution est sans nul doute une responsabilité commune à tous les gouvernements quels qu'ils soient. Mais le choix des moyens est politique et ici les choses sont claires.

Pour la droite aujourd'hui au pouvoir, la solution c'est l'atteinte aux droits des travailleurs, des assurés, la réduction des prestations. Comme en 1967. Les propos de M. Fourcade sont sans ambiguïté et rejoignent la volonté du patronat.

Pour la gauche, pour le Parti socialiste, c'est, allant de pair avec une amélioration des conditions de prise en charge qui passe notamment par l'abrogation des mesures prises il y a sept ans et donc par un retour à une gestion démocratique de la Sécurité sociale, une transformation radicale des structures de production et de distribution de soins aujourd'hui dominées par les mécanismes du profit et qu'il faut soustraire au jeu du marché.

Non, M. Fourcade, les travailleurs n'accepteront pas une nouvelle réduction de leur pouvoir d'achat, pendant que laboratoires pharmaceutiques, établissements privés d'hospitalisation, entreprises d'équipements hospitaliers continueraient d'accumuler leurs profits ! Avec leurs organisations syndicales et leurs partis, ils continueront au contraire et plus que jamais à combattre pour la réduction des inégalités, pour le droit à la santé, à la famille, à la vieillesse. Et si, agissant par surprise, comme en 1967, le gouvernement recourait à des ordonnances, leur riposte serait immédiate et d'une grande ampleur.

Pour sa part, le Parti socialiste, conscient de l'importance de l'enjeu, se mobilise à tous les niveaux pour la défense des droits des dizaines de millions d'assurés sociaux.

tionner. Les délégués syndicaux le font remarquer à Durafour, et apportent leur contribution au problème, avec des éléments solides à l'appui. Ils démontrent qu'il existe des sources de financement.

Ainsi, les travailleurs licenciés à partir de 60 ans touchent des garanties de ressources Unedic jusqu'à 65 ans. Leur mise à la retraite à 60 ans économiserait déjà 2 milliards. Auxquels pourraient s'ajouter 4 milliards si le régime général de Sécurité sociale (celui des salariés) ne supportait pas le déficit des régimes de non salariés. Sans compter toutes les charges indues supportées par la Sécurité sociale qui devraient être prises en charge par l'Etat (formation des médecins, des para-médicaux, investissements du secteur hospitalier, etc.) Bref, estiment les syndicats, toutes ces sources de financement possibles représentent au bas mot 30 milliards. A l'Etat de démontrer le contraire. Durafour conclut la réunion : il faut maintenant, dit-il, des réunions d'experts pour chiffrer.

Ces réunions auront lieu peu après. Chacune des deux centrales s'y rend séparément. Chacune repart avec des semi-promesses. « On nous a promis ce jour-là de chiffrer notre dossier, raconte René Piffard, représentant de la C.f.d.t. Cette hypothèse chiffrée devait venir dans le dossier au même titre que celle du gouvernement ». « Nous avons passé une matinée avec les experts du gouvernement, précise Jean Dubois qui représentait la C.g.t. Après cette rencontre, nous pensions revoir de nouveau Durafour pour faire le bilan ».

Il n'en sera rien. C'est la fin de ces brèves rencontres (trois en tout et pour tout) : le gouvernement ne « consultera » plus les organisations syndicales. Celles-ci connaîtront l'existence des projets de loi par la presse : ainsi, c'est pendant la conférence de presse donnée par Durafour pour les expliquer, qu'elles en recevront le texte.

Un texte qui finit d'éclairer sur les intentions du gouvernement. On n'y retrouve aucune des propositions syndicales ; il est même très en-deçà des propositions avancées par le ministère lors du début des consultations. Il correspond en fait à l'hypothèse la plus basse préconisée par le C.n.p.f.

D'abord, ce n'est plus un projet d'abaissement de l'âge de la retraite : c'est devenu un projet sur la revalorisation du travail manuel. Avec des clauses si restrictives qu'on en est aujourd'hui à se demander qui va en bénéficier.

Ainsi, les salariés de l'agriculture (qui plus qu'eux sont des travailleurs manuels ?) sont totalement éliminés. Pour pouvoir partir à 60 ans à la retraite, il faut avoir cotisé durant 43 ans (c'est-à-dire depuis 1932 étant entendu que l'intéressé avait à l'époque 17 ans !) : or, la moyenne de la durée de cotisation des assurés du régime général est de 33 ans pour les hommes, et de 28 ans pour les femmes. Il faut également avoir effectué 5 ans de travail manuel durant les 15 dernières années d'activité. Ce qui fait bondir tous ceux qui ont travaillé à certains postes très durs (hauts fourneaux, laminoirs, etc.) : si l'on commence à travailler à 17 ans à ces postes (ce qui est nécessaire pour totaliser 43 ans de cotisations avant 60 ans), il est sûr qu'on n'y est plus à 45 ans, qu'on a dû être recyclé ailleurs, à un poste moins pénible. Tous ceux usés par des travaux fatigants et qui ont dû se recycler sont donc éliminés d'office du droit à la retraite à 60 ans.

Quant aux femmes, on exige d'elles d'avoir élevé au moins 3 enfants, en effectuant 5 ans de travail manuel ouvrier — ce qui exclut par exemple les employées de commerce, comme si être manutentionnaire dans une chambre froide n'était pas un travail pénible !

Face à ces mesures, la conclusion s'impose d'elle-même. « Les dispositions prises, disent les syndicats, l'ont été pour diminuer le plus possible le nombre des bénéficiaires. Quand le gouvernement annonce que 45 000 personnes sont concernées en 1975, 55 000 en 1976, plus 15 000 femmes, nous répondons que ces chiffres, pourtant dérisoires, sont faux ».

Ils ne sont pas les seuls à le dire. Le Conseil d'administration de la C.n.a.v. (Caisse nationale d'assurance vieillesse) partage cet avis : « Ces nouvelles dispositions seront, sur le plan pratique, d'application difficile et alourdiront certainement de façon très sensible les délais de liquidation des dossiers. »

On ne saurait être plus clair. Pour les syndicats, c'est une escalade dans la politique anti-sociale à laquelle s'est ajoutée une parodie de concertation du plus mauvais goût. Et chacun, aujourd'hui évoque avec ironie toutes les dernières « grandes réformes » qui ont sombré. La loi Boulin d'octobre 1971 qui promettait la retraite à la carte : trois ans plus tard, la moyenne d'âge de départ en retraite des travailleurs du régime général était tombée... à 64 ans et 8 mois ! Quant à la fameuse allocation de frais de garde pour les mères de famille, décidée en 1972, elle a bénéficié, dans la région parisienne (où travaillent 700 000 femmes) à 57 d'entre elles cette année-là. Et à 800 en 1973. De quoi avoir les plus grandes inquiétudes sur le nombre de ceux qui pourront vraiment prendre leur retraite à 60 ans...

MICHELE BACKMANN

GARE A LA SECURITE

« Un danger réel se présente qui est de mettre les libertés en échec pour garantir une sécurité sur laquelle pèsent des menaces exagérément amplifiées ».

On juge du vent dominant à l'orientation la plus constante de la girouette. De même, la constance des attaques contre la Justice et les magistrats indique bien où vont les préoccupations majeures du régime à l'heure actuelle. Faut-il s'en étonner ? Le Syndicat de la Magistrature (S.m.) dont le 8e congrès se déroulera les 28, 29 et 30 novembre sur le thème « La crise, le juge et les libertés », apparaît un peu plus chaque jour comme l'empêcheur de juger en rond dans l'Etat bourgeois. La presse, l'armée et la police préoccupent parfois le gouvernement. Il pense cependant pouvoir résoudre, par la conciliation ou la répression, les problèmes qui surgissent dans ces trois secteurs. Il n'en va plus de même dans la Justice. Et la majorité actuelle, tout comme les classes sociales dont elle défend les intérêts, ne supportent pas que celle-ci leur échappe. Hubert Dalle, secrétaire général du S.m., s'explique donc sans peine les attaques dont les magistrats, et en particulier ceux de son syndicat, sont l'objet. Comment la bourgeoisie accepterait-elle sans réagir de perdre le contrôle de l'application de la loi quand elle n'a déjà plus totalement celui de son élaboration ?

« Au 19e siècle, explique Dalle, la loi avait un caractère monolithique. Puis, sous la pression des luttes sociales, la bourgeoisie a dû accepter d'y introduire des notions nouvelles, comme le droit au travail. Elle conservait toutefois le contrôle de l'interprétation et de l'application de la loi par les magistrats, issus de ses rangs. Très longtemps ceux-ci ont continué à interpréter systématiquement les nouvelles lois minoritaires par rapport au système de droit dominant. Par exemple, tout le droit du travail était interprété par rapport à la liberté contractuelle ou au droit de propriété. Ainsi les nouvelles lois étaient-elles vidées de leur substance ».

A peine voilés

Qui protestait alors ? « L'intensification des attaques aujourd'hui, explique Philippe Texier du S.m. vient de ce que le patronat et le Pouvoir ont compris que nous voulions appliquer la loi à tout le monde. Cela est apparu à certains comme une aberration. On les a même vus se démasquer pour expliquer : la loi ne doit pas s'appliquer à certaines catégories. C'est à mots à peine voilés ce qu'a exprimé Yvon Chotard, du C.n.p.f., après la détention provisoire de Planche, le patron inculpé dans l'Allier. »

Comment de telles polémiques sur le sens de la loi et de son application sont-elles possibles ? En fait, contrairement à une opinion répandue il n'existe pas une loi monolithique, universelle et générale à l'interprétation sans équivoque. Dalle a bien montré comment la pression sociale a fait perdre son homogénéité au système législatif du 19e siècle. L'existence de textes parfaitement contradictoires dans la loi oblige maintenant le magistrat à trancher. Pour ne prendre qu'un exemple, c'est ce qui se produit dans le cas d'une grève avec occupation des locaux. Selon Dalle, le juge se trouve alors devant une alternative : « Ou il considère que le droit de propriété doit dominer. En ce cas l'occupation d'une propriété privée par des ouvriers est illégale. Ils doivent immédiatement être expulsés. Ou bien il constate que la Constitution reconnait le droit de grève et que l'application de celui-ci requiert parfois l'occupation de leur lieu de travail par les ouvriers. Il pourra alors juger qu'elle ne constitue pas une atteinte définitive au droit de propriété et nommer un expert ou un conciliateur. Tout cela montre bien à quel point le juge doit opérer un choix entre plusieurs lois qui relèvent de systèmes de valeurs différents. Tant que le pouvoir en place a tenu la magistrature par son origine, son recrutement, son statut, le mécanisme de la hiérarchie et l'idéologie, ce choix s'est toujours fait dans un sens favorable à la classe dominante ».

Différents événements, où la création du S.m. tient une grande place, ont permis l'émancipation d'une partie importante de la magistrature. Désormais la bible législative ne se lit plus à sens unique. Lorsque le juge Charette a considéré l'homicide involontaire dans le travail comme un délit troublant l'ordre public, il a par-là même inclu dans cette notion d'ordre public la sécurité et le droit à la vie des travailleurs. Cela a été possible parce que chaque loi, apparemment objective, renferme des notions subjectives, idéologiques, comme celles de « bon père de famille », de « bonnes mœurs », d'« ordre public », etc., qui permettent au magistrat de faire un choix d'ordre politique en définitive. Tant que ces notions floues ont été utilisées unilatéralement, dans un sens déterminé, personne n'a jamais protesté. A partir du moment où elles s'appliquent contre ceux qui en ont jusqu'ici été bénéficiaires, c'est le tollé.

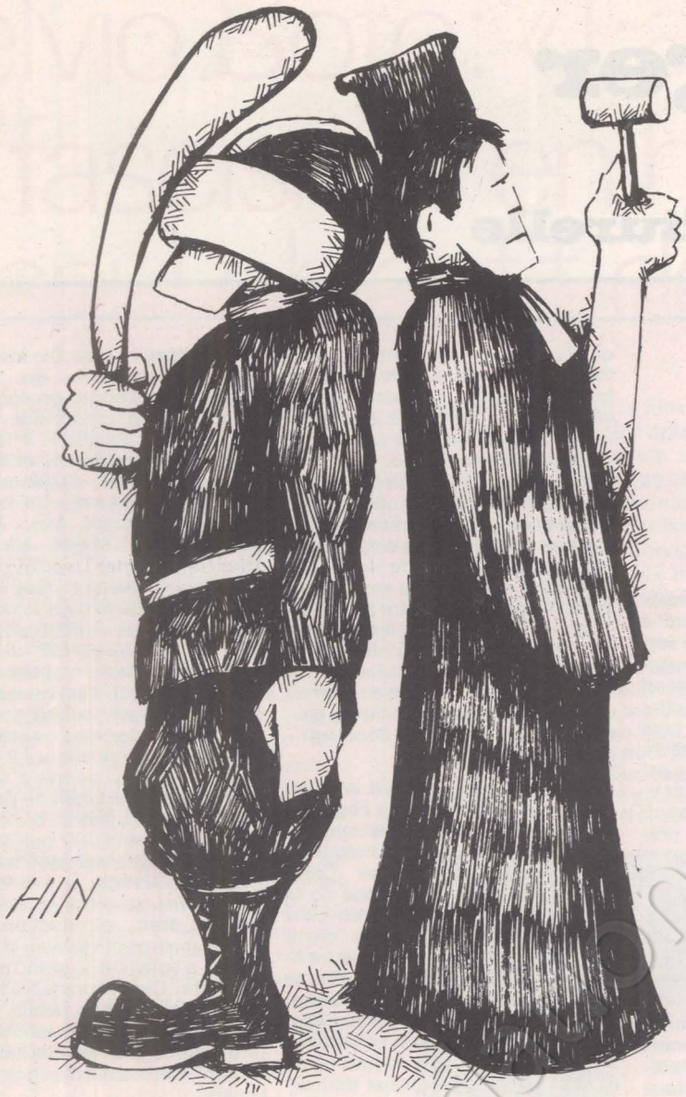
Comment vont réagir ces justiciables particuliers dès lors que la Justice semble leur échapper ? Le S.m. envisage trois possibilités. Soit un changement de la loi qui réduise les pouvoirs d'appréciation du juge. Poniatowski semblant favorable à des projets comme la peine automatique. Soit une reprise en main de la magistrature qui pourrait consister en une multiplication des sanctions et un changement du mode de recrutement. Soit, enfin, en dérivant l'institution judiciaire pour confier certains pouvoirs des juges aux préfets, pour développer le contrôle social, etc.

Les attaques contre les magistrats, au nom de la neutralité de la Justice, visent à pérenniser une Justice de privilège. Peut-être visent-elles aussi à jeter un discrédit sur la magistrature. « Constitutionnellement, rappelle Dalle, celle-ci est un rempart des libertés. Il semble qu'on cherche à fragiliser le rempart à un moment où on s'apprête à porter atteinte aux libertés ».

Zorro-Poniatowski

L'accusation est de taille. Sur quoi repose-t-elle ? Pour le S.m., il existe aujourd'hui une profonde insécurité pour les Français. Elle tient au nombre des chômeurs, 1,2 million dont la moitié de jeunes, aux milliers de procédures de saisies, d'expulsions et aux faillites en cours. Sans parler des dizaines de milliers de morts et de blessés sur les routes et dans les entreprises, chaque année. Que représente à côté de cela la grande criminalité ? Le S.m. rappelle que le nombre de ses victimes reste inférieur à 300 par an depuis 1920. Il rapproche les 72 millions de francs de butin recueillis au cours des hold-up commis l'an dernier et les 50 milliards de francs nouveaux annuellement détournés par la fraude fiscale. Sans doute, ne sous-estime-t-il pas l'évolution des délits et notamment de la petite délinquance. Encore faut-il s'interroger sur le rapport de cette évolution avec la crise dont les couches modestes supportent lourdement les conséquences.

A la lecture des chiffres cités plus haut, l'ordre des priorités saute aux yeux. Sauf à ceux du gouvernement. Par l'encouragement qu'il apporte à une vaste campagne sur l'insécurité, où se mêlent savamment l'insécurité des personnes et celle des biens, il suscite un besoin accru de répression. Bien des gens inquiets sont prêts à accepter une restriction de leurs libertés au profit d'une sécurité enveloppante. Zorro-Poniatowski ne s'y est pas trompé lorsqu'il a déclaré à Nice, le 8 septembre dernier : « Un contrôle plus étoffé et plus étroit sera fait sur ces catégories de la population d'où émanent les trois quarts de la criminalité française. » En clair, sur la frange la plus pauvre du prolétariat comme l'indiquent les chiffres du ministère de la Justice. Des idées à la pratique il n'y a qu'un pas. Poniatowski l'aurait franchi en demandant communication au ministère de la Santé de la carte des circonscriptions à grand risque social. « On nous reproche de faire une Justice catégorielle, s'indignent



les magistrats du S.m. Si l'attitude de Poniatowski ne relève pas de la Justice catégorielle, qu'est-ce que c'est ? Un danger réel se présente qui est de mettre les libertés en échec pour garantir une sécurité sur laquelle pèsent des menaces exagérément amplifiées ».

De nombreux indices et plusieurs projets confirment ces dires. Il n'est point nécessaire de revenir sur la constante intrusion du ministre de la Police dans les affaires de la Justice : le vif échange entre Poniatowski et Lecanuet l'a suffisamment souligné. Poniatowski aurait cependant plusieurs projets en réserve comme la prolongation de la garde à vue, la possibilité accordée aux policiers de fouiller systématiquement les automobiles et de multiplier les contrôles d'identité en dehors de leurs activités de police judiciaire, sans oublier l'extension des prérogatives préfectorales et celle du contrôle social.

Ce quadrillage pour circonscrire un banditisme d'autant plus omniprésent et insaisissable qu'on en exagère l'importance, va de pair avec des attaques contre les leaders de la gauche et contre un responsable syndical, Georges Séguy, outrageusement assimilés à des protecteurs « de la criminalité, de l'agitation et de la délinquance ». N'est-ce pas l'indice que les forces rassemblées contre un danger plus ou moins réel pourraient servir à en écarter un autre, bien plus réel ? Le S.m. relève cet amalgame, révélateur d'une insécurité et d'une angoisse très précises : le système capitaliste en crise ne parvient plus à se justifier et cherche à se pérenniser dans une double fonction d'état alimentaire, pour les gens assistés et d'état protecteur, face au climat d'insécurité.

Confrontés dans leur pratique quotidienne à la crise et à ses conséquences économiques et sociales, les magistrats syndiqués ne veulent plus jouer le jeu que leur réserve le Pouvoir. Ils vont donc dire publiquement ce qu'ils pensent de la Justice devant la crise. Ils vont situer la véritable insécurité et l'autre dans ce contexte et en rapport aux libertés. Enfin ils réfléchiront sur leur rôle dans cette situation. Leur projet est courageux : en expliquant que le loup n'est pas celui qu'on dénonce, ils s'exposent à ses représailles.

JEAN-LOUP REVERIER

C.i.c. ou C.i.a. ?

Vendredi matin, un journaliste de France-Inter a péremptoirement annoncé : « 71 % des Français, sont pour la peine de mort dont 90 % favorables à son application ». Cette « information » présentée avec assurance devait, sans nul doute, provenir d'un des multiples sondages dont on nous rebat les oreilles. « France-Soir » en publiait un le matin même sur la justice et la police. Mais aucune question n'y abordait la peine de mort. Alors ? En réalité, l'« information » était tirée non d'un sondage, mais d'une « enquête nationale sur la sécurité des citoyens » Réalisée par le Centre d'information civique (C.i.c.), dont les correspondants régionaux pétris de civisme ont interrogé leurs semblables, cette « enquête » constitue un véritable scandale. La sécurité ! Le sujet brûle d'actualité. On voudrait apporter de l'eau au moulin de Poniatowski qu'on ne s'y prendrait pas autrement. C'est à se demander quels liens existent entre le C.i.c. et le ministre de l'Intérieur. Nombre des projets de ce dernier se trouvent formulés dans le questionnaire du C.i.c. d'une manière qui ferait tordre de rire ou hurler de colère le moindre sondeur, tant les questions y sont directives. En voici quelques exemples : « Pensez-vous que la société française soit suffisamment armée face à la montée de la criminalité, de la violence et du terrorisme » ? (Toujours la « subtile » association du politique et du criminel.) « La faiblesse de la répression engendre-t-elle la criminalité ? » (Pourquoi n'interroge-t-on pas plutôt sur la faiblesse de la prévention, l'injustice sociale ou les inégalités ?) « Les attaques dont la police fait l'objet découragent-elles les policiers dans l'accomplissement de leurs missions ? ». (Messieurs de la presse, plus un mot sur les brutalités policières !)

Des questions suivent sur la police pour démontrer qu'elle est utile, aimée, insuffisamment équipée et qu'elle a la confiance du pays.

Ensuite, des questions « gratinées » sur la Justice, du style : « Est-elle indulgente ou trop sévère ? » La ficelle est grosse ! Pourquoi pas : excessivement indulgente ou un tout petit peu sévère ? Deux autres questions sont merveilleusement ficelées. Il s'agit de faire dire que le Syndicat de la magistrature est politique alors que l'Union syndicale de la magistrature est professionnelle. On aide les « sondés » à répondre en précisant : M. de Charette, juge d'instruction, appartient au premier et M. Braunschweig, Conseiller à la Cour, au second. Pourquoi n'avoir pas choisi M. Dupont, autre membre moins connu du syndicat de la magistrature ?

Pour terminer, une question qui brûle toutes les lèvres: « Les sanctions appliquées par la justice lors des destructions et des pillages après des manifestations violentes sont-elles suffisantes ou doivent-elles être plus sévères ? » Qui les connaît ? Néanmoins Ponia pourra dire : 83 % des gens souhaitent des sanctions plus sévères. Comme il pourra se référer à cette propagande déguisée en « enquête » pour expliquer que la loi doit admettre la responsabilité collective. La loi anti-casseurs ne suffit-elle déjà plus ? Cela vise explicitement les personnes morales et les personnes physiques, c'est-à-dire les dirigeants d'organisation. C.i.c. ou C.i.a. ?

J.L. R.

© Fonds Jean-Loup

changer la vie culturelle

POUR LE CHILI

Ainsi que nous l'avons annoncé la semaine dernière, un gala de solidarité pour la résistance au Chili aura lieu le 4 décembre, à 20 heures, au Palais des Sports. Organisé par le P.s. chilien et le Mir, il réunira Serge Reggiani, Maxime Le Forestier, Colette Magny, Paco Ibanez, José Alfonso, Raimon, Dominique Vignietti et Claude Vinci, présentés par Jean-Louis Trintignant. Billets en vente au Palais des sports et dans les Fnac.

● **Comme l'an dernier, la section de Maisons-Alfort du Parti socialiste organise « Lidis 75 », journées du livre et du disque, les 6 et 7 décembre 1975 entre 11 et 19 heures 1 Rue du 8 mai 1945 (quartier Chateau-Gaillard).**

Dans ce cadre, la section a rassemblé de nombreux titres sur deux thèmes principaux : La crise et ses solutions d'une part, la condition féminine d'autre part.

Par ailleurs, de nombreux ouvrages pour enfants seront proposés.

Au cours dee ces journées, Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement, André Jeanson et Yvette Roudry animeront des débats et signeront leurs ouvrages.

Café-théâtre

VENT DE FOLIE SUR LE MARAIS

L'an dernier nous l'espérions : et si la Pizza du Marais prenait le relais de l'Ecluse, fermée ? Cette année, c'est une certitude : Les Blancs-Manteaux (ex-Pizza du Marais, 15, rue des Blancs-Manteaux) ont remplacé l'Ecluse. Pour un oui pour un non, les techniciens du « Magazine » de Pierre Bouteiller ou de « Pas de panique » de Claude Villers viennent y enregistrer de quoi étoffer les ondes de France-Inter. Il n'est pas rare d'y voir débarquer, vers onze heures du soir, Maxime Le Forestier, Georges Moustaki et Paco Ibanez : ils improvisent ensemble jusqu'à l'aube, font un « bœuf » interminable... C'est un signe : cet endroit a gagné une âme ; il est devenu lieu de retrouvailles et de reconnaissance. Il est surtout ce banc d'essai dont les jeunes talents ont besoin et que le secrétariat d'Etat à la Culture leur refuse. Pourquoi en effet la chanson, le one-man-show et les autres disciplines du cabaret ou des variétés ne bénéficient-ils d'aucune subvention, comme c'est le cas en Belgique, pour prendre un seul exemple ? Pour ceux qui débutent, il n'y aurait rien à l'horizon sans ce vent de folie que Lucien Gibara, le directeur des Blancs-Manteaux, fait souffler sur le Marais. Gibara vient de faire découvrir des noms quasi-inconnus : Joël Favreau et Jacques Villeret. Et s'il accueille maintenant Alex Métayer (à 20 h 30), c'est pour l'aider à gommer de sa carte de visite les fadeurs de son ancien métier d'animateur de radio périphérique... au profit d'un comique tonique et corrosif. Cette semaine, il redonne sa chance à Yves Dautun (à 21 h 45), ancien grand prix de la Chanson que tout le monde avait tendance à oublier. Et, bientôt, une nouvelle surprise : Mariane Sergent (à 23 h), qui ne chante pas, mais qui cause, qui cause...

théâtre MONTPARNASSE Loc.326.89.90
31 rue de la Gaîté - 75014 PARIS
du 25/11 au 06/12 18 h. 30
chant profond de la bretagne
poésie et musique de la bretagne d'aujourd'hui
Spectacle d'Yves GELLIQUET
Claude BESSON, diffuseur - chant - Claude FREY, guitare
PILEMY - Yves PHILIPPE et des voix de GARLONN

Théâtre MONTPARNASSE
31 r. de la Gaîté Loc. 326.89.90
75014 PARIS
21H
FELIX LECLERC

SIGMA

LE PETIT VENT FRAIS DE LA CHANSON

De notre envoyé spécial.

« Au mot de festival nous préférons celui de Semaine de recherche et d'action culturelles ». Cette formule de Roger Lafosse, responsable du Sigma de Bordeaux, entend clairement énoncer ses buts : « Sigma n'a jamais été et ne sera jamais un rassemblement de valeurs consacrées. Si l'on va à Sigma c'est avant tout pour y faire des découvertes. Ne parlons pas d'avant-garde, parlons simplement de première rencontre avec le public pour des artistes inconnus ou méconnus ». Sigma a donc une double vocation : informer le public sur la création contemporaine, sortir les créateurs de la solitude où les rejette leur absence de statut social dans la société actuelle.

Lors de sa première édition Sigma avait attiré 3 000 personnes. Cette année Sigma 11 a comptabilisé près de 50 000 entrées. Nous sommes encore loin d'une grande manifestation populaire. Mais, pour les créateurs, c'est tout de même mieux que le silence et l'ignorance. Les découvertes de l'année ? Numériquement parlant, elles sont sans doute moins importantes que l'an dernier. Ce qui ne veut pas dire qu'elles soient sans intérêt. Côté théâtre, une découverte, mais en termes négatifs : le Living Theatre est mort. En l'invitant à Bordeaux, Roger Lafosse espérait sans doute présenter une troupe qui avait trouvé de nouvelles voies. Malheureusement le Living radote, s'enfonce dans une logorrhée de mots que n'osent même plus employer les anciens combattants de Mai 68, véhicule des clichés sans emprise sur la réalité, prend le théâtre pour la vie — ce qui indique assez à quel point de confusion et d'aliénation l'équipe est rendue. Julian Beck, mis à part, aucun comédien ne maîtrise la moindre des techniques gestuelles. Il faut parfois « découvrir » certains cul-de-sac.

Heureusement il y avait la musique, les expositions et la chanson. La plus belle soirée musicale fut, sans conteste, le récital comique de la cantatrice Américaine Cathy Berberian : « A la recherche de la musique perdue, une soirée chez madame Verdurin ». Cette chanteuse du répertoire classique traditionnel était allée jusqu'à prêter sa voix aux compositeurs contemporains : Luciano Berio, John Cage, etc. Là dans un univers volontairement proustien, elle a tourné en ridicule quelques morceaux dérisoires, mais qui portaient les griffes d'Offenbach, Beethoven, Rossini, Tchaïkovski, Rachmaninov, Moussorgski et Chopin. Cet humour mériterait plus que l'expérience d'un soir.

Mais, encore une fois, c'est du Sigma chanson qu'est venu « le petit vent frais ». Jean Claude Robissout, responsable du Sigma-Chanson, a d'abord provoqué une discussion d'importance sur le « spectacle poétique ». A titre d'illustration, 4 musiciens et 4 comédiens de Rennes, dirigés par Jean Signé, ont présenté « Un jour j'irai loin » ; et France Léa, Jacques Doyen, Yvan Lebejof, Michel de Maulne, et Didier Levallet ont proposé leurs « paroles nues », sous-titrées « Concerto dans le noir pour visages, voix et contrebasse ». Autour de ces deux soirées, chacun de se poser la question : pourquoi les responsables de l'action culturelle n'ont-ils jamais subventionné ni aidé d'une certaine manière les spectacles dits poétiques ? Sigma-chanson a aussi permis à la chanteuse Claude Antonini de prêter sa générosité aux poètes bretons, occitans, haïtiens et palestiniens. Pourquoi ce talent-là est-il tenu dans l'ombre ? Surtout, le « renouvellement vocal, musical, et scénographique avec introduction d'éléments sonores et visuels » d'Annick Nozati, a constitué le grand moment du Sigma. C'est la première fois que cette voix tonnait en public. Le jour où Colette Magny était montée pour la première fois sur une scène, le choc n'avait pas été plus grand dans la salle.

Sigma a sa place dans la vie culturelle française. Mais il ne peut remplir à lui seul la vie culturelle bordelaise : une semaine de recherche ne saurait remplacer une action culturelle permanente.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Helvio Soto: « Faire prendre le fascisme en horreur est le seul objectif de mon film »

Pendant l'Unité populaire, Helvio Soto fut le directeur de la chaîne de télévision d'Etat. En tant que cinéaste, nous lui devons « Salpêtre sanglant », « Vote + fusils » et « Métamorphose d'un chef de la police politique » Son dernier film : « Il pleut sur Santiago » sort ces jours-ci sur les écrans du monde entier. L'œuvre commence en ce soir de 1970 où la joie du peuple chilien déborde dans les rues : Salvador Allende vient d'être élu président de la République. Elle s'achève en ce jour de douleur et de courage où, malgré les mitrailleuses de l'armée fasciste et les appareils de photographie de la police de Pinochet, des centaines de Chiliens accompagnent Pablo Neruda dans son dernier voyage. Ou bien, si l'on veut : de la naissance de l'Unité populaire à la naissance de la résistance. Cette épopée de l'espoir est un cri, digne mais strident, contre le fascisme, Bernard Fresson, Maurice Garel, Annie Girardot, Laurent Terzieff, Jean-Louis Trintignant et nombre de comédiens moins connus ont tenu à s'associer à cette protestation. C'est leur honneur. C'est sans doute un grand réconfort pour les exilés et les captifs du système Pinochet. Ce sera, espérons-le, une aide précieuse pour abattre la bête immonde et ses souteneurs, Helvio Soto l'espère aussi.

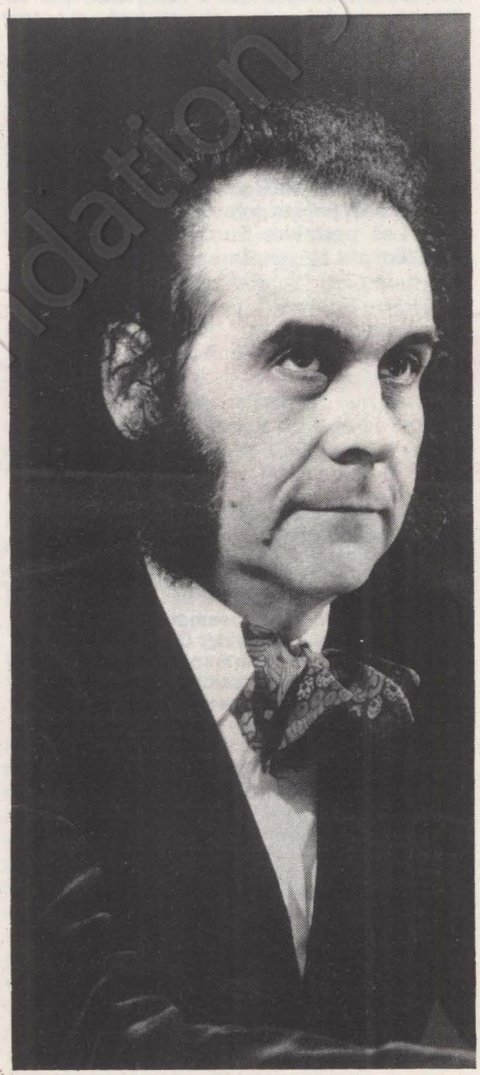
L'UNITE : Jean-Luc Godard ou Costa Gavras nous ont déjà habitués à de brillantes distributions sur des thèmes identiques. Mais, dans le cas du Chili, les noms de l'affiche ne sauraient s'expliquer par la seule exigence du producteur...

HELVIO SOTO : Si je considère le nombre de distributeurs qui, de Moscou à Tokyo en passant par les Etats-Unis, ont accepté de montrer mon film dans un maximum de salles, un grand sentiment de reconnaissance m'envahit : je le dois à la renommée des comédiens. Ricardo Cucciolla, le comédien de Sacco et Vanzetti, est un militant socialiste italien : il est venu tourner en connaissance de cause. Laurent Terzieff, politiquement parlant, connaît le Chili aussi bien que moi : sa conscience a été un atout précieux au sein de notre équipe. Mais ni Trintignant ni Girardot ne sont des militants d'un parti politique ; ils ont seulement voulu, par leur participation, affirmer très clairement leur position anti-fasciste. Bernard Fresson, Maurice Garel et les autres ont fait de même. Tous sont venus travailler pour le Chili. Un jour, le peuple chilien le saura.

— Vous n'avez évidemment pas réalisé « Il pleut sur Santiago » à l'intention des Chiliens...

— Les exilés et réfugiés chiliens vont être les seuls Chiliens à voir le film. Chez eux, il suscitera, sans aucun doute, un débat sur la personne et le rôle du camarade Président. Mais je n'ai pas fait le film à leur intention, je l'ai fait à l'adresse de l'opinion mondiale. J'ai essayé de faire un film simple, qui puisse toucher le public le plus large dans le monde entier. Un film qui dise simplement : voilà comment est né le fascisme, voilà ce qu'est le fascisme et son univers répressif. Faire prendre le fascisme en horreur à un maximum de personnes est le seul objectif de mon film.

— Il y a beaucoup de morts dans votre œuvre. Il y a la mort de Salvador Allende et de ses proches collaborateurs. Il y a la mort d'un étudiant qui croyait à la révolution. Il y a la mort d'un ouvrier qui se battait pour la justice sociale. Il y a la mort d'un chanteur supplicié comme Victor Jara au stade Chile. Il y a des morts anonymes. Il y a l'enterrement de Neruda. Malgré cela, le ton n'est pas larmoyant, vous n'abusez pas des émotions. « Il pleut sur Santiago » ce n'est pas, contrairement à ce qu'on pourrait attendre, uniquement du sang et des larmes. C'est surtout des événements et des hommes. Pourquoi ?



Helvio Soto.

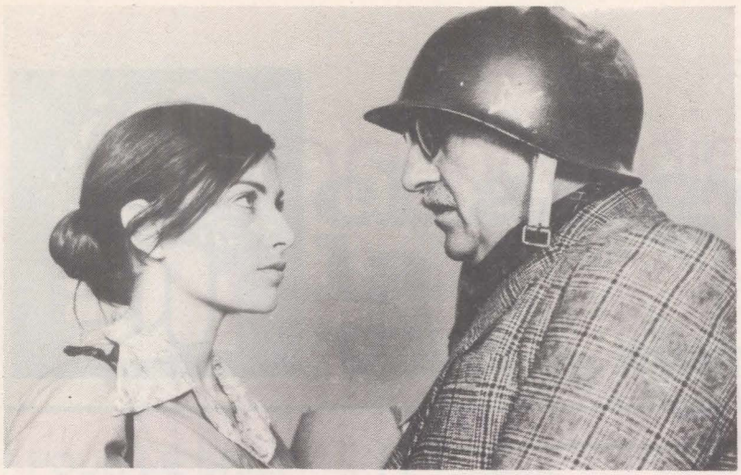
— Je n'ai pas voulu faire, comme dans mes précédents films, œuvre d'analyse politique, mais un film d'information à propos de la politique. Dans ce but, je n'ai tenu à rapporter que des événements précis et vérifiés qui éclairent l'Histoire. Par exemple sur le rôle d'I.t.t. dès le début de l'Unité populaire. Par exemple sur la duplicité du général Pinochet. Tous les personnages du film sont campés sans fioritures : tels qu'ils étaient dans la réalité. Je connaissais bien le Palais de la Moneda. J'ai pu reconstituer les lieux exacts où évoluaient les personnages. Au moment du coup d'Etat, j'étais à Paris où je terminais le montage de « Métamorphose d'un chef de la police politique ». Je suis tout de suite rentré en Amérique latine, en Argentine où je suis arrivé avec la première vague de réfugiés. Certains étaient passés par le stade Chile ; ils m'ont raconté. Il se trouve par ailleurs que le principal conseiller du camarade Allende, le conseiller Olivares, était mon meilleur ami. Je tiens de sa veuve tout ce qui concerne ses derniers instants à la Moneda. Tout mon film est construit ainsi : sur la brutalité des faits.

Je n'avais pas à faire de mélo, à rajouter de musique pour faire pleurnicher. Trop d'émotion peut faire perdre au public le fil de l'information qui lui est donnée. Si l'émotion vient à surgir elle ne doit, dans ce cas, naître que de l'image même qui est un reflet exact de l'événement. Cela me semble suffisant.

— Vous empêcherez difficilement une certaine facilité de langage : on risque d'entendre parler, à propos de votre film, d'un « Z » à la chilienne. Il y a pourtant de grandes différences entre « Il pleut sur Santiago » et le film de Costa Gavras.

— Avant de faire mon film, j'ai réfléchi à « Z ». J'ai fait quelque chose de différent. Je ne dis pas ça contre Costa que j'aime bien ; j'ai d'ailleurs travaillé avec lui quand il est venu tourner « Etat de siège » au Chili. Seulement, l'impression que me laisse « Z » ne me satisfait pas. Les personnages principaux (le juge et le député) y sont montrés comme les seuls acteurs de l'Histoire ; dans « Z », le rôle des masses est oublié. Dans le cas du Chili je ne pouvais pas négliger cette présence des masses. Dans « Il pleut sur Santiago », Maurice Garel campe un personnage d'ouvrier : il s'appelle Jorge, on ne sait pas à quel parti il appartient ; mais il y a des milliers de Jorge au Chili, qui, comme lui, ont contribué aux succès de l'Unité populaire, qui, comme lui, ont vécu sa défaite

→





Helvio Soto: «Faire prendre le fascisme en horreur est le seul objectif de mon film »

→

dans leur chair. Mon personnage d'étudiant est également comme tous les étudiants du Chili : les événements lui arrivent par la radio, il n'est pas aux premières loges comme tous les personnages de « Z ». Et non seulement j'ai tenu à ce que les masses soient toujours présentes mais j'ai aussi montré ce que signifiait leur rôle : mon film ne pouvait pas s'arrêter à la mort d'Allende, il fallait qu'il montre ce qui s'est passé après, il fallait qu'on voie comment les ouvriers se sont battus dans les usines et comment les étudiants ont résisté dans les universités, il fallait qu'on voie comment le peuple a tenu à monter une dernière garde autour de la dépouille de Neruda.

Ce qui ne veut pas dire que j'oublie ou néglige l'importance de ceux qui étaient aux postes de commandes. Jean-Paul Sartre reproche aux historiens soviétiques de raconter l'histoire de la France à l'époque de Napoléon comme si Napoléon lui-même n'y avait joué aucun rôle. Il a raison. Je n'ai pas voulu tomber dans un excès inverse à celui de Costa Gavras. Il m'était impossible de nier l'importance de Salvador Allende. Je n'ai voulu qu'éviter deux erreurs : raconter l'Unité populaire à travers le seul personnage du camarade Président, la raconter à travers le seul mouvement des masses. C'est la convergence entre l'action d'un leader et l'action du peuple qui a fait l'aventure de l'Unité populaire. Je n'ai pas voulu montrer autre chose. Puisque telle fut la réalité.

— Vous accordez dans votre film une large place au rôle de la classe moyenne. Vous montrez les grèves des camionneurs, celles des commerçants et celles des médecins. Ce furent là les premiers coups de trompette donnés par la réaction. Voulez-vous dire que Salvador Allende ne s'en était jamais préoccupé ?

— Les premiers Européens qui ont vu mon film ont été extrêmement surpris ; ils se sont aperçus que l'Amérique latine échappait au schéma facile : quelques très riches et beaucoup de très pauvres ; ils ont découvert l'importance de la classe moyenne. Salvador Allende ne méconnaissait évidemment pas le problème. Il le connaissait si bien qu'il savait que de son attitude dépendait l'avenir du Chili. Il a tant et si bien fait que dans un premier temps les gens de la classe moyenne n'ont pas eu à se plaindre. Car à partir du moment où le pouvoir d'achat de la classe ouvrière a été augmenté, la classe moyenne en a profité ; c'est une évidence économique, tous les commerçants, petits ou gros, restaurateurs ou marchands de bicyclettes, épiciers ou cafetiers, ont fait de meilleures affaires.

— Il n'empêche que c'est la classe moyenne chilienne qui, par ses actes de sabotage, a ouvert la voie au fascisme.

— C'est de ce deuxième temps dont je voulais parler. Allende n'était pas un réfor-

ACTION CULTURELLE : ALERTE NATIONALE

Les menaces sur l'avenir de l'action culturelle qui inquiètent Hubert Dubedout valent pour l'ensemble du pays. Lors de son assemblée générale de juin dernier, l'Association technique pour l'action culturelle, l'Atac (qui regroupe les 124 directeurs des principaux établissements culturels de France) avait décidé de mettre en œuvre des « actions de réflexion, d'information et d'intervention » sur la situation de la culture dans l'hexagone. Le conseil d'administration de l'Atac a traduit ces dispositions en actes : des délégations de l'Atac viennent de faire grand bruit en province, conférences de presse à l'appui.

De quoi s'agit-il ? D'abord d'alerter l'opinion sur un certain nombre de « plaies » : le budget 1976 du secrétariat à la Culture, la mise en place par l'Etat de nouvelles structures de diffusion, la politique des « chartes culturelles », la situation du Jeune Théâtre, la situation particulière de l'action culturelle en direction de l'enfance et de la jeunesse. « Nous intervenons aussi, dit Louis Cousseau, directeur de l'Atac, pour dire qu'il serait temps de mettre en place des échanges fructueux entre les différents établissements d'une même région, temps de dépasser la mise en commun des difficultés pour aboutir à la mise en commun d'offensives concertées. Il n'est pas possible, par exemple, que les actions des établissements du Nord (de Lille, Roubaix, Tourcoing, Douai et Amiens) ne se soient pas coordonnées. Car, au-delà de la disparité, un discours commun et un regroupement dans l'action sont nécessaires pour renforcer des acquis encore fragiles, pour répondre aux besoins réels et spécifiques d'une région. Aider à ce regroupement est un des buts de nos interventions en province. » Pas le seul : à Metz le 15 octobre, à Nancy le 16, à Colmar le 29, à Lyon les 3 et 4 novembre, les délégations de l'Atac se sont aussi attachées à prévenir les autorités locales et régionales du détail des temps sombres qui s'annoncent pour la culture. Après ces interventions, l'ensemble des difficultés et inquiétudes a été systématiquement répercuté sur l'opinion par le biais d'une conférence de presse tenue devant les journalistes locaux. Les préfets de région et les élus responsables de la culture — au niveau départemental et régional — ont été informés par les délégués de l'Atac : ils ne pourront plus dire qu'ils ne connaissent pas les problèmes ! Agiront-ils pour autant ? L'opinion jugera de leur attitude.

L'Atac n'entend pas en rester là. Après la Lorraine, l'Alsace et la région Rhône-Alpes, l'Atac sera à Marseille le 9 décembre et à Caen le 16 décembre. Par ailleurs, sur le plan national, les rapporteurs des commissions culturelles de l'Assemblée nationale et du Sénat, les responsables du cabinet de Michel Guy, des collaborateurs du secrétaire d'Etat à l'Information et du Premier ministre ont reçu la visite de l'Atac. Un rendez-vous a été demandé au président de la République. Le premier des Français ne doit-il pas lui aussi être « alerté » ? Va-t-il se contenter de promesses ? Il écrivait déjà, le 1er mai 1974, dans une lettre au directeur de l'Atac : « Je souhaite qu'il y ait, dans le prochain gouvernement, un grand ministre de la Culture ». Où est le grand homme promis ? Et la grande politique qui, nécessairement, en découlerait ?

J.-P. L.



Jean-Louis Trintignant.



Laurent Terzieff et Ingrid Thulin.



Annie Girardot.

miste. Les premières mesures prises favorisaient peut-être la classe moyenne mais le Président avait annoncé la couleur : il voulait changer le système de l'éducation publique pour que cesse toute discrimination entre les enfants des riches et les enfants des pauvres ; il avait clairement dit : « Il y aura désormais un seul type d'éducation, le même pour tous ». Imaginez la réaction d'un cafetier à Santiago, il était peut-être analphabète, mais il n'avait qu'un rêve : que son fils aille dans une de ces écoles privées d'où sortaient jusqu'alors ceux qui accaparaient les postes importants du pays. Même si l'Unité populaire avait permis au cafetier de multiplier son chiffre d'affaires par 10, il ne pouvait pas pardonner cela aux « marxistes » : enlever à son fils tout espoir de faire partie un jour de la « haute », du gratin, bref, des privilégiés. Ainsi s'explique la trahison de la classe moyenne : le système social qui se profilait à l'horizon ne lui réservait aucune place au soleil de la promotion sociale, aucun strapontin dans l'ombre du pouvoir.

— Mais on ne peut pas expliquer la mort de l'Unité populaire uniquement par le rôle de la classe moyenne. Il est difficile d'oublier le rôle de l'armée.

— Par rapport à l'armée, c'est comme par rapport aux élections : Salvador Allende, par le poids de sa réussite, a beaucoup influé sur nos analyses. Revenons un peu en arrière. J'ai voté pour la première fois pour Allende en 1952. Mais en 1964 je faisais partie de cette génération (nous avions 30 ans) qui disait à Allende : nous ne gagnerons jamais le pouvoir par les élections, la preuve vous en a été infligée à Cuba, en Indochine, en Algérie, etc. Nous pensions : Allende n'est qu'un vieux politicien de Front Populaire et sa tactique électoraliste est dépassée. Mettez-vous à notre place quand un certain soir de 1970 ce même monsieur nous a jeté un regard très malicieux et très fraternel qui signifiait simplement : « Vous voyez bien petits camarades impatients, nous venons de gagner ! » C'est lui qui avait raison. Son expérience personnelle lui donnait raison. Comment ne pas le suivre ? Nous l'avons suivi.

Nous l'avons également suivi à propos de l'armée. Pour nous il était impossible qu'un Président marxiste s'attache la fidélité d'un général de l'Armée chilienne. Le jour où Allende s'est attaché le général Prats il a convaincu qu'un travail était possible à l'intérieur de l'armée. De toute l'armée ? Sûrement pas et c'était bien là la question. Dans mon film de 1968, « Salpêtre sanglant », je disais justement cela : l'armée chilienne est une armée qui a toujours été au service des possédants et de l'impérialisme, qui a toujours été le dernier recours de la bourgeoisie. J'interrogeais : que ferait l'armée en cas de victoire des forces de gauche ? Incontestablement Salvador Allende n'a pas eu longtemps d'illusions sur le légalisme de l'armée chilienne. Mais comment aurait-il pu débusquer tous les fascistes en puissance qui s'y trouvaient ? Salvador Allende a tant et si bien flairé le danger qu'il s'apprêtait à faire appel au peuple par voie de plébiscite. Il devait l'annoncer le jour où a eu lieu le putsch ! Ce n'est pas un hasard puisque Pinochet était dans la confidence. Et s'il est vrai que personne n'avait une confiance extrême en Pinochet, personne n'avait pu jusqu'alors fournir au Président des éléments suffisamment probants qui permettaient de dire : c'est un ennemi.

Certains s'interrogeront : et si Pinochet avait été démasqué à temps ? Ce n'était pas un problème d'homme. C'était un problème de rapport de forces. A plusieurs reprises on a pu dire au camarade Président : « Tel colonel, tel capitaine et tel général sont des putschistes, ils vont sûrement tenter quelque chose ; il faut réagir tout de suite ». A chaque fois, la réponse d'Allende fut tragique dans sa lucidité : « Réagir ? Mais avec quoi ? Mais avec qui ? » Car le Président s'en était très rapidement rendu compte : les chefs de l'armée chilienne, à quelques exceptions près, n'étaient légalistes qu'en apparence et si l'occasion se présentait...

— Certains ont reproché au Président Allende de n'avoir prévu qu'un plébiscite, de n'avoir pas armé le peuple...

— Je suis d'accord avec Régis Debray : armer le peuple aurait été une folie. A la moindre tentative de ce genre l'armée aurait réagi. Armer le peuple, c'était donner le meilleur des prétextes aux putschistes. Salvador Allende n'avait trompé personne sur ce point : le gouvernement de l'Unité populaire n'était qu'un gouvernement de transition vers le socialisme, il n'était pas un gouvernement révolutionnaire. Pour lui, il était impossible de griller les étapes, de devenir révolutionnaire par décret et de distribuer aussitôt les fusils, les canons et les chars au peuple. D'ailleurs peut-on croire sérieusement que Pinochet et ses acolytes dans l'armée auraient laissé faire ?

— Vous avez eu en mars 1973 une discussion très dure avec le président Allende. Que s'était-il passé ?

— C'était à propos du film que j'étais en train de terminer et que j'avais surtout tourné la nuit (car le jour j'étais directeur de la télévision). C'était à propos de « Métamorphose d'un chef de la police politique » que j'allais venir monter à Paris. Certains avaient cru devoir prévenir le camarade Président : « Attention à votre directeur de la télévision, il prépare une opération contre vous ! » J'étais donc allé m'expliquer avec Salvador Allende. Au début, je me suis fait engueuler. Puis il m'a écouté car c'était un homme sincère et ouvert qui avait toujours dit (et il le mettait en pratique) que chaque militant avait le droit de prendre la parole pour participer au débat idéologique à l'intérieur de la gauche. Je me suis donc expliqué. Mon film disait simplement : nous sommes en train de tout perdre parce que nous n'avons pas réglé le problème essentiel de l'unité, parce que, sous prétexte de chasser des bandits dans un bidonville, sont organisées des rafles dont le vrai but est d'arrêter des camarades de l'extrême-gauche ; nous sommes en train de tout perdre parce que certains se trompent d'ennemis... J'ai précisé au camarade Président que mon film n'aurait d'autre ton que celui d'une contribution critique au combat de l'Unité populaire. En mettant fin à l'entrevue, Salvador Allende m'a dit : « Bon, il faut sortir ce film. Et nous en discuterons tous ». Comme vous le savez, nous n'avons pas pu en discuter.

— Vous êtes un cinéaste chilien en exil. Votre arme c'est votre caméra. Qu'allez-vous faire après « Il pleut sur Santiago » ?

— Je prépare un film sur le Che. Mais plutôt qu'un film sur Guevara même, ce sera finalement l'aventure du Tiers monde dans la décade prodigieuse des années 1960. La victoire de l'Unité populaire chilienne n'est, en fait, que le résultat de toutes ses luttes menées par Ben Barka, Ben Bella, Lumumba et tant d'autres. A les côtoyer, Guevara avait appris beaucoup de choses pour l'Amérique du Sud. Il faut repartir de là où s'était arrêtée la réflexion de Guevara. Ce peut être d'une grande utilité pour la résistance chilienne et pour tous les peuples latino-américains. Là encore, je veux faire une œuvre unitaire et à ceux qui voudraient prétendre qu'en parlant du Che je vais diviser, je ne répondrai que par des faits. Savez-vous qui a récupéré les survivants de la guerilla de Guevara en Bolivie ? Savez-vous qui a pris l'avion avec eux pour les ramener à Cuba ? Cet homme-là, ce frère solidaire s'appelait Salvador Allende.

Propos recueillis par
JEAN-PAUL LIEGEOIS

LES SANS-ESPOIRS

Le 1er août 1944, à 5 heures de l'après-midi, les habitants de Varsovie se révoltèrent contre les occupants allemands et s'emparèrent de la quasi-totalité de la ville et des faubourgs. Le 2 octobre suivant, le colonel Iraneck-Osmecki rencontre le général SS Von den Bach-Zelewski pour négocier la capitulation des insurgés. Entre ces deux dates, la ville avait été complètement détruite et 200 000 hommes, femmes et enfants tués pendant les combats.

L'insurrection de Varsovie est un des faits les plus controversés de la Deuxième Guerre mondiale. Elle fut l'œuvre de la Résistance polonaise dépendant du gouvernement de Londres, c'est-à-dire de l'équipe qui continuait en exil à représenter le pouvoir effondré en 1939 sous les coups de la première offensive-éclair allemande et, ensuite, sous ceux de l'armée soviétique qui, en application de certaines clauses du pacte germano-soviétique, peut s'emparer de la moitié de la Pologne vaincue. Elle ne reçut aucun secours des grands alliés et l'armée soviétique, aux portes de la capitale polonaise, n'intervint pas dans le combat, laissant la contre-offensive nazie se poursuivre jusqu'à la capitulation des insurgés.

Les faits, brièvement résumés, laissent imaginer quelles passions peut encore soulever cette page atroce et glorieuse de la vie du peuple polonais. La Pologne actuelle, bien qu'elle ait réhabilité la mémoire des chefs de l'insurrection et que certains d'entre eux vivent encore à Varsovie, aborde la question avec prudence. L'Histoire soviétique n'est pas tendre pour les insurgés, mais a une explication technique pour justifier la passivité de l'Armée rouge. En Occident, les uns en ont fait une arme de propagande antisoviétique, les autres ont essayé de comprendre.

Parmi ces derniers, Jean-Francois Steiner, l'auteur d'un « Treblinka » qui avait fait du bruit en 1966. Le narrateur de la plus grande révolte juive à l'intérieur d'un camp de concentration n'a pas choisi cette fois le récit. Il ne raconte pas la révolte de Varsovie : il tente seulement d'expliquer ce qui s'est passé avant le début de l'insurrection pour essayer de comprendre le pourquoi et le comment de l'événement. Ce n'est pas, comme l'auteur le précise d'ailleurs, l'œuvre d'un historien, mais le recueil d'un certain nombre de témoignages, découpés et classés selon un ordre tantôt logique, tantôt chronologique. Presque une enquête policière, au bout de quoi un coupable devrait être découvert. Or l'enquête tourne court : l'insurrection commence et nous ne sommes pas sûrs de savoir qui porte finalement la responsabilité de la décision.

Des hommes ? Sans doute. Il a bien fallu cet ordre. En faisant le compte à rebours, au contraire du déroulement du livre, le lecteur s'aperçoit que Jean-François Steiner n'a pas trouvé de témoin vivant ayant assisté à la réunion au cours de laquelle, au milieu de l'après-midi du 31 juillet, le général Bor a décidé le combat pour le lendemain. Un général qui apparaît avoir eu une personnalité hésitante, assez falote et peu à l'image de l'héroïsme assez grandiloquent qui lui fut accordé. Or, le matin du 31, en réunion plénière de l'état-major, la majorité avait été claire : pas d'insurrection dans l'immédiat, compte tenu et de la préparation d'une contre-offensive allemande menée par plusieurs divisions blindées et du piétinement de l'offensive soviétique, tant devant Varsovie qu'au sud de la capitale.

Double pression

Il semble que dans l'après-midi, l'officier polonais responsable de la place de Varsovie, le colonel Monter, ait apporté, volontairement ou non, une fausse nouvelle, l'entrée des chars russes dans le faubourg de Prana, situé sur la rive orientale de la Vistule. Sans vérification, les présents à cette seconde réunion auraient alors lancé l'ordre décisif. Et c'est ainsi que nous commençons, parce que nous avons déjà remonté dans le temps, à comprendre la logique de cette décision.

De tous les témoignages recueillis par Jean-François Steiner, tant en Pologne qu'en Angleterre — de nombreux Polonais s'y sont installés définitivement — ressort en effet une évidence, qu'il ne juge pas et que nous aurions beaucoup de peine à juger : pour la majorité des dirigeants de l'insurrection de 1944, les Soviétiques étaient aussi des ennemis. Pourquoi ? Parce qu'ils avaient participé à l'anéantissement de la Pologne en 1939. Parce qu'ils étaient responsables du massacre de plusieurs milliers de prisonniers polonais à Katyn. Parce qu'ils avaient rompu les relations diplomatiques avec le gouvernement de Londres et qu'ils exigeaient de conserver tous les territoires occupés en 1939. Parce qu'ils désarmaient et parfois combattaient les soldats de la Résistance dans les zones déjà libérées par eux. Parce qu'ils avaient créé un gouvernement à eux à partir d'un comité de libération créé en Union soviétique. Et parce qu'ils étaient les Russes, c'est-à-dire des ennemis séculaires qui avaient opprimé la Pologne autant que l'avaient fait les Allemands.

Ces hommes continuaient ainsi la politique poursuivie entre les deux guerres par Pilsudski et



ses successeurs : combat sur les deux fronts et recherche d'alliances occidentales. Politique traditionnelle pour la Pologne, soumise à la double pression germanique et russe. L'Histoire était là pour dire qu'effectivement les ennemis étaient aux frontières et rien, dans l'attitude de Berlin et de Moscou, n'avait pu les inciter depuis 1939 à changer d'avis. Certains d'entre eux, déjà convaincus de la défaite allemande, attendaient la troisième guerre mondiale, entre l'Est et l'Ouest. Curieusement, ceux-ci se retrouvèrent sur des positions contradictoires en face du projet d'insurrection, les uns l'approuvant comme le moyen d'alerter les Occidentaux en faisant la preuve de la duplicité soviétique, les autres la condamnant parce qu'ils voulaient conserver toute la force militaire reconstituée en Pologne en vue de sa participation au troisième conflit mondial.

Tout, à l'évidence, tourne autour de la question du comportement en face des Soviétiques. N'imaginons cependant pas l'ensemble des dirigeants de l'armée clandestine polonaise décidés à en découdre avec Staline. Plusieurs d'entre eux, sans porter l'U.r.s.s. dans leur cœur, estimaient que la politique d'entre-deux guerres avait fait faillite et qu'un accord était indispensable avec les Soviétiques, qu'il fallait bien vivre avec eux et qu'en tout cas il valait mieux vivre avec eux qu'avec les nazis. Ils s'opposèrent tous à l'insurrection, qu'ils jugèrent absurde pour des raisons politiques et militaires.

Pierre par pierre

Alors intervient un autre ressort psychologique. Sans arrêt, les témoins avancent l'idée de l'honneur et la condamnation de la lâcheté. La moindre réserve devant l'éventualité du combat est un manque de courage et une sorte de trahison à l'égard de la loyauté et de la droiture militaires. Ce sont les Saint-Cyriens chargeant les mitrailleuses allemandes en gants blancs, la brigade légère s'engouffrant dans la tranchée de Baklane, les cuirassiers de Marguerite tentant de dégager Sedan... Ce sont tous les actes d'héroïsme les plus insensés qui fleurissent dans les livres d'histoire à l'usage des petits enfants lorsqu'il y a une terre à conquérir, un ennemi à détruire ou des intérêts à défendre. Et beaucoup de témoignages font naître la statue de la tradition polonaise, le témoignage par le geste désespéré, la démonstration de l'existence par la mort purificatrice, l'affirmation de l'idée par la destruction des corps. Il faut combattre, y compris sans espoir de vaincre, parce que le fracas de la bataille et le cri des victimes porteront aux quatre coins du monde la parole d'un peuple à qui le monde a, précisément, sans cesse refusé le droit de parler. Les chrétiens abattaient publiquement les idoles devant les soldats de César pour obtenir un martyr qui, à la fois, leur ouvrait la porte du Ciel et ouvrait les yeux de ceux que la grâce n'avait pas encore touchés. Des Polonais ont imaginé que le martyr de Varsovie détruite serait une aussi éclatante preuve de la supériorité d'un idéal sur les gros bataillons.

Ne jugeons pas plus que ne veut le faire l'auteur, encore qu'il ne puisse — et comme on le comprend — cacher ni son agacement devant certaines attitudes mêlant l'héroïsme à la légende, ni son amertume devant le comportement ultra réaliste de Staline. Il reste que l'insurrection de Varsovie a été un geste sans utilité politique ou militaire et qu'elle n'aurait d'ailleurs pas eu de meilleurs résultats si, sur le terrain, les insurgés avaient conservé leurs positions acquises jusqu'à l'offensive de janvier de l'Armée rouge. Car le sort de la Pologne était déjà décidé par les trois grands alliés.

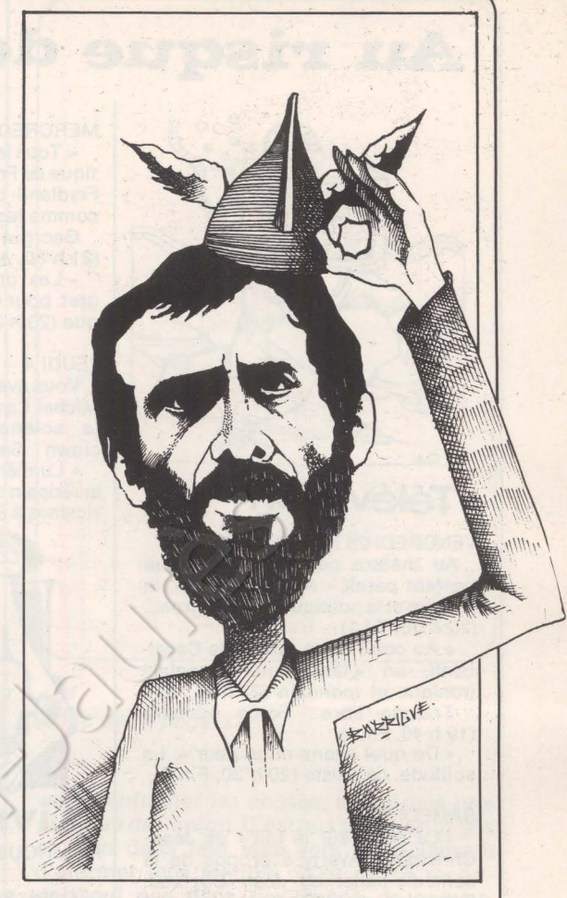
Et puis, il y avait le peuple polonais, le peuple de Varsovie. Lui voulait, en tout cas, l'insurrection, le spectacle de l'armée nazie vaincue l'avait survolté. La radio soviétique — preuve sans doute du machiavélisme de Staline — lançait des appels au soulèvement, que reprenaient les communistes polonais et leurs compagnons de route. Il y eut aussi dans la décision de se battre le souci de ne pas se laisser prendre de vitesse par les partisans de l'alliance soviétique, qui dénonçaient déjà la passivité de la Résistance. Pouvait-on résister à ce que certains témoins, défavorables à l'insurrection, qualifient de provocation calculée ?

La Pologne est devenue communiste. L'U.r.s.s. a gardé les territoires acquis en 1939, qui, d'ailleurs, étaient bien peuplés par des Ukrainiens, des Biélorussiens et des Lituaniens. Le nouveau pouvoir a dû consacrer beaucoup de temps, d'argent et de sueur à reconstruire Varsovie, la capitale la plus détruite d'Europe. Et parce que la Pologne est éternelle, cette reconstruction s'est faite pierre par pierre, reconstruction étant ainsi synonyme de reconstitution. Après tout, certains penseront que ce geste est aussi absurde.

GEORGES FRAMERIES

Jean-François Steiner : « Varsovie 44 » Flammarion.

Nos ancêtres les gaulois



Claude Marti raconte : « Un de mes amis, lors de sa première année d'enseignement dans les Corbières, il y a de cela sept ou huit ans, ne sachant trop quoi faire, avait avisé un livre de classe et avait commencé : « Nos ancêtres les Gaulois ». Le lendemain, un de ses élèves arrive tout excité : « Monsieur ! J'ai vu des Gaulois ! » Lui, tout de même étonné : « Mais comment... voyons, où ça ? » Le gosse : « Oui, oui ! Ils sont venus chez moi à midi. Ils ont frappé et ils ont demandé si on n'avait pas des chaises à rempailler ! » Il s'agissait, en fait, de manouches... » Et Marti d'ajouter qu'on a également fait apprendre de telles sornettes aux enfants de Tombouctou.

Marti raconte cette anecdote dans son livre « Homme d'oc », publié chez Stock. Un livre qui n'a justement rien d'anecdotique. Il y narre l'aventure d'un homme — la sienne — à qui on avait volé son identité et qui a mis des années à réaliser : « Je suis Occitan, avant tout Occitan. » Il y explique comment il a peu à peu maîtrisé sa vie en découvrant les richesses de « la langue interdite » et l'Histoire de « son peuple » : parler et écrire. Lui, il chante habituellement. Pour une fois, il fait un livre. C'est autre chose. C'est parfaitement réussi. Grâce à Marti, on comprend mieux la revendication : « Je veux être Occitan. » On comprend que, contrairement aux prétentions impérieuses du centralisme autoritaire, il n'est peut-être pas « bon bec que de Paris. » On découvre certains événements escamotés, comme la Commune de Narbonne ou les luttes séculaires des vignerons. On suit les expériences de Marti instituteur — il mène cette profession de front avec ses activités de chanteur — faisant découvrir le langage occitan à ses élèves.

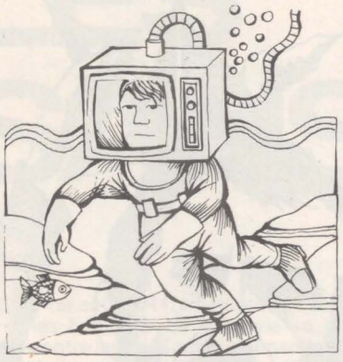
On apprend aussi comment certaines erreurs ont commencé. C'était le 27 janvier 1794 ; un certain Barrère propose à l'Assemblée nationale : « Révolutionnons la langue. Le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton, l'émigration et la haine de la République parlent allemand, la contre-révolution parle italien, le fanatisme parle basque » ; Marti commente : « A la suite de quoi on proclame ouverte la chasse aux langues minoritaires. Ce Barrère aurait dû pourtant savoir que c'est dans les provinces de langues allemandes que se sont propagées le plus massivement les idées de la Révolution française. »

Grâce à Marti, on réfléchit à la situation linguistique de la France en 1896 : à l'époque, sur 39 millions d'habitants, 25 millions parlaient une langue étrangère (breton, occitan, basque, catalan, corse, etc.) ; restaient 14 millions dont il faut retrancher ceux qui parlaient encore d'authentiques patois (picard, champenois, etc.) ; si l'on ôte aussi les illettrés et ceux qui parlaient argot dans les quartiers populaires des villes, la question de Marti devient singulièrement troublante : « Mais qui donc parlait le français, le vrai, en 1896 ? » D'autres interrogations s'ensuivent : pourquoi avoir imposé le français à tout prix, au détriment de la richesse des langues diversifiées ? Qui donc avait intérêt à culpabiliser les écoliers, s'ils ne parlaient pas la « langue noble » ? Et « défense de cracher par terre et de parler breton », ça vous dit quelque chose ?

Il est temps de s'interroger sur cet assassinat culturel. Incontestablement, le livre de Marti joue un rôle d'initiation. D'introduction à une Histoire qu'on nous avait cachée.

J-P. L.

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 28 NOVEMBRE

Au théâtre ce soir : « Lorsque l'enfant paraît » André Roussin, la natalité et la politique. Un peu gros... (20 h 30, T.f.1)

« Au cœur de la nuit », de Cavalcanti, un « fantastique » anglais ironique et mondain (22 h 35, A2).

Tribune libre : Force ouvrière (19 h 40, F.r.3).

« De quoi avons-nous peur ». La solitude, ça existe (20 h 30, F.r. 3).

SAMEDI 29

« Le bœuf sur le toit » de Jean-Christophe Averty à propos de la comédie-ballet de Jean Cocteau. Evocation du célèbre cabaret des années folles sur une musique de Darius Milhaud. (20 h 30, F.r. 3).

DIMANCHE 30

« Le petit rapporteur », de Jacques Martin. Pour se « décrasser » après une semaine d'informations télévisées. (T. f. 1, 13 h 20).

« Echappement libre » film de Jean Becker avec Jean Seberg et Jean-Paul Belmondo. Un policier pour sourire. (20 h 30, T.f. 1).

Recherche d'un homme, première partie d'une série de Hubert Knapp et Jean-Claude Bringuier, consacrée au sociologue Edgar Morin (22 h 10, T.f. 1).

Monsieur cinéma : Jeu-prétexte à promouvoir le cinéma, de Pierre Tchernia (14 h 5, A 2).

LUNDI 1er DECEMBRE

« La chaîne » film américain de Stanley Kramer. Il y a quinze ans, ce film fut le symbole de la lutte pour l'intégration raciale. (20 h 30, T.f. 1).

Alain Decaux raconte l'affaire Petiot (21 h 45, A 2).

MERCREDI 3

« Tous les jours de la vie », dramatique de Françoise Verny et Maurice Frydland. Le cancer est une maladie comme les autres. (20 h 30, T.f. 1)

Georges Marchais à C'est-à-dire (21 h 30, A 2).

« Les orgueilleux » d'Yves Allégret, pour Gérard Philipe et le Mexique (20 h 30, F.r. 3).

JEUDI 4

Vous avez dit bizarre, émission de Michel Lancelot. Après l'horreur et la science-fiction, un sinistre clown : Salvador Dali. (22 h 40, A 2).

« Lumière sur la piazza », film américain de Guy Green. Deux américaines à Florence. (20 h 30, F.r. 3).



Livres

POLITIQUE

*** Jiri Pelikan : S'ils me tuent (Grasset).**

L'histoire de 35 années de militantisme aux quatre coins du monde, puis au service du Printemps de Prague, par un témoin-acteur qui, bien qu'exilé aujourd'hui, continue à prendre part au grand débat sur le socialisme.

*** L'Ecole nationale d'administration (Imprimerie nationale).**

Avant de se retirer de la direction de l'Ena, Pierre Racine a préparé cette monographie, complétée d'intéressantes annexes. Quoi qu'on puisse penser des qualités et des défauts de l'Ena (voir le n° 177 de « l'Unité »), ce document très complet servira désormais de référence.

*** Claude Gault : Poings d'exclamation (Editions Témoignage chrétien, 49, rue du faubourg Poissonnière, Paris 9e).**

« Un livre de lutte » : c'est l'intention principale revendiquée par notre confrère — en référence à un mot de François Mitterrand — pour cette édition rassemblant ses « blocnotes de Monsieur T.c. » parus de 1971 à 1975. C'est vivant, caustique et tonique à souhait.

*** Serge Mallet : Le pouvoir ouvrier (Denoël-Gonthier).**

Voici réunis des textes qui s'échelonnent de 1963 à 1971. L'auteur y étudie le rôle respectif des partis et des syndicats, les rapports du socialisme avec la technocratie, la bureaucratie dans les pays socialistes, etc. Un stupide accident de voiture a malheureusement interrompu ses réflexions en 1973.

*** J.M. Albertini et J.J. Lambert : Le circuit de l'économie nationale ; A. Viau et J.M. Albertini : L'inflation ; J. Adenot et J.M. Albertini : La monnaie et les banques (les 3 volumes co-édités par les Editions ouvrières et les Editions du Seuil).**

Une série d'ouvrages simples et précis qui constituent une bonne initiation à l'économie.

*** Emile Chanel : Pédagogie et éducateurs socialistes (Editions du Centurion).**

Les hommes, les idées et les réalisations qui ont tiré l'école sur le chemin du socialisme.

*** Serge Grafteaux : Le marbre et la plume (Editions Tema).**

Le conflit du « Parisien libéré ». L'auteur sait de quoi il parle : il a quitté ce journal en juin 1975, après y avoir travaillé 12 ans.

*** Soljenitsyne : Lénine à Zurich (Editions du Seuil).**

L'auteur, qui a décidément le sens des affaires, a compilé un chapitre d'« Août Quatorze » avec des chapitres à paraître dans d'autres ouvrages. Ah ! Si Balzac avait eu l'idée de vendre ainsi plusieurs fois ses œuvres...

*** Daniel Bouvet : L'usine de la peur (Stock).**

Des ouvriers de chez Citroën racontent leur vie de militants syndicalistes.

*** Ramon Chao : Après Franco (Stock).**

Le kaléidoscope des forces politiques en présence aujourd'hui en Espagne : la monarchie, la droite « civilisée », les oppositions.

*** Jean Chaumeil : Venise Gosnat (Editions Sociales).**

Un militant syndical, né dans un milieu chrétien, devient communiste. C'est une page de l'Histoire de la classe ouvrière française.

*** Trevor Beeson : Prudence et courage (Editions du Seuil).**

La situation religieuse en URSS et en Europe de l'Est.

*** Jean Rabaut : L'antimilitarisme en France ; 1810-1975 (Hachette).**

Des faits et des documents ; peu de commentaires. N'y a-t-il pas confusion ? S'élever contre une guerre injuste, est-ce être antimilitariste ?

*** Les Amis de la Terre : L'escroquerie nucléaire (Stock).**

Un livre à verser au dossier que le Parti socialiste souhaite voir déboucher sur un débat national.

*** Gitta Sereny : Au fond des ténèbres (Denoël).**

L'auteur a longuement interviewé Franz Stangl, ancien commandant du camp d'extermination de Treblinka. Elle a cherché à dépister « l'engrenage de la mort » : de l'euthanasie à l'assassinat de masse. Ce phénomène n'étant pas l'apanage des seuls nazis.

SOCIETE

*** Isabelle Journet-Durca et Paulette Aulibé-Istin : La femme et ses nouveaux droits (Albin-Michel).**

Le divorce selon la loi nouvelle, les récentes dispositions sur l'avortement et la contraception, les droits de la mère, etc.

*** Odette Thibault : La maîtrise de la mort (Editions universitaires).**

Les groupes sociaux revendiquent souvent le « savoir-vivre », le « pouvoir-vivre ». Mais le « savoir-mourir » ?

*** Annie Christine Bruère-Dewson : La santé et vous (Seghers-Laffont).**

Un guide pratique qui répond à la question : vous êtes malade, que faire ?

CINEMA

***Henri Lassa : De l'autre côté de l'écran (Denoël).**

Même si l'on n'est pas d'accord sur tout, reconnaissons-le : l'analyse de ce professionnel sur la crise du cinéma est lucide — et présentée avec une très grande clarté.

*** « Positif », numéro d'octobre.**

Au sommaire, une enquête sur les cinémathèques et un ensemble sur Angelopoulos (l'auteur du « Voyage des comédiens ») et le cinéma grec.

*** Téléciné, numéro de septembre-octobre.**

Un « spécial Godard » à propos de « Numéro deux ».

*** Dominique Fernandez : Eisenstein (Grasset).**

Une biographie qui se révèle n'être pas seulement linéaire. La psychologie de la création et l'évolution de l'œuvre servent également à révéler l'homme et ses contradictions : l'échec intime et la réussite créatrice.

L'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes
(Paris 9e) - Tél. 878.40.73

Administration : 41 Bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Robert Butheau, Benoît Colombier, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

VOUS AVEZ BESOIN CHAQUE SEMAINE DE

L'unité

Pour être assuré de l'avoir régulièrement, abonnez-vous en profitant de notre offre exceptionnelle : en souscrivant un abonnement avant le 30 novembre vous bénéficierez d'une réduction de 10 F sur le tarif normal (l'abonnement à « l'Unité » est la seule chose qui baisse en France). En outre, vous recevrez en cadeau un livre original que nous avons choisi pour vous : un recueil de 100 dessins de 10 dessinateurs politiques parmi lesquels vous retrouverez ceux que vous appréciez chaque semaine dans notre journal. (La même offre est valable pour un réabonnement arrivé à échéance, ou si, étant déjà abonné, vous voulez abonner l'un de vos amis.)

Il vous suffit de remplir le bulletin ci-dessous et de nous le retourner avec un chèque.

MAIS N'ATTENDEZ PAS. VOUS N'AVEZ PLUS QUE QUELQUE JOURS POUR PROFITER DE NOTRE OFFRE.

BULLETIN D'ABONNEMENT - CADEAU
A RETOURNER
41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement-cadeau à l'UNITE :

— pour six mois (60 F au lieu de 70 F) ☐
— pour un an (110 F au lieu de 120 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

L'EUROPE DES TRAVAILLEURS

(suite de la page 32)

vaient entraîner les choses, serait déjà une pratique de l'union. C'est aux partis engagés chacun dans leur voie vers le socialisme d'affirmer leur identité. S'ils ne se reconnaissent pas dans des lignes de convergence, il n'y aura ni Europe socialiste ni, sachons-le bien, d'Europe.

Nous nous reconnaissons, nous socialistes français, autour de quelques principes dont nous savons qu'ils ne nous concernent pas seuls. Principes liés à la maîtrise de l'économie : elle passe par les nationalisations. la planification, le pouvoir des travailleurs. Principes liés à la société à construire : statut du travailleur le plus favorisé ; mise en commun de ce patrimoine collectif que constituent la nature, les ressources rares, les techniques de pointe ; démocratie des besoins, qui conduit à déplacer la frontière de l'économie marchande et à faire du service collectif l'instrument de l'égalité. Principes liés à l'exercice du pouvoir, selon la voie du socialisme qui est la nôtre : libertés enracinées dans le projet socialiste, conditions d'une conquête démocratique du pouvoir qui incluent le pluralisme des partis et l'alternance. Principes liés enfin à la vocation pacifiste du mouvement ouvrier, qu'il s'agit de renouveler : indépendance et défense s'entendent non seulement du territoire national, mais aussi du socialisme. Pacifisme n'est pas passivité ; de même que l'agression peut être économique, la paix est aussi économique. Toute expérience socialiste doit trouver sa marge de manœuvre dans un environnement capitaliste ; elle ne se bâtira pas non plus sans rapports stables avec le Tiers-Monde. Il y a enfin un poids à donner aux droits de l'homme qui doit engager en commun les forces de gauche.

Il y a donc de quoi parler entre partis de gauche en Europe. Avec qui ? On retrouve la tactique, mais n'y perdons point trop de temps. La gauche en Europe a compris qu'il ne lui fallait pas chercher un modèle de socialisme : elle peut faire mieux encore si les voies choisies savent converger.

NICOLE QUESTIAUX

L'EUROPE DES TRAVAILLEURS

PAR NICOLE QUESTIAUX

Question posée : l'union européenne. Réponse donnée : l'Europe des travailleurs.

Cette Europe-là n'est pas simple concession de langage. La formule a été mûrement pesée, elle signifie une Europe en rupture avec le mode de vie capitaliste. Elle n'est surtout pas statique ; il s'agit d'une Europe en marche vers le socialisme.

« L'Unité » vient d'ouvrir ses colonnes aux partis socialistes et communistes d'Europe du Sud ; Parti communiste français et Parti communiste italien ont signé une importante déclaration commune. De l'union européenne, il n'est pas question, mais de l'Europe des travailleurs, inévitablement. L'Europe est ainsi pour les partis de gauche un terrain de lutte parmi d'autres, parce que s'y développe une stratégie et que la tactique ne peut être absente du débat.

Si nous tentons une forme de bilan, il laissera de côté la tactique. Encore faut-il souligner qu'elle n'est pas innocente. Il n'y a pas de raison pour que la réouverture du débat sur les institutions, saluée en France par les nostalgiques de la troisième force, nous soit favorable. De même qu'a toujours conduit à l'impasse la recherche entre partis du plus petit commun dénominateur de socialisme. Négocier l'Europe n'est pas une fin en soi: la joute européenne à ses champions qui ne demandent qu'à entrer en lice. Or de même que l'unité de la gauche est une novation politique dans le monde occidental, celle qui perturbe et qui dérange les vieux clivages, elle ne pourra sans doute trouver sa dimension européenne que dans un cadre neuf. D'où l'importance des recherches entreprises, de part et d'autre, entre partis socialistes et communistes d'Europe du Sud.

Il s'agit de dégager chez les forces de gauche une position à l'égard de leurs partenaires en Europe, qui s'enracine bien dans leur projet intérieur. C'est en cela que la stratégie développée de ce côté-là est nouvelle.

A Bagnolet, dans celle qu'a adoptée le Parti socialiste français, prenait place l'idée d'un programme de lutte en Europe, commun aux forces de gauche. Elle n'a pas connu les développements qu'elle méritait ; elle mûrit cependant.

Loin de nous la pensée de rechercher artificiellement des points d'accord. Mais reconnaissons dans l'ensemble des déclarations récentes, lorsque aujourd'hui un parti de gauche en Europe occidentale s'adresse au monde extérieur, que ce soit pour faire partager sa démarche, ou seulement pour la faire comprendre, un fonds commun de préoccupations.

La première, qui est primordiale, est de parler au nom des forces susceptibles dans son pays de porter le socialisme au pouvoir. Les contours de ces forces, autour de la classe ouvrière et du groupe croissant des salariés, les distinctions qu'impose le niveau de développement de l'apport historique et culturel sont chaque fois pris en compte, au nom de l'unité et pour déterminer une voie propre à chacun de ces pays. On ne saurait s'attendre à ce que ces forces ou cette voie, les alliances qui en résultent soient dès à présent identiques. Mais la similitude de la démarche est frappante. Or c'est ce pas qui, posant le socialisme comme une création nationale, a fait entrevoir que les clivages hérités de la guerre froide pourraient peut-être un jour être dépassés.

Le socialisme suppose l'arrivée au pouvoir des forces ainsi associées. On comprend facilement que cette volonté, dans chaque pays, des forces de gauche de se déterminer en dehors des références qui ont pu dans le passé paralyser le mouvement ouvrier, donne le pas au projet intérieur. Les engagements internationaux en sont la projection ; ils ne sont pas compris du militant s'ils divisent au lieu de rassembler. De même, lorsque toute l'analyse se fonde sur la conquête imminente de l'Etat tel qu'il existe, les esprits ne sont guère préparés à voir se déplacer au niveau européen la bastille à conquérir et à reconstituer, avec quelles forces, de nouveaux bataillons pour s'en prendre à ce nouveau pouvoir.

Un second thème partout présent est l'affirmation de rapports nouveaux entre l'économique et le politique. La gauche redonne la primauté au politique, mais en passant par la maîtrise de l'économique. L'important, ici, n'est pas la théorie, qui a toujours été celle-là, mais la perspective de la voir appliquer au gouvernement. Perspective qui se rapproche, en Italie, en France. Perspective qui trouve un écho dans ce qui s'est passé de plus important dans l'époque récente : la crise pétrolière, la revendication par les pays producteurs de matières premières d'un nouvel ordre économique, la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, ce n'est pas autre chose que l'affirmation que l'économique sera maîtrisé, au nom du politique. L'époque est donc assez mal choisie pour conforter politiquement le libéralisme. L'Europe des marchands ne pose à la gauche que les problèmes des marchands, dont celle-ci fait son affaire. La gauche a moins que jamais intérêt à une union européenne qui donnerait un support politique à la règle du jeu libéral.

Enfin il n'est pas de socialisme sans projet de société. Le progrès pour le progrès, le changement pour le changement, l'union pour l'union ou l'Europe pour l'Europe n'ont plus aucune force de conviction. Les partis de gauche ont leur projet. Ils reprennent à leur compte les libertés pour les intégrer dans leur démarche. Les partis communistes français et italien attachent assez d'importance à cette partie de leur réflexion pour lui donner immédiatement, une portée internationale. Mais nous, socialistes, si nous avons entrepris d'approfondir les libertés, c'est bien parce que nous pensions leur donner le contenu concret qu'implique notre intention de changer la vie. La démocratie est devenue pour nous économique ; elle passe par le pouvoir des travailleurs sur la production, par le contrôle des citoyens sur le marché des produits et sur les services privés et publics. On ne peut donc attendre des partis de gauche qu'ils s'intéressent, à l'horizon 1980 et à l'échelle européenne, à des rapports de gouvernant à gouverné qui ignorent l'effort de rénovation que la gauche s'impose à elle-même;.

On parle beaucoup d'identité européenne, identité qui, comme si les mots de-

(suite page 31)

François Mitterrand, qui se trouve aux Etats-Unis, n'a pu nous donner sa chronique cette semaine.